

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions – TPSGC**
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Conseiller en gestion-construction	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP747-151625/A	Date 2015-04-15
Client Reference No. - N° de référence du client 20151625	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FP-002-67135	
File No. - N° de dossier fp002.EP747-151625	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-05-28	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: El-Zarka, Edward	Buyer Id - Id de l'acheteur fp002
Telephone No. - N° de téléphone (819) 775-7156 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA OPERATIONS-EAST BLOCK 111 WELLINGTON ST OTTAWA Ontario K1A0A9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Parliamentary Precinct Projects Division/Division, Projets
de la Colline parlementaire
Booth Building 3rd Floor - 309
Édifice Booth 3e étage - 309
165 Sparks Street
165, rue Sparks
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP747-151625/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

fp002

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20151625

File No. - N° du dossier

fp002EP747-151625

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Volontairement laissé en blanc.

DEMANDE DE PROPOSITION

**SERVICES DE CONSEILLER EN GESTION DE LA
CONSTRUCTION**

**PROJET DE RÉHABILITATION DE L'ÉDIFICE DE
L'EST**

**La Coline du Parlement, Ottawa,
Ontario**

CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.

TABLES DES MATIÈRES

Contexte

Instruction générales aux soumissionnaires (IG)

IG01 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITÉ – DOSSIER DE SOUMISSION
IG02 LE DOSSIER DE SOUMISSION
IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DU SOUMISSIONNAIRE
IG04 TAXES APPLICABLES
IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION
IG06 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT
IG07 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS
IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION
IG09 LIVRAISON DES DOSSIERS DE SOUMISSION
IG10 RÉVISION DES DOSSIERS DE SOUMISSION
IG11 REJET DU DOSSIER DE SOUMISSION
IG12 COÛTS RELATIFS AUX DOSSIERS DE SOUMISSION
IG13 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT
IG14 RESPECT DES LOIS APPLICABLES
IG15 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT LA DEMANDE DE PROPOSITION
IG16 ÉVALUATION DU RENDEMENT
IG17 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU
IG18 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX
IG19 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS
IG20 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
IG21 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA
POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS
IG22 FORMULAIRE D'ASSURANCE
IG23 CONTRAT SUBSEQUENT
IG24 SÉANCE D'EXPLICATIONS
IG25 ÉQUIPE D'ÉVALUATION DU CANADA
IG26 DÉBOURS
IG27 SITES WEB

EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS (EPEP)

EPEP 1 Renseignements généraux
EPEP 2 Exigences concernant la présentation des soumissions techniques et évaluation
EPEP 3 Évaluation du prix
EPEP 4 Méthode de sélection

ANNEXES :

Annexe A – Sans objet
Annexe B – Sans objet
Annexe C – Sans objet
Annexe D – Sans objet
Annexe E – Sans objet
Annexe F – Sans objet

Annexe G – Formulaire de soumission et d'acceptation
Annexe H – Formulaire de référence du client pour le projet représentatif
Annexe I – Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement soit administrateurs et ou propriétaire de l'entreprise du soumissionnaire
Annexe J – Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis
Annexe K – Contrat subséquent proposé

CONTEXTE

Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) lance un processus concurrentiel pour retenir les services d'un conseiller en gestion de la construction (CGC) pour le projet de la réhabilitation extérieure de l'édifice de l'est situé sur la colline parlementaire à Ottawa en Ontario.

Le soumissionnaire retenu sera attribué un contrat avec TPSGC qui comprendra les services d'avis pendant la phase de pré-construction et des travaux de construction mineurs. Le contrat inclura les options pour les services consultatifs de gestion de la construction, construction des travaux mineurs et les services de constructeur. Ces options seront exercées à la discrétion du Canada et contingent sur les approbations nécessaires du gouvernement du Canada.

Sujet aux conditions générales du contrat et sous réserve de l'exercice des options contractuelles, le CGC sera engagé sous ce contrat pour fournir les services consultatifs pour la durée du projet, effectuer le rôle de « constructeur » au sens de la *loi sur la santé et la sécurité au travail*, fournir des services de gestion des travaux figurant à la Division 1 et communs aux trois sous-phases de construction, et réaliser des travaux mineurs qui dépassent la portée des travaux de réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment. La majorité des travaux de l'enveloppe du bâtiment seront complétés en trois phases de construction distinctes et seront complétés par des entrepreneurs généraux distincts sous contrat direct avec TPSGC.

INSTRUCTIONS GENERALES

IG01 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITÉ – DOSSIER DE SOUMISSION

1. Les soumissionnaires doivent se conformer au *Code de conduite pour l'approvisionnement*. De plus Code de conduite pour l'approvisionnement, les soumissionnaires doivent répondre à cette Demande de proposition de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la Demande de proposition et les contrats subséquents, et présenter un dossier de soumission ainsi que conclure un contrat uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.
2. En présentant un dossier de soumission, les soumissionnaires confirment qu'ils comprennent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera un dossier de soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou s'il détermine que les renseignements contenus dans les attestations sont faux, à quelque égard que ce soit, au moment de l'attribution du contrat. S'il est déterminé, après l'attribution du contrat, que le soumissionnaire a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit suite à une période de préavis, de résilier le contrat pour manquement. Le soumissionnaire devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée. Le soumissionnaire et tout affiliés du soumissionnaire devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations et à toute absolution sous conditions ou inconditionnelle précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la durée de tout contrat découlant de cette Demande de proposition.

3. Affiliés

Aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus, et administrateurs, sont des affiliés au soumissionnaire si :

- a. le soumissionnaire ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations et à toute absolution sous conditions ou inconditionnelle précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms dans le cadre de l'annexe I de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre de coentreprise, doivent fournir le nom du propriétaire dans le cadre de l'annexe I. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, de sociétés de personnes, d'entreprises ou d'associations de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des dossiers de soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, le dossier de soumission sera déclaré non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire

pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander au soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne ou toutes les personnes mentionnées ci-dessus, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement et les renseignements connexes dans le délai prévu, ou à défaut de coopérer dans le cadre du processus de vérification la soumission sera déclarée non recevable.

5. Le soumissionnaire doit diligemment informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant ce processus d'achat ainsi que pendant la période du contrat. Il doit également fournir au Canada les formulaires de consentement dûment remplis et signés lorsque la demande lui en est faite.
6. En présentant un dossier de soumission, le soumissionnaire atteste qu'il est informé, de même que ses affiliés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et élément prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations et à toute absolution sous conditions ou inconditionnelle précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
7. En présentant un dossier de soumission, le soumissionnaire atteste que ni le soumissionnaire, ni aucun des affiliés du soumissionnaire n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*.
8. Période de temps
La période de temps est de 10 ans et se mesure à partir de la date de la condamnation ou de la date d'absolution sous conditions ou inconditionnelle.
De plus pour une condamnation en vertu des alinéas a. ou b. du paragraphe 9, suivant la période de 10 ans, un pardon ou une suspension du casier judiciaire devra avoir été obtenu, ou les droits devront avoir été rétablis par le gouverneur en conseil. Le soumissionnaire doit donc fournir avec son dossier de soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une copie des documents le confirmant et provenant d'une source officielle afin que le Canada juge l'attestation véridique aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité. Si aucun document n'a été fourni par le temps où l'évaluation des dossiers de soumission est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les renseignements dans le délai prévu, le dossier de soumission sera déclaré non recevable.
9. En présentant un dossier de soumission, le soumissionnaire atteste que ni le soumissionnaire, ni aucun des affiliés du soumissionnaire n'ont été reconnus coupables d'une infraction ou n'ont reçu une des dispositions ci-après précisées, sauf si la période de temps et ce, conformément au paragraphe Période de temps, est écoulée :
 - a. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou
 - b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude

commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du *Code criminel*, ou

- c. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du *Code criminel*, ou
- d. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la *Loi sur la concurrence*, ou
- e. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou
- f. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la *Loi sur la taxe d'accise*, ou
- g. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*, ou
- h. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

Le soumissionnaire atteste en outre qu'aucune personne déclaré coupable de l'une des infractions énoncées en a. ou b. ne recevra un avantage en vertu d'un contrat subséquent à cette Demande de proposition, sauf si un pardon ou une suspension de casier a été obtenu ou les droits rétablis par le gouverneur en conseil, et ce conformément au paragraphe Période de temps.

10. Infractions commises à l'étranger

Le soumissionnaire atteste également qu'au cours d'une période et ce, conformément au paragraphe Période de temps, ni le soumissionnaire ni aucun de ses affiliés n'ont été reconnus coupables ou n'ont reçu une absolution sous conditions ou inconditionnelle en vertu d'une infraction commise à l'étranger pour laquelle le Canada juge que les éléments constitutifs sont semblables aux infractions énumérées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. De plus, le Canada envisagera tenir compte des mesures étrangères qu'il juge être de nature semblable au pardon canadien, à la suspension du casier judiciaire et au rétablissement des droits par le gouverneur en conseil en vigueur au Canada.

11. Sous-traitants

Le soumissionnaire doit s'assurer que les contrats de sous-traitance comprennent des dispositions relatives à l'intégrité qui ne sont pas moins favorables pour le Canada que celles imposées dans le contrat subséquent.

12. Mesures de prévention associées à la période de temps

Dans les cas où la période (conformément au paragraphe Période de temps), pour une condamnation ou une absolution sous conditions ou inconditionnelle du soumissionnaire ou de tout affiliés du est écoulée, le soumissionnaire doit également attester pour lui-même et ses affiliés, que des mesures ont été diligemment mises en place afin d'éviter que de tels condamnations ou actes répréhensibles ne se reproduisent.

13. Exception à l'égard de l'intérêt public

Les soumissionnaires reconnaissent que le Canada pourrait, conclure un contrat avec un soumissionnaire même si ce soumissionnaire ou un affilié de celui-ci a été reconnu coupable ou a reçu une absolution sous conditions ou inconditionnelle pour une infraction précisée dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada à sa seule discrétion l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter :

- aucune autre personne ne peut exécuter le contrat;
- urgence;
- sécurité nationale;
- santé ou sécurité;
- préjudice économique.

Si toutes les dossiers de soumission sont déclaré non recevables en raison d'une condamnation ou d'une action pertinente énumérée aux présentes dispositions, le Canada peut invoquer l'exception visant à protéger l'intérêt public, tel que d'écrit ci-dessus. Dans de tels cas, seuls les dossiers de soumission contenant une déclaration concernant une infraction ou une action pertinente, seront prises en compte. Le Canada peut également choisir de s'approvisionner à l'extérieur du présent processus. Dans tout les cas le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement.

14. Non application

Pour les gouvernements, de même que pour les entités contrôlées par un gouvernement, y compris les sociétés d'État, les présentes dispositions relatives à l'intégrité se limitent à respecter l'article 750 du *Code criminel*, le *Règlement sur les marchés de l'État* et le *Code de conduite pour l'approvisionnement*

IG02 LE DOSSIER DE SOUMISSION

1. Le dossier de soumission doit:

- a. se composer de deux enveloppes scellées séparés :
 - i. L'enveloppe A doit contenir la proposition technique ; et
 - ii. L'enveloppe B doit contenir le Formulaire de soumission et d'acceptation joint en annexe G. Le formulaire de soumission et d'acceptation doit obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire de soumission et d'acceptation obtenu par l'entremise du SEAOG;
- b. doit être établie en fonction des documents de soumission énumérés aux Instructions particulières aux soumissionnaires;
- c. doit être remplie correctement à tous égards;
- d. être signée par un représentant dûment autorisé par le soumissionnaire; et
- e. être accompagnée
 - i. de la garantie de soumission précisée à l'IG08; et
 - ii. de tout autre document précisé ailleurs dans les documents de soumissions où il est stipulé que ledit document doit accompagner la soumission.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG11, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de soumission et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée au dossier de soumission pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire de soumission et d'acceptation par le soumissionnaire doivent

être paraphés par la ou les personnes qui signent la soumission. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

3. Les dossiers de soumission envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents de soumissions.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), la Demandes de proposition et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une Demande de proposition ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement au soumissionnaire de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part du soumissionnaire à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DU SOUMISSIONNAIRE

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a. ce pouvoir de signature;
- b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 TAXES APPLICABLES

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION

Pour l'application de la CG1.8 « Lois, permis et taxes », seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT

SANS OBJET

IG07 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la soumission.

IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

1. Le soumissionnaire doit inclure dans son dossier de soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Ladite garantie doit représenter au moins 10 p. 100 du montant de la soumission. Les taxes applicables ne doivent pas entrer en ligne de compte dans le calcul du montant de la garantie de soumission qui peut être exigée. Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.
2. Le cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504) doit être établi dans une forme approuvée, être dûment rempli, porter les signatures originales ainsi que le sceau d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture de la Demande de proposition ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor.
3. Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, ce peut être :
 - a. une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste établi à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière approuvée ou tiré par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - b. des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
4. Aux fins du sous-alinéa 3.a. de l'IG08
 - a. une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par le soumissionnaire à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b. si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au sous-alinéa 4.c. de la IG08
 - c. une institution financière agréée est :
 - i. une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la *Loi canadienne sur les paiements*;

- ii. une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou l'a Régie de l'assurance-dépôts du Québec Autorité des marchés financiers, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi;
 - iii. une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont plus amplement décrites au paragraphe 137(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; ou
 - v. La Société canadienne des Postes.
- 5. Les obligations visées au sous-alinéa 3) b) de l'IG08 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception de la Demande de proposition, et doivent être
 - a. soit payables au porteur; ou
 - b. soit accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au Receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
 - c. soit enregistrées quant au principal, ou quant au principal et intérêts à la fois au nom du Receveur général du Canada conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6. Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable par le Canada comme alternative à un dépôt de garantie et le montant doit être établi de la même façon qu'un dépôt de garantie mentionné ci-dessus.
- 7. Une lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée à l'alinéa 6) de l'IG08
 - a. doit être un arrangement, quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur) agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (demandeur), ou en son nom propre, qui
 - i. verse un paiement au receveur général du Canada, en tant que bénéficiaire;
 - ii. accepte et paye les lettres de change tirées par le receveur général du Canada;
 - iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change; ou
 - iv. autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b. précise la somme nominale qui peut être retirée;
 - c. précise sa date d'expiration;

- d. prévoit le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant du ministère autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
 - e. prévoit que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f. prévoit son assujettissement aux *Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI no 600; En vertu des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet; et
 - g. est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.
8. La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans des délais raisonnables, suivant :
- a. la date de fermeture de la Demande de proposition, pour un soumissionnaire dont le dossier de soumission est non conforme; et
 - b. la révision administrative des dossiers de soumission, pour les soumissionnaires dont le dossier de soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
 - c. l'octroi du contrat, pour les soumissionnaires dont le dossier de soumission est retenue et classée aux deuxièmes et troisièmes rangs dans l'échelle de classement; et
 - d. la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
 - e. l'annulation de la Demande de proposition pour tous les soumissionnaires.
9. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 8 de l'IG08 et à condition que trois (3) dossiers de soumission conformes ou plus aient été reçus, si une ou plusieurs des dossiers de soumission classés du troisième au premier rang sont retirés ou rejetés, pour quelques raisons que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) dossiers de soumission valides et conformes.

IG09 LIVRAISON DES DOSSIERS DE SOUMISSION

1. Le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme et la garantie de soumission doivent être joints et cachetés dans l'enveloppe (Enveloppe B) fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice « Demande de proposition » pour la réception des dossiers de soumission. Le dossier de soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture de la Demande de proposition.
2. Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux soumissionnaires

- a. la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Tout dossier de soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
- a. numéro de la Demande de proposition;
 - b. le nom du soumissionnaire;
 - c. l'adresse de l'expéditeur; et
 - d. l'heure et la date de clôture.
4. La livraison correcte des dossiers de soumission dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive du soumissionnaire.

IG10 RÉVISION DES DOSSIERS DE SOUMISSION

- 1. Un dossier de soumission présenté conformément aux présentes instructions peut être révisé par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture de la Demande de proposition. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant le soumissionnaire.
- 2. Une modification à un dossier de soumission comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
- 3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
- 4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement pourrait/pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur le dossier de soumission initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

IG11 REJET DU DOSSIER DE SOUMISSION

- 1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucun dossier de soumission, même la plus basse.
- 2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG11, le Canada peut rejeter un dossier de soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans le dossier de soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie

de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour à la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;

- c. Le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
 - e. des profuse à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, à un sous-traitant ou à un employé visé dans la soumission; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
3. Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)(f)(ii) de l'IG11, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
- a. la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
 - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG11, le Canada peut rejeter tout dossier de soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b. la capacité du soumissionnaire à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;

- c. le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où un dossier de soumission devrait être rejetée conformément au alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG11, pour des motifs distincts-+ de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG11, l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet du dossier de soumission.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les dossiers de soumission qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre le dossier de soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

IG12 COÛTS RELATIFS AUX DOSSIERS DE SOUMISSION

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'un dossier de soumission en réponse à la Demande de proposition. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'un dossier de soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

IG13 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

Les soumissionnaires doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web Contrats Canada. Pour s'inscrire autrement que par Internet, les soumissionnaires peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IG14 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

1. En présentant un dossier de soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation d'un dossier de soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG14, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG14 donnera lieu au rejet de la soumission.

IG15 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT LA PÉRIODE DE LA DEMANDE DE PROPOSITION

1. Les demandes de renseignements ne seront étudiées par le Canada que si elles sont envoyées par courrier électronique à l'Autorité contractante (à l'adresse de courrier électronique indiquée ci-après) au plus tard six (6) jours ouvrables avant la date limite de présentation des dossiers de soumission à la Demande de proposition.

2. Pour assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement, les demandes de renseignements et les autres communications concernant la Demande de proposition doivent être adressées uniquement à l'Autorité contractante à l'adresse de courrier électronique indiquée ci-après. Les soumissionnaires intéressés ne doivent communiquer avec aucun autre employé du Canada ni aucune autre personne Participant au Projet afin de discuter de questions relatives à la Demande de proposition. Le Canada désigne la personne suivante à titre d'Autorité contractante :

Edward El-Zarka – Edward.El-Zarka@tpsgc-pwgsc.gc.ca

IG16 ÉVALUATION DU RENDEMENT

1. Les soumissionnaires doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IG17 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter un dossier de soumission dans les circonstances suivantes :
 - a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la Demande de proposition; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
 - b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la Demande de proposition qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la Demande de proposition (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter un dossier de soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la Demande de proposition. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IG18 VISITE OPTIONNELLE DES LIEUX

Il y aura une visite des lieux le 28 mai 2015 à 10h (HAE). Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à l'entrée du gouverneur général, porte principale de l'édifice de l'est, colline du Parlement, Ottawa, Ontario.

Pour assurer l'accès à l'édifice, les noms des personnes participant à la visite des lieux doivent être soumis à l'autorité contractante nommée sur la Demande de proposition - Page 1, dix (10) jours civils avant la visite des lieux.

Tous les soumissionnaires intéressés qui ne confirmeront pas leur participation ne peuvent pas participer à la visite des lieux. Les précisions ou modifications à la Demande de proposition résultant de la visite des lieux seront publiées dans une modification à la Demande de proposition. Les soumissionnaires intéressés ne sont pas tenus d'assister à la Visite des lieux pour présenter un dossier de soumission.

Les soumissionnaires intéressés pourront décider d'assister ou non à la Visite des lieux, mais ceux qui n'y assisteront pas seront réputés avoir reçu tous les renseignements mis à la disposition des participants.

IG19 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission – Annexe G et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IG19 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IG19 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11.

IG20 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. À la date de clôture de la Demande de proposition, le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la section 3 du contrat proposé subséquent (annexe K). Tout manquement à se conformer à cette exigence rendra le dossier de soumission irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée au dossier de soumission.
2. Les membres du personnel du soumissionnaire retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité du soumissionnaire retenu de

s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité du soumissionnaire retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.

3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web de la Programme de sécurité industrielle.

IG21 INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013, le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Par l'entremise du Plan d'action économique de 2013 et de son appui aux programmes de formation, le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées (APPENDICE 4) aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. Si intéressé, le soumissionnaire retenu est encouragé à fournir les informations requises à l'annexe J

IG22 FORMULAIRE D'ASSURANCE

Les soumissionnaires doivent noter les exigences d'assurance tel que stipulé dans la condition générale 10 et le certificat d'assurance associé (annexe E du contrat subséquent).

GI23 CONTRAT SUBSÉQUENT PROPOSÉ

Le contrat subséquent proposé à attribuer au soumissionnaire retenu sera basé sur le contenu de l'annexe K.

IG24 SÉANCE D'EXPLICATIONS

Si un soumissionnaire souhaite obtenir une séance d'explications, le soumissionnaire devrait contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la Demande de proposition dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant du résultat de l'invitation. On protégera le

caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres propositions. Les explications peuvent être fournies par écrit, par téléphone ou en personne.

IG25 EQUIPE D'ÉVALUATION DU CANADA

L'équipe d'évaluation du Canada peut comprendre des spécialistes de TPSGC et des experts techniques de l'industrie privée. Tous les membres de l'équipe d'évaluation devront conclure une entente de non-divulgaration et déclarer toute situation de conflits d'intérêts.

IG26 DÉBOURS

Les soumissionnaires sont avisés que les débours suivants ne doivent pas être inclus dans le dossier de soumission, et seront payés au soumissionnaire retenu, si et quand nécessaire.

Permis de construction	140 000.00 \$
Services d'expédition et de reproduction	80 000.00 \$

IG27 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Services de sécurité industrielle <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html#f229>

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS (EPEP)

EPEP 1	Renseignements généraux
EPEP 2	Exigences de présentation et évaluation des propositions techniques
EPEP 3	Évaluation du prix
EPEP 4	Méthode de sélection

EPEP 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Présentation du dossier de soumission : les soumissionnaires doivent présenter leur dossier de soumission dans « deux enveloppes », soit le volet technique de leur soumission dans une enveloppe et le volet financier (proposition de prix) ainsi que la garantie de soumission dans une autre enveloppe. Le non-respect de ces directives peut entraîner une non-conformité.

- 1) **Enveloppe A** : présenter un (1) original signé et cinq (5) copies de la proposition technique.
- 2) **Enveloppe B** : présenter un (1) original signé du Formulaire de soumission et d'acceptation et de la garantie de soumission.

1.2 Format du dossier de soumission

- 1) **Enveloppe A – Proposition technique** : afin de faciliter l'évaluation de la proposition technique, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre établi dans la section EPEP de la demande de proposition. Pour éviter les répétitions, les soumissionnaires peuvent faire des renvois aux différentes sections de leur proposition en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.
 - a) Le format suivant doit être utilisé lors de la préparation de la proposition technique :
 - format du papier : 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
 - police et taille minimale des caractères : Times 11 points ou l'équivalent;
 - marges : 12 mm à gauche, à droite, en haut et en bas;
 - impression recto verso de préférence;
 - on entend par « page » un (1) côté d'une feuille de papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po). Une feuille à pliage paravent de format 279 mm x 432 mm (11 po x 17 po) pour les tableaux et les organigrammes, par exemple, comptera pour deux pages.
 - b) Le nombre maximal de pages (y compris le texte et les graphiques) pouvant être soumis est de vingt (20). Les documents suivants ne comptent pas dans le nombre maximal de pages susmentionné :
 - la lettre d'accompagnement;
 - la page couverture de la proposition;
 - les formulaires de référence du client (annexe H);
 - les documents liés à la santé et à la sécurité; se reporter à la section 2.6, point 3a) des EPEP;
 - les curriculum vitæ (limite de deux [2] pages pour chaque membre du personnel clé).
 - c) Si la limite de vingt (20) pages n'est pas respectée, toutes les pages excédentaires seront retirées de la proposition technique et ne seront pas acheminées au comité d'évaluation de TPSGC.

- 2) **Enveloppe B – Formulaire de soumission et d'acceptation** : les soumissionnaires doivent présenter leur proposition de prix conformément à l'annexe A – Formulaire de soumission et d'acceptation et aux IG08 – Exigences relatives à la garantie de soumission dans les Instructions générales aux soumissionnaires.

EPEP 2 EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES

Dans leur proposition technique, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences décrites aux présentes et expliquer comment ils y répondront. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire de façon complète, concise et claire l'approche qu'ils prendront pour effectuer le travail. La proposition technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la proposition sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés de la Demande de proposition.

Exigences obligatoires

- 2.1 Expérience obligatoire du soumissionnaire.** Le soumissionnaire doit soumettre un projet représentatif qui démontre qu'il possède l'expérience obligatoire suivante :

- 1) Le soumissionnaire a exécuté des travaux à titre de directeur des travaux ou d'entrepreneur général dans le cadre d'un projet de construction ou le contrat du soumissionnaire a été estimé égal ou supérieur à 15 000 000 \$ à l'attribution du contrat et que le projet a reçu un certificat d'achèvement délivré entre Janvier 2000 et Avril 2015.

Renseignements à fournir :

- a) une description d'un projet représentatif dans le cadre duquel le soumissionnaire a agi à titre de directeur des travaux ou d'entrepreneur général, et un certificat d'achèvement délivré entre Janvier 2000 et Avril 2015. la valeur totale de la construction du projet représentatif a l'achèvement substantiel de l'ouvrage
b) la valeur totale du contrat représentatif du soumissionnaire au moment de l'attribution du contrat

- 2.2 Expérience obligatoire et références du personnel clé.** Les curriculum vitæ soumis en réponse à la section 2.5, au point 1) des EPEP – Expérience du personnel clé, doivent satisfaire aux exigences obligatoires suivantes :

- 1) Gestionnaire de projet :
a) doit posséder une expérience d'au moins 15 ans dans le domaine de la construction;
b) doit détenir un permis d'ingénieur (ing.) ou d'architecte valide dans la province de l'Ontario.
- 2) Surintendant de chantier :
a) doit posséder une expérience d'au moins 15 ans dans le domaine de la construction;
b) doit posséder une expérience à titre de surintendant dans le cadre d'un projet de construction réalisé dans un immeuble occupé.
- 3) Agent d'ordonnancement : doit posséder une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la construction.
- 4) Estimateur : doit posséder une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la construction.

2.3 Attestation de sécurité

- 1) Le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'installation (ASI) valide délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC).

Exigences cotées

2.4 **Expérience du soumissionnaire** : décrire les réalisations du soumissionnaire dans le cadre des travaux liés au projet ciblé.

Renseignements à fournir :

Description de deux (2) projets représentatifs et, dans le cadre d'au moins un de ces projets, le soumissionnaire a agi à titre de directeur des travaux. Pour les deux projets, un certificat d'achèvement doit avoir été délivré entre Janvier 2000 et Avril 2015. Les projets représentatifs doivent être pertinents par rapport à la portée des services requis ainsi que par rapport à l'envergure et à la portée du projet décrites dans la présente Demande de proposition. Un des deux projets représentatifs doit être le même que celui désigné dans la section, 2.1 **Expérience obligatoire du soumissionnaire**. Les renseignements suivants doivent être fournis pour chaque projet représentatif :

- 1) Pertinence des projets représentatifs :
 - a) Fournir une brève description du projet, y compris la valeur totale des travaux de construction, les dates de début et de fin du projet, ainsi que le nombre et les types de contrats de sous-traitance gérés;
 - b) Indiquer clairement les similitudes entre chacun des projets cités en référence et celui faisant l'objet de la présente Demande de proposition selon certains critères, comme la taille du projet, la portée des travaux de réhabilitation et de rénovation, la protection des éléments patrimoniaux, l'étendue des services consultatifs fournis, la complexité, l'aire de dépôt limitée, le fait qu'il s'agissait d'immeubles occupés et d'autres critères établis par les soumissionnaires en fonction de leur compréhension du projet;
 - c) Les soumissionnaires doivent remplir et soumettre le « Formulaire de référence du client » se trouvant à l'annexe H pour chaque projet afin de confirmer ses projets représentatifs. Si certains des renseignements exigés à l'annexe B ne figurent pas dans la proposition, le Canada indiquera au soumissionnaire le délai qui lui est accordé pour fournir les renseignements manquants. À défaut de fournir les renseignements requis, la proposition sera possiblement jugée irrecevable.
- 2) Gestion des projets représentatifs :
 - a) Décrire la façon dont le budget a été administré et contrôlé (inclure le coût de construction à l'attribution du marché et les coûts finaux de construction à l'achèvement substantiel de l'ouvrage y compris la valeur de tous les demandes de modification du prix contractuel, et la manière de traiter les écarts);
 - b) Décrire la façon dont l'échéancier des projets a été géré et contrôlé (inclure les dates d'achèvement prévue à l'attribution du marché et les dates réelle, et la manière de traiter les écarts);
 - c) Décrire la façon dont on a géré la portée, la qualité et les risques pour répondre aux attentes du client;
 - d) Décrire la façon dont la santé et la sécurité sur les chantiers étaient gérées;
 - e) Fournir une liste des noms des membres du personnel clé du soumissionnaire responsables de la réalisation du projet.

2.5 Expérience – Personnel clé du soumissionnaire

Personnel clé du soumissionnaire : fournir les curriculum vitae des membres du personnel clé proposés par le soumissionnaire pour offrir les services requis dans le cadre de ce contrat.

Personnel clé

- 1) Gestionnaire de projet
- 2) Surintendant de chantier
- 3) Agent d'ordonnancement
- 4) Estimateur

Renseignements à fournir : fournir les curriculum vitae des membres du personnel clé proposés par le soumissionnaire aux présentes. En plus de satisfaire aux exigences obligatoires, les curriculum vitae soumis pour chaque membre du personnel clé doivent comprendre les éléments suivants :

- les certificats d'études ou toute autre qualification pertinente, comme une attestation à titre de professionnel en gestion de projet (PMP) et le programme du Sceau d'or, ainsi que les réalisations et les réussites;
- l'expérience pertinente dans des projets qui touchent le patrimoine;
- l'expérience pertinente au poste proposé et le nombre d'années d'expérience dans le poste proposé et dans l'industrie de la construction (si ce n'était pas avec l'entreprise du soumissionnaire, veuillez indiquer le nom de l'entreprise en question);
- l'agent d'ordonnancement doit posséder de l'expérience d'utilisation du logiciel d'ordonnancement Oracle Primavera;
- l'estimateur doit posséder de l'expérience dans tous les aspects liés à l'estimation des coûts de construction à l'aide de l'estimation par présentation des éléments de l'Institut canadien des économistes en construction et de l'estimation par métier, savoir comment utiliser une analyse des coûts, une analyse des risques, une analyse des coûts du cycle de vie et connaître les méthodes d'analyse des coûts et de gestion de la valeur;
- le rôle, la responsabilité et le degré de participation de la personne dans le cadre de projets antérieurs. Une note plus élevée sera attribuée aux membres du personnel clé qui ont joué un rôle important dans les projets indiqués à la section 2.4 des EPEP.

2.6 Gestion des services : le soumissionnaire doit démontrer leur compréhension de ce projet et les services requis en vertu du présent contrat, ainsi que la capacité de son entreprise à gérer les services de manière à régler les problèmes en cours de projet et à assurer un contrôle uniforme pour toute la durée du projet. Il doit aussi décrire la structure organisationnelle et la gestion de l'équipe.

Renseignements à fournir :

- 1) Organigramme et affectation des ressources : fournir un organigramme précisant les titres et les noms de tous les membres de l'équipe du soumissionnaire proposés pour fournir les services requis dans le cadre de ce contrat, y inclus le personnel clé identifié dans la section 2.5, des EPEP. L'organigramme du soumissionnaire doit présenter clairement les ressources proposées pour chacune des trois catégories de service (services consultatifs, services de gestion de la construction et services de constructeur), y compris tout personnel

de soutien et suppléant. Décrire en détail les rôles et les responsabilités du personnel sélectionné et justifier, à l'aide d'explications claires, les ressources proposées dans le cadre du projet par rapport aux objectifs du projet.

2) Plan de travail et méthodes

- a) Décrire la façon dont les services consultatifs seront fournis pendant les phases d'élaboration de la conception ainsi qu'au cours des trois sous-phases de construction des travaux de l'enveloppe extérieure;
- b) Les services requis dans le cadre de ce contrat se classent en trois catégories distinctes : les services consultatifs, les services de gestion de la construction pour les travaux mineurs et les services de constructeur. Décrire la façon dont le soumissionnaire organisera les ressources afin de fournir ces services et gèrera ces ressources afin d'assurer une équipe cohérente et coordonnée;
- c) Décrire la façon dont le soumissionnaire coordonnera les services requis dans le cadre de ce contrat avec les services de construction confiés dans des contrats distincts de TPSGC afin de mettre en œuvre les trois sous-phases de construction des travaux de réhabilitation extérieure;
- d) Décrire la compréhension qu'a le soumissionnaire du rôle des services de constructeur dans le contexte de ce projet. Décrire les méthodes que le soumissionnaire utilisera afin de remplir le mandat de constructeur dans le cadre de ce projet;
- e) Décrire les services d'ordonnancement proposés et expliquer comment les échéances seront gérées durant la réalisation du projet;
- f) Décrire les coûts des services proposés et expliquer comment les coûts seront gérés durant la réalisation du projet;
- g) Décrire la compréhension qu'a le soumissionnaire de la constructibilité et de l'examen des possibilités de soumission, en mettant en évidence les éléments clés d'un tel examen;
- h) Décrire la compréhension qu'a le soumissionnaire de l'exigence relative à la surveillance de l'avancement des travaux de construction des entrepreneurs généraux participant à la réalisation des travaux de réhabilitation extérieure. Plus précisément, décrire la méthode proposée pour répondre aux exigences précisées à la section 5.1.14, SURVEILLANCE DE LA CONSTRUCTION, du cadre de référence.

3) Plan et dossier de santé et de sécurité

- a) Fournir une copie de la politique, du programme et des procédures de l'entreprise concernant la santé et la sécurité au travail du soumissionnaire;
- b) Selon la compréhension qu'a le soumissionnaire du projet à la lumière des renseignements contenus dans la présente Demande de proposition, décrire la façon dont le soumissionnaire mettra en place un plan de santé et de sécurité propre au chantier pour le projet;
- c) Décrire comment le soumissionnaire compte s'y prendre pour fournir de façon continue des services de santé et de sécurité et affecter les ressources qualifiées requises, pendant la durée du projet, y compris les quarts de travail au besoin;
- d) Décrire l'expérience de l'équipe des services de constructeur proposée, y compris toute certification de l'industrie ou tout titre professionnel, tel que le titre de professionnel en sécurité agréé du Canada (PSAC), le titre de conseiller agréé en santé et en sécurité, la certification Sceau d'or ou le titre d'agent de santé et de sécurité en construction. Décrire la façon dont cette équipe est qualifiée pour fournir les services de constructeur requis pour ce projet.

ÉVALUATION TECHNIQUE

Exigences obligatoires				
EPE P	Éléments évalués <i>Exigences obligatoires : réussite/échec</i>	Exigence respectée	Exigence non respectée	Réussite/ échec
2.1	Expérience obligatoire du soumissionnaire			
1)	Directeur des travaux ou entrepreneur général dans le cadre d'un projet de 30 M\$			
2)	Expérience à titre de conseiller en gestion de construction			
2.2	Expérience obligatoire et références du personnel clé			
1)	Expérience obligatoire du gestionnaire de projet			
2)	Expérience obligatoire du surintendant			
3	Expérience obligatoire de l'agent d'ordonnancement			
4	Expérience obligatoire de l'estimateur			
2.3	Attestations de sécurité obligatoires			
1)	Attestation de sécurité d'installation (ASI) valide			

Exigences cotées				
EPE P	Éléments évalués <i>Note maximale : 1 000 points</i>	Note	Pondération	Note pondérée
2.4	Expérience du soumissionnaire <i>Note maximale : 150 points</i>			
1)	Pertinence des projets représentatifs	0-10	8	80
2)	Gestion des projets représentatifs	0-10	7	70
2.5	Expérience du personnel clé du soumissionnaire <i>Note maximale : 250 points</i>			
1)	Expérience du gestionnaire de projet	0-10	10	100
2)	Expérience du surintendant de chantier	0-10	7	70
3	Expérience de l'agent d'ordonnancement	0-10	4	40
4	Expérience de l'estimateur	0-10	4	40
2.6	Gestion du projet <i>Note maximale : 600 points</i>			
1)	Organigramme et matrices d'affectation des ressources	0-10	20	200
2)	Plan de travail et méthodes	0-10	25	250
3	Plan et dossier de santé et de sécurité	0-10	15	150

GRILLE D'ÉVALUATION

Non recevable	Inadéquat	Faible	Adéquat	Entièrement satisfaisant	Solide
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation	<p>Nettement en dessous des attentes minimales</p> <p><u>Par exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le soumissionnaire ne possède pas les qualifications ni l'expérience requises. - L'équipe proposée ne satisfera vraisemblablement pas aux exigences. - Les projets antérieurs sont généralement non liés aux exigences du présent projet. - Peu de possibilités de satisfaire aux exigences de rendement. 	<p>Légèrement en dessous des attentes minimales</p> <p><u>Par exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le soumissionnaire ne possède pas les qualifications ni l'expérience minimales requises. - L'équipe ne couvre pas tous les éléments ou son expérience globale est faible. - Les projets antérieurs sont à peine liés aux exigences du présent projet. - Légèrement en dessous de la capacité acceptable 	<p>Atteint les attentes minimales</p> <p><u>Par exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le soumissionnaire possède les qualifications et l'expérience minimales requises. - L'équipe satisfait tout juste aux exigences. - Les projets antérieurs sont généralement liés aux exigences du présent projet. - Capacité minimum acceptable; devrait pouvoir satisfaire aux exigences de rendement. 	<p>Dépasse les attentes minimales</p> <p><u>Par exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le soumissionnaire est vraiment qualifié et expérimenté. - Une bonne équipe. - Certains membres ont déjà travaillé ensemble. - Les projets antérieurs sont directement liés aux exigences du présent projet. - Capacité satisfaisante; devrait obtenir des résultats efficaces. 	<p>Dépasse de loin les exigences</p> <p><u>Par exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le soumissionnaire est hautement qualifié et expérimenté. - Une équipe solide. - Les membres ont déjà travaillé efficacement ensemble dans des projets semblables. - Les exigences des projets antérieurs sont presque identiques aux exigences du présent projet. - Capacité supérieure; devrait obtenir des résultats très efficaces.

EPEP 3 ÉVALUATION DU PRIX

- 3.1 L'enveloppe B de tous les dossiers de soumission recevables conformément à la section 4.1, points a) et b) des EPEP ci-dessous sera ouverte après l'évaluation des soumissions techniques.

EPEP 4 MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Afin d'être déclaré recevable, un dossier de soumission doit :
- a) respecter toutes les exigences de la Demande de proposition;
 - b) obtenir une note de « **passage** » pour chaque exigence obligatoire énoncée aux sections 2.1, 2.2 et 2.3;
 - c) le prix proposé doit comprendre le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme et la garantie de soumission nécessaire.
- 4.2 Les dossiers de soumission ne répondant pas aux exigences énoncées aux points a), b) ou c) ci-dessus seront déclarés non recevables.
- 4.3 Le soumissionnaire recevable ayant obtenu le plus de points ou celui ayant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement accepté. Le soumissionnaire recevable proposant le prix évalué le plus bas par point sera recommandé pour l'attribution d'un contrat. En cas d'égalité, le soumissionnaire qui aura obtenu la note technique la plus élevée sera recommandé pour l'attribution du marché.
- 4.4 Prix évalué par point = $\frac{\text{Prix total}}{\text{Note technique}}$

ANNEXE G

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA) (5 pages)

SA01 IDENTIFICATION

Réhabilitation de l'édifice de l'Est
Conseiller en gestion de la construction
Colline du Parlement, Ottawa, Ontario

Numéro de l'appel d'offres : EP747-151625/A

Numéro de projet : R.042877.255

SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DE SOUMISSIONNAIRE

Nom : _____

Adresse : _____

Nom du contact : _____

Téléphone : _____ Télécopieur : _____ NEA : _____

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant total de la soumission de

(A) CONTRAT DE BASE

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Honoraire mensuel fixe (G)	Durée prévue (H)	Coût total (G x H)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 4.1	\$	0 à 15 mois	\$ (a)

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Pourcentage (C)	Valeur de la construction (D)	Durée prévue	Frais (C x D)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 4.2	%	1 200 000 \$	0 à 15 mois	\$ (b)

Catégorie de Personnel	Durée prévue	Nombre d'heures estimé(E)	Taux horaire fixe (F)	Coût total (E x F)
Gestionnaire de projet	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	300	\$	\$
Gestionnaire de projet intermédiaire	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	300	\$	\$
Surintendant du chantier	0 à 15 mois	200	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	500	\$	\$
Estimateur	0 à 15 mois	150	\$	\$
	16 à 43 mois	200	\$	\$
	44 à 67 mois	200	\$	\$
	68 à 91 mois	150	\$	\$
Agent d'ordonnancement	0 à 15 mois	150	\$	\$
	16 à 43 mois	200	\$	\$
	44 à 67 mois	200	\$	\$
	68 à 91 mois	150	\$	\$
Agent en santé-sécurité	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	400	\$	\$
Administratif	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	400	\$	\$
Sous-total			\$ (c)	

Les quantités et les catégories de personnels identifiés à l'alinéa (c) ci-dessus seront utilisées uniquement pour fins d'évaluation et ne doivent pas être interprétées par le soumissionnaire comme un engagement par le Canada pour demander les services d'un membre du personnel pour toute quantité de semaines que ce soit. Cependant, si le besoin d'ajouter des services supplémentaires survient pendant la durée du contrat, les taux susmentionnés s'appliqueront.

Le **SOUS-TOTAL DE L'OFFRE - CONTRAT DE BASE** représente la somme des alinéas (a) + (b) + (c) ci-dessous (excluant les taxes applicables).

CONTRAT DE BASE – SOUS-TOTAL DE L'OFFRE de :

_____ \$ excluant les taxes applicables
(exprimé en chiffres)

(B) OPTION 1A

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Forfait mensuel ferme (G)	Durée prévue (H)	Coût total (G x H)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 5.1	\$	16 à 43 mois	\$ (d)

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (I)	Valeur de la construction (J)	Durée prévue	Frais (I x J)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 5.2	%	2 400 000 \$	16 à 43 mois	\$ (e)

Le **SOUS-TOTAL DE L'OFFRE – OPTION 1A** représente la somme des alinéas (d) + (e) ci-dessous (excluant les taxes applicables).

OPTION 1A – SOUS-TOTAL DE L'OFFRE de :

_____ \$ excluant les taxes applicables
(exprimé en chiffres)

(C) OPTION 1B

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Forfait mensuel ferme (K)	Durée prévue (L)	Coût total (K x L)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 5.1	\$	44 à 67 mois	\$ (f)

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (M)	Valeur de la construction (N)	Durée prévue	Frais (M x N)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 5.2	%	1 000 000 \$	44 – 67 mois	\$ (g)

Le **SOUS-TOTAL DE L'OFFRE – OPTION 1B** représente la somme des alinéas (f) + (g) ci-dessous (excluant les taxes applicables).

OPTION 1B – SOUS-TOTAL DE L'OFFRE de :

_____ \$ excluant les taxes applicables
(exprimé en chiffres)

(D) OPTION 1C

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Forfait mensuel ferme (O)	Durée prévue (P)	Coût total (O x P)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 5.1	\$	68 à 91 mois	\$ (h)

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (M)	.s	Durée prévue	Frais (M x N)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 5.2	%	400 000 \$	68 à 91 months	\$ (i)

Le **SOUS-TOTAL DE L'OFFRE - OPTION 1C** représente la somme des alinéas (h) + (i) ci-dessous (excluant les taxes applicables).

OPTION 1C - SOUS-TOTAL DE L'OFFRE de :

_____ \$ excluant les taxes applicables
(exprimé en chiffres)

(E) OPTION 2A/2B/2C – SERVICES DE CONSTRUCTEUR

OPTION	Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (S)	Valeur de la construction (T)	Frais (S x T)
2A	Services de constructeur – sous-phase 1	Sections 1, 2, 3, & 6	%	20 500 000 \$	\$ (j)
2B	Services de constructeur – sous-phase 2	Sections 1, 2, 3, & 6		20 500 000 \$	\$ (k)
2C	Services de constructeur – sous-phase 3	Sections 1, 2, 3, & 6		20 780 000 \$	\$ (l)

Les **SOUS-TOTAL DE L'OFFRE - Services de Constructeur** représente la somme des alinéas (j) + (k) + (l) ci-dessous (excluant les taxes applicables).

Services de Constructeur - SOUS-TOTAL DE L'OFFRE de :

_____ \$ excluant les taxes applicables
(exprimé en chiffres)

Le **MONTANT TOTAL DE L'OFFRE**, aux fins d'évaluation, représente la somme des valeurs du Contrat de base + OPTION 1A + OPTION 1B + OPTION 1C + OPTION 2A + OPTION 2B + OPTION 2C ci-dessous (excluant les taxes applicables):

\$ _____ excluant les taxes applicables
(exprimé en chiffres)

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES DOSSIERS DE SOUMISSION

Le dossier de soumission ne peut être retiré pour une période de 60 jours suivant la date et l'heure de clôture de la Demande de proposition.

SA05 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à son dossier de soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08
- Exigences relatives à la garantie de soumission - Instructions générales.

SA06 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

Signature

Date

ANNEXE H

FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT POUR LE PROJET REPRÉSENTATIF N° 1 (1 page)

Lettre de référence du client

Le projet présenté par le soumissionnaire doit démontrer que celui-ci satisfait aux exigences suivantes :

La présente confirme que l'entrepreneur suivant : _____,

a réalisé les travaux dans le cadre du projet suivant : _____,

en tant que constructeur, selon la méthode d'attribution de contrat suivante :

(gestion de la construction / entrepreneur général)

Détails du projet

Lieu : _____

Taille (superficie en m²) : _____

Valeur initiale du contrat (taxes comprises)

Valeur finale du contrat (taxes comprises)

Expliquer tout écart entre les valeurs initiale et finale du contrat.

Date d'achèvement prévue

Date d'achèvement réelle

Expliquer tout écart entre les dates d'achèvement prévue et réelle.

FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DU CLIENT POUR LE PROJET REPRÉSENTATIF N° 2 (1 page)

Lettre de référence du client

Le projet présenté par le soumissionnaire doit démontrer que celui-ci satisfait aux exigences suivantes :

La présente confirme que l'entrepreneur suivant : _____,

a réalisé les travaux dans le cadre du projet suivant : _____,

en tant que constructeur, selon la méthode d'attribution de contrat suivante :

(gestion de la construction / entrepreneur général)

Détails du projet

Lieu : _____

Taille (superficie en m²) : _____

Valeur initiale du contrat (taxes comprises)

Valeur finale du contrat (taxes comprises)

Expliquer tout écart entre les valeurs initiale et finale du contrat.

Date d'achèvement prévue

Date d'achèvement réelle

Expliquer tout écart entre les dates d'achèvement prévue et réelle.

ANNEXE I

LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT SOIT ADMINISTRATEURS ET OU PROPRIÉTAIRE DE L'ENTREPRISE DU SOUMISSIONNAIRE

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS ET OU PROPRIÉTAIRES DE
L'ENTREPRISE

[illegible]

ANNEXE J

ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe F « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom: _____

Signature: _____

Nom de la compagnie: _____

Dénomination sociale: _____

Numéro de l'invitation à soumissionner: _____

Nombre d'employés de l'entreprise: _____

Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat: _____

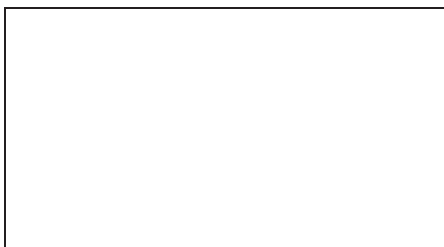
Métiers spécialisés de ces apprentis;

Purchasing Office – Bureau des achats
 Real Property Contracting Directorate –
 Direction de l'attribution des marchés immobiliers
 Parliamentary Precinct Division –
 Division de la Cité parlementaire
 185 Sparks Street / 185 rue Sparks
 Dover Building / Édifice Dover
 Suite 313
 Ottawa, Canada (K1A 0S5)

CONTRACT CONTRAT

Canada accepts your bid to provide to Canada the goods, services or both described in the Contract in accordance with the conditions and at the prices set out in the Contract.

Le Canada accepte votre soumission de fournir au Canada les biens, services ou les deux décrits dans le contrat conformément aux conditions et aux prix prévus au contrat.



Return signed copy forthwith
 Prière de retourner une copie dûment signée immédiatement

Comments – Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT DES
 EXIGENCES EN MATIÈRES DE
 SÉCURITÉ

Venue / Firm Name and Address
 Raison sociale et adresse du
 fournisseur/de l'entrepreneur

Canada

Title – Sujet ÉDIFICE DE L'EST-CONSEILLER EN GESTION DE LA CONSTRUCTION	
Contract No. – N° du contrat EP747-151625/001/FP	Date:
Client Reference No. - N° de référence du client	
Requisition Reference No. - N° de la demande EP747-151625	
File No. – N° de dossier EP002 EP747-141835	CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME
Financial Codes Code(s) financier(s)	GST/HST TPS/TVH
F.O.B. – F.A.B. Destination	
GST/HST – TPS/TVH Included	Duty – Droits
Destination – of Goods, Services, and Construction: Destination – des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA EAST BLOCK 111 WELLINGTON ST OTTAWA, ONTARIO K1A0A9 CANADA	
Invoices – Original and two copies to be sent to: Factures – Envoyer l'original et deux copies à: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA DOVER BUILDING 185 SPARKS ST OTTAWA ONTARIO K1P5B9 Canada	
Address Enquiries to: - Adresser toutes question à: El-Zarka, Edward	Buyer Id – Id de l'acheteur : FP002
Telephone No. – N° de telephone (819) 775-7156	FAX No. – N° de FAX
Total estimated cost Coût total estimatif	Currency Type – Genre de devise CAD
For the Minister – Pour le Ministre	

1. Cadre de référence

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément au cadre de référence qui se trouve à l'annexe A.

2. Clauses et conditions uniformisées

CONDITIONS GÉNÉRALES

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 Dispositions Générales

CG1.1 Interprétation

CG1.1.1 En-têtes et références

1. Les en-têtes des documents contractuels, sauf ceux des dessins et des devis, ne font pas partie du contrat; ils sont reproduits pour en faciliter la consultation seulement.
2. Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
3. Un renvoi à un alinéa ou à un sous-alinéa suivi d'un chiffre, d'une lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres constitue, sauf indication contraire, un renvoi à l'alinéa ou au sous-alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Terminologie

Dans le contrat :

- « Canada », « État » et « Sa Majesté »
désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada;
- « certificat d'achèvement »
signifie le certificat délivré par le Canada à la fin des travaux;
- « certificat d'achèvement substantiel »
signifie le certificat délivré par le Canada lorsque les travaux sont substantiellement achevés;
- « certificat de mesure »
signifie le certificat délivré par le Canada pour confirmer l'exactitude des quantités finales, des prix unitaires et des valeurs pour la main-d'œuvre, les installations et les matériaux fournis et utilisés par l'entrepreneur pour la construction de la partie de l'ouvrage à laquelle se rapporte une entente à prix unitaire;
- « Conditions supplémentaires »
signifient la partie du contrat modifiant ou complétant les Conditions générales;
- « contrat »
signifie les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées auxdits documents par convention des parties;
- « Coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou modification au contrat
signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le montant du contrat, ou le montant révisé du contrat, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le montant du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;
- « dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions comparables
désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;
- « entente à forfait »

- signifie la partie du contrat prescrivant le versement d'un forfait pour l'exécution des travaux correspondants;
- « entente à prix unitaire »
signifie la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;
- « entrepreneur », « conseiller en gestion de la construction »
signifie la personne qui passe un contrat avec le Canada pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le gestionnaire de projet de l'entrepreneur identifié par écrit au Canada.
- « fournisseur »
signifie la personne ayant un contrat direct avec l'entrepreneur pour fournir l'outillage ou les matériaux non personnalisés pour les travaux;
- « garantie du contrat »
signifie toute garantie donnée au Canada par l'entrepreneur conformément au contrat;
- « gestionnaire de projet »
signifie l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6 .1, « Gestionnaire de projet »
- « honoraires fondés sur le temps »
signifie la partie du contrat prescrivant le versement d'honoraires fondés sur le temps pour l'exécution des travaux correspondants
- « jour ouvrable »
signifie une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé dans le secteur du bâtiment, dans la région où se déroulent les travaux.
- « matériaux »
comprend toutes les marchandises, articles, machinerie, équipement, appareils et choses à être fournis en vertu du contrat, pour être incorporés aux travaux;
- « montant du contrat »
signifie le montant indiqué dans le contrat et à verser à l'entrepreneur pour les travaux, sous réserve des modalités et des conditions du contrat, excluant les taxes applicables;
- « outillage »
comprend les outils, instruments, machines, véhicules, constructions, équipements, articles et choses qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par une personne de métier dans l'exercice d'un métier;
- « personne »
comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium ou une société;
- « représentant du ministère »
signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant du ministère pour l'application de ce contrat, y compris toute personne autorisée et désignée par ce dernier par écrit;
- « sous-traitant »
signifie une personne ayant un contrat direct avec l'entrepreneur, conformément à la CG3.6 Sous-traitance, « Sous-traitance », pour exécuter une ou des partie(s) des travaux ou pour fournir des matériaux personnalisés pour les travaux;
- « surintendant »
signifie l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6 .2, « Surintendant »
- « tableau des prix unitaires »
signifie le tableau des prix figurant dans le contrat;
- « Taxes applicables »
signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;
- « travaux »
signifient, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux documents contractuels.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

1. Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à forfait et/ou des honoraires fondés sur le temps.
2. Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à prix unitaire et/ou des honoraires fondés sur le temps.
3. Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente d'honoraires fondés sur le temps ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à forfait et/ou à prix unitaire.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

1. Les travaux sont substantiellement achevés lorsqu'on jugera qu'ils sont suffisamment achevés
 - a. lorsque, suite aux inspections et essais réalisés, une partie substantielle ou la totalité des travaux visés par le contrat est, de l'avis du Canada, prête à être utilisée par le Canada ou est utilisée aux fins prévues;
 - b. lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis du Canada, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas
 - i. 3p. 100 des premiers 500 000 \$;
 - ii. 2p. 100 des prochains 500 000 \$;
 - iii. 1p. 100 du restedu montant du contrat au moment du calcul de ce coût.
2. Lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés aux fins prévues;
 - a. et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevée dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée conformément à la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

1. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
2. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - a. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause

générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.

- b. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - c. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

1. Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- a. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- b. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- c. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- d. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- e. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

2. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

- a. Généralités
 - i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
 - ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.

- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
 - iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
 - v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
 - vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
 - vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
 - viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
 - ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
 - x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
 - xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- b. Taux horaires de main-d'œuvre :
- i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur son établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;

v. les primes d'assurance-santé.

- ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- c. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
 - i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- d. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
 - i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

3. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- a. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3)qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- b. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des

travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;

v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;

vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;

vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;

viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

4. Calcul du prix des prix unitaires

- a. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- b. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- c. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- d. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- e. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

- b. CG6.5 Retards et prolongation de délai, « Retards et prolongation de délai », pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
- b. que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés;

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été complétée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG1.1.4 Achèvement substantiel et ledit coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

Les travaux sont réputés avoir été achevés lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires ont été utilisés ou fournis et que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

CG1.2 Documents contractuels

CG1.2.1 Généralités

1. Les documents contractuels sont complémentaires et les exigences de l'un quelconque de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
2. Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
3. Nulle disposition des documents contractuels n'aura pour effet de créer une relation contractuelle entre le Canada et un sous-traitant ou un fournisseur, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs, ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

1. En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :
 - a. le contrat et toute modification ou variante des documents contractuels apportée conformément aux Conditions générales;
 - b. le cadre de référence;
 - c. toutes les autres annexes du contrat;
 - d. les dessins et devis;

les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

2. En cas de divergence ou de contradiction dans l'information reproduite dans les dessins et devis, les règles suivantes s'appliquent
 - a. les devis l'emportent sur les dessins;

- b. les dimensions exprimées en chiffres sur un dessin, lorsque celles-ci diffèrent des dimensions à l'échelle sur le même dessin, l'emportent sur ces dernières;
- c. les dessins à grande échelle l'emportent sur les dessins à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

1. L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, l'information, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
2. L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements :
 - a. publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
 - b. dont l'entrepreneur a obtenu connaissance auprès d'une source distincte du Canada, à l'exception d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
3. Lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme très secret, secret, confidentiel ou protégé, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 2) et 3) de la CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents, lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme très secret, secret, confidentiel ou protégé, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre personne que ce soit à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.
5. L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.3 Statut de l'entrepreneur

1. L'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, à titre d'entrepreneur indépendant.
2. L'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs et quelque autre personne que ce soit, à tous niveaux, ainsi que leurs employés ne sont pas engagés à titre d'employés, de préposés ou de mandataires du Canada.

3. Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur est seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi relativement à l'exécution des travaux, ainsi que des sommes à verser dans le cadre du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, du Régime de Santé et sécurité au travail, de régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et de l'impôt sur le revenu.

CG1.4 Droits et recours

Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les droits et obligations imposés en vertu du contrat et les droits et recours dont on peut se prévaloir à ce titre s'ajoutent aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et sans les restrictions.

CG1.5 Rigueur des délais

Le temps est de l'essence même du contrat.

CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur

1. L'entrepreneur acquitte toutes les redevances et les droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux ou toute partie de ceux-ci réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
2. L'entrepreneur tient le Canada indemne ou à couvert de toutes réclamations, demandes d'indemnités, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures présentés ou intentés par quiconque et découlant, directement ou indirectement, des activités de l'entrepreneur, de ses sous-traitants et fournisseurs, et tout autre personne à tous niveaux, dans l'exécution des travaux.
3. Pour l'application de l'alinéa 2) de la CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur, le terme « activités » signifie toute activité exécutée de manière fautive, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 Indemnisation par le Canada

Le Canada, sous réserve des dispositions de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, de la *Loi sur les brevets* et de toutes les autres lois touchant ses droits, pouvoirs, privilèges ou obligations, tient indemne et à couvert l'entrepreneur de toutes réclamations, demandes d'indemnités, pertes, coûts, dommages, actions en justice, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat et attribuables directement à :

- a. une lacune ou un vice, réel ou allégué, dans les droits du Canada concernant le chantier s'il en est propriétaire;
- b. une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins du contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le Canada à l'entrepreneur aux fins des travaux.

CG1.8 Lois, permis et taxes

1. L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.

2. Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
3. Avant le début des travaux, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale, un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada.
4. Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée à l'alinéa 3) de la CG1.8 Lois, permis et taxes, l'entrepreneur avise le Canada du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt fut accepté ou non.
5. Si l'administration municipale n'accepte pas le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme au Canada dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa 4) de la CG1.8 Lois, permis et taxes.
6. Pour l'application de la présente clause, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas le Canada.
7. Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur, l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat.
8. Conformément à la déclaration statutaire visée à l'alinéa 4) de la CG5.5 Achèvement substantiel des travaux, « Achèvement substantiel des travaux », l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le contrat, fourni au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
9. Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent au Canada après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada, « Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété du Canada », l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, la responsabilité du paiement des taxes applicables et du dépôt de garantie pour le paiement desdites taxes applicables, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, outillage et droits conformément aux lois pertinentes.
10. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
11. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de demande paiement. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
12. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

13. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le montant du contrat, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le montant du contrat si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
14. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada
En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le *Règlement de l'impôt sur le revenu*, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG1.9 Indemnisation des travailleurs

1. Avant le début des travaux, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur dépose des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, et notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
2. En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande du Canada, l'entrepreneur dépose les pièces justificatives démontrant qu'il respecte lesdites lois et qu'il en est de même de ses sous-traitants et de toutes autres personnes à quelque niveau et de toutes personnes participant à l'exécution des travaux qui sont assujetties aux dites lois.

CG1.10 Sécurité nationale

1. Si le Canada est d'avis que les travaux sont de nature à mettre en cause la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur
 - a. de lui fournir tout renseignement sur les personnes embauchées ou à embaucher par l'entrepreneur aux fins du contrat; et
 - b. de retirer de l'emplacement des travaux toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Canada, comporter un risque pour la sécurité nationale; etl'entrepreneur doit s'y conformer.
2. Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu de l'alinéa 1) de la CG1.10 Sécurité nationale.

CG1.11 Travailleurs inaptes

Le Canada ordonnera à l'entrepreneur de retirer de l'emplacement des travaux toute personne engagée par ce dernier aux fins de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon malveillante, et l'entrepreneur doit interdire l'accès à l'emplacement des travaux à toute personne ayant ainsi été retirée.

CG1.12 Cérémonies publiques et enseignes

1. L'entrepreneur ne permet pas de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable du Canada.
2. L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou à l'emplacement des travaux sans le consentement préalable du Canada.

CG1.13 Conflit d'intérêts

Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique concernant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après-mandat.

CG1.14 Conventions et modifications

1. Le contrat constitue l'intégralité des conventions conclues entre les parties en ce qui a trait à son objet et annule et remplace toutes négociations, communications et autres conventions antérieures s'y rapportant, qu'elles aient été écrites ou verbales, sauf si elles sont intégrées par renvoi. Aucune modalité, condition, déclaration, affirmation ou clause autres que celles énoncées au contrat ne lient les parties.
2. Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment, que l'autre partie se conforme à une clause du contrat n'aura pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger l'exécution de cette clause ultérieurement; de même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à invoquer le manquement de l'autre partie à une clause, terme ou condition du contrat ne sera pas réputée constituer une renonciation à son droit d'opposer tout manquement ultérieur à cette même clause, terme ou condition.
3. Le contrat pourra être modifié uniquement en conformité des modalités qui y sont prévues.

CG1.15 Succession

Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.16 Cession, « Cession », au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.16 Cession

L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit du Canada.

CG1.17 Pots-de-vin

L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.18 Attestation - honoraires conditionnels

1. À la présente :
 - a. « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche liée à ce contrat;
 - b. « employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;
 - c. « personne » comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, L.R. 1985, ch. 44 (4e suppl.) et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

2. L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé agissant dans l'exécution normale de ses fonctions.
3. Tous les comptes et documents concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération reliés à la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat, sont assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
4. Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Canada peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.19 Sanctions internationales

1. Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques.
2. Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement canadien un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'entrepreneur respecte tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services empêche l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur peut demander que le contrat soit terminé conformément à la CG7.3 Résiliation du contrat, « Résiliation du contrat ».

CG1.20 Disposition relatives à l'intégrité – contrat

1. L'entrepreneur s'engage à se conformer au *Code de conduite pour l'approvisionnement* et à ses modalités. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, l'entrepreneur doit aussi se conformer aux modalités du présent article.
2. L'entrepreneur confirme qu'il comprend que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur a fait une fausse déclaration dans sa soumission ou dans le cadre du contrat, ne maintient pas à jour avec diligence les renseignements exigés, ou si l'entrepreneur ou ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des actions ou condamnations et à toute absolution sous conditions ou inconditionnelle précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la période du contrat, une telle fausse déclaration ou défaut de se conformer pourra donner lieu, suite à une période de préavis à une résiliation du contrat pour manquement. L'entrepreneur comprend qu'une résiliation pour manquement ne restreindra pas le droit du Canada d'exercer tout autre recours disponible à son égard, et convient de retourner immédiatement tout paiement anticipé.
3. Affiliés
Aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité, quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'entrepreneur si

- a. l'entrepreneur ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations et à toute absolution sous conditions ou inconditionnelle précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

- 4. L'entrepreneur qui est incorporé ou propriétaire unique, a déjà fourni une liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs de l'entrepreneur ou le nom du propriétaire. L'entrepreneur qui a disposé une soumission à un titre de coentreprise a déjà fourni une liste des noms de tous les administrateurs ou le nom du propriétaire, pour chaque membre de la coentreprise. L'entrepreneur doit diligemment informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant la période du contrat. Il doit également, fournir au Canada lorsque la demande lui en est faite, les formulaires de consentement dûment remplis et signés et les renseignements connexes et coopérer dans le cadre du processus de vérification.
- 5. L'entrepreneur atteste qu'il est informé, de même que ses affiliés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'entrepreneur, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations et à toute absolution sous conditions ou inconditionnelle précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
- 6. L'entrepreneur atteste que ni l'entrepreneur, ni aucun des affiliés de l'entrepreneur n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*.
- 7. Période de temps
La période de temps est de 10 ans et se mesure à partir de la date de la condamnation ou de la date d'absolution sous conditions ou inconditionnelle.
De plus pour une condamnation en vertu des alinéas a. ou b. du paragraphe 8, suivant la période de 10 ans, un pardon ou une suspension du casier judiciaire devra avoir été obtenu, ou les droits devront avoir été rétablis par le gouverneur en conseil. L'entrepreneur doit donc fournir une copie des documents le confirmant, provenant d'une source officielle afin que le Canada juge son attestation est véridique aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité.
- 8. L'entrepreneur atteste que ni l'entrepreneur, ni aucun des affiliés de l'entrepreneur n'ont été reconnus coupables d'une infraction ou n'ont reçu une absolution sous conditions ou inconditionnelle en vertu des dispositions ci-après précisées, sauf si la période de temps et ce, conformément au paragraphe Période de temps, est écoulés
 - a. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ou
 - b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du *Code criminel*, ou

- c. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du *Code criminel*, ou
- d. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la *Loi sur la concurrence*, ou
- e. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou
- f. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la *Loi sur la taxe d'accise*, ou
- g. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*, ou
- h. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

L'entrepreneur atteste en outre qu'aucune personne déclaré coupable de l'une des infractions énoncées en a. ou b. ne recevra un avantage en vertu du contrat, sauf si un pardon ou une suspension de casier a été obtenu ou les droits rétablis par le gouverneur en conseil, et ce conformément au paragraphe Période de temps.

9. Infractions commises à l'étranger

L'entrepreneur atteste également qu'au cours d'une période, et ce conformément au paragraphe Période de temps, ni l'entrepreneur ni aucun de ses affiliés n'ont été reconnus coupables ou n'ont reçu une absolution sous conditions ou inconditionnelle en vertu d'une infraction commise à l'étranger pour laquelle le Canada juge que les éléments constitutifs sont semblables aux infractions énumérées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. De plus, le Canada envisagera tenir compte des mesures étrangères qu'il juge être de nature semblable au pardon canadien, à la suspension du casier judiciaire et au rétablissement des droits par le gouverneur en conseil en vigueur au Canada.

10. Sous-traitants

L'entrepreneur doit s'assurer que les contrats de sous-traitance comprennent des dispositions relatives à l'intégrité qui ne sont pas moins favorables pour le Canada que celles imposées dans le contrat.

11. Non application

Pour les gouvernements, de même que pour les entités contrôlées par un gouvernement, y compris les sociétés d'État, les présentes dispositions relatives à l'intégrité se limitent à respecter l'article 750 du *Code criminel*, le *Règlement sur les marchés de l'État* et le *Code de conduite pour l'approvisionnement*.

CG2 Administration du contrat

CG2.1 Pouvoirs du représentant du ministère

« Responsable technique » - il est reconnu comme étant le représentant du ministère et est nommé au moment de l'attribution du contrat; il exécute les tâches suivantes :

- a. il est chargé de toute question touchant les aspects techniques des travaux prévus dans le contrat;
- b. il est autorisé à diffuser des avis, des instructions et des modifications conformément à la portée des travaux liés au contrat;
- c. il accepte au nom du Canada tous avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux;
- d. dans un délai raisonnable, il doit examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

Le responsable technique ne peut pas autoriser les changements à apporter aux modalités du contrat.

« Autorité contractante » – elle est reconnue comme étant la personne déléguée par le ministre de TPSGC pour conclure et modifier les contrats et chargée de toutes les questions touchant l'interprétation des modalités du contrat.

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification aux modalités du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante.

CG2.2 Interprétation du contrat

1. Dans l'éventualité où, avant l'émission du certificat d'achèvement, surgit toute question concernant le respect du contrat ou les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat, et en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant :
 - a. la signification de quoi que ce soit dans les dessins et devis;
 - b. l'interprétation des dessins et devis en cas d'erreur, omission, ambiguïté ou divergence dans leur texte ou intention;
 - c. le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d. la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, afin d'assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et pour l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
 - e. la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur; ou
 - f. l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux, tel que spécifié au contrat;

Cette question est tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8 Règlement des différends, « Règlement des différends ».

2. L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG2.2 Interprétation du contrat et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
3. Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur, sur demande, verse au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, frais et dommages encourus ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 Avis

1. Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG2.3 Avis, tout avis, ordre ou autre communication peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application de cet alinéa.
2. Tout avis, ordre ou autre communication donné conformément à l'alinéa 1) de la CG2.3 Avis est réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
 - a. le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b. le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c. dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
3. Un avis donné en vertu de la CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur, « Reprise des travaux confiés à l'entrepreneur », de la CG7.2 Suspension des travaux, « Suspension des travaux », et de la CG7.3 Résiliation du contrat, « Résiliation du contrat » doit l'être par écrit et, s'il est livré en mains propres, doit être remis à l'entrepreneur, s'il est constitué en société individuelle opérant sous une raison sociale, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il est constitué en société de personnes ou en société par actions.

CG2.4 Réunions de chantier

De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 Examen et inspection des travaux

1. Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Le Canada doit mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, utilisés ou fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.
2. Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soient fabriqués, installés ou complétés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des frais et des dépenses raisonnables encourus par le Canada pour faire effectuer cet examen.
3. L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et aux représentants des administrations compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation dans des établissements situées ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.
4. L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir tous ses autres devoirs et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.

5. Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, des travaux sont désignés aux fins de l'exécution d'essais, inspections ou pour fin d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et la date auxquels ils auront lieu.
6. Si des travaux désignés pour des essais, inspections ou approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais, inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux et veiller à ce que les inspections, essais ou approbations soient exécutés ou donnés intégralement et d'une manière satisfaisante et recouvrir ou faire recouvrir à nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 Personnel clé

CG2.6.1 Gestionnaire de projet

1. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un gestionnaire de projet et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce gestionnaire de projet.
2. Le gestionnaire de projet est entièrement responsable de la livraison du contrat pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, ordres ou autres communications données au surintendant ou à l'entrepreneur relativement aux travaux.
3. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un gestionnaire de projet qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre gestionnaire de projet à la satisfaction du Canada.
4. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un gestionnaire de projet sans le consentement écrit du Canada. Si un gestionnaire de projet est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le gestionnaire de projet ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre gestionnaire de projet acceptable au Canada l'ait remplacé.

CD2.6.2 Surintendant

1. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
2. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
3. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
4. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.

CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre

1. Pour l'application de la présente clause, on entend par « personnes » l'entrepreneur, ses sous-traitants et les fournisseurs à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, mandataires, représentants autorisés ou invités et toutes les autres personnes intervenant dans l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les personnes morales comme les sociétés de personnes, les entreprises, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
2. Sans restreindre les dispositions de l'alinéa 3) de la CG2.6 , « Personnel clé », l'entrepreneur ne doit refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison :
 - a. de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
 - b. de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
 - c. du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
3. L'entrepreneur doit s'assurer que dans les 2 jours ouvrables suivant le dépôt d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu à l'alinéa 2) de la CD2.6.2 **Surintendant**
2. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
3. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
4. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
5. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.
4. CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre, il :
 - a. fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
 - b. transmet au Canada, par courrier recommandé ou par messenger, un exemplaire de la plainte.

4. Dans les 24 heures suivant la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur retire de l'emplacement et de l'exécution des travaux en vertu du contrat, toutes personnes qui, selon le Canada, contreviennent aux dispositions de l'alinéa 2) de la CD2.6.2 **Surintendant**
 3. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
 4. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
 5. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
 6. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.
5. CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre.
5. Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée à l'alinéa 4) de la CD2.6.2 **Surintendant**
 4. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
 5. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
 6. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
 7. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.
6. CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.
6. Si une directive est émise conformément à l'alinéa 4) de la CD2.6.2 **Surintendant**

5. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
 6. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
 7. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
 8. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.
7. CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés à l'alinéa 8) de la CD2.6.2 **Surintendant**
6. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
 7. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
 8. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
 9. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.
8. CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre, ou exercer compensation conformément à la CG5.9 Droit de compensation, « Droit de compensation », à concurrence de ladite somme.
7. Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions de l'alinéa 5) de la CD2.6.2 **Surintendant**
 7. Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.

8. Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
 9. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
 10. L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.
-
8. CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calcule tous les frais supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
 8. Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant :
 - a. une sentence arbitrale rendue conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial* L.R. 1985, ch. 17 (2esupplément);
 - b. une décision écrite rendue en application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, L.R. 1985, ch. H-6;
 - c. une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; ou
 - d. un jugement prononcé par un tribunal compétent.
 9. Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une quelconque des dispositions de cette clause, le Canada peut retirer les travaux confiés à l'entrepreneur, conformément à la CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur, « Travaux retirés à l'entrepreneur ».
 10. Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG3.6 Sous-traitance, « Sous-traitance », l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de cette clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 Comptes et vérifications

1. L'entrepreneur, en plus de répondre aux exigences stipulées à l'alinéa 6) de la CG3.4 Exécution des travaux, « Exécution des travaux », tient des registres complets pour les coûts estimatifs et réels des travaux, ainsi que tous appels d'offres, offres de prix, contrats, correspondances, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous-receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom, sur demande pour fin de vérifications et inspections.
2. L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées à l'alinéa 1) de la CG2.8 Comptes et vérifications de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et documents.

3. L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de six (6) ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.
4. L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

CG3 Exécution et contrôle des travaux

CG3.1 Calendrier d'avancement

L'entrepreneur doit :

- a. préparer et présenter au Canada, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
- b. surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
- c. aviser le Canada de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par le Canada; et
- d. préparer et présenter au Canada, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction du Canada, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger toutes les déficiences énumérées.

CG3.2 Erreurs et omissions

L'entrepreneur doit signaler au Canada avec diligence toutes erreurs, divergences ou omissions qu'il peut constater en examinant les documents contractuels. En exécutant cet examen, l'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada, résultant de l'exactitude de l'examen.

L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité pour les dommages ou les coûts résultant des erreurs, divergences ou omissions qu'il n'a pas relevées dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

CG3.3 Sécurité sur le chantier

1. Sous réserve de la CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs », l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de santé et sécurité relativement à l'exécution des travaux. Dans les cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit interrompre les travaux, apporter des modifications ou ordonner l'exécution de travaux supplémentaires pour assurer la sécurité des personnes et la protection des travaux, ainsi que de la propriété avoisinante.
2. Avant le début des travaux, l'entrepreneur avise les autorités compétentes en matière de santé et sécurité à l'emplacement des travaux de la date prévue pour le début des travaux et leur fournit tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 Exécution des travaux

1. L'entrepreneur doit exécuter, utiliser ou fournir et payer l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux, des outils, des machineries et équipements de construction, de l'eau,

du chauffage, de l'éclairage, de l'énergie, du transport et des autres installations et services nécessaires à l'exécution des travaux conformément au contrat.

2. L'entrepreneur exécute en tout temps les travaux avec compétence, diligence et célérité, conformément aux normes de l'industrie de la construction et au calendrier d'avancement préparé conformément à la CG3.1 Calendrier d'avancement, « Calendrier d'avancement » il fait en outre appel à des effectifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations conformément à ce calendrier.
3. Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG3.4 Exécution des travaux, l'entrepreneur assure la surveillance, la garde et le contrôle des travaux et dirige et supervise les travaux de manière à respecter le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures de construction et de la coordination des différentes parties des travaux.
4. Lorsque requis par écrit par le Canada, l'entrepreneur apporte les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre, chaque fois que le Canada juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou que celles-ci ont un effet détériorant aux travaux ou aux installations existantes ou à l'environnement ou portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
5. L'entrepreneur est seul responsable de la conception, du montage, de l'opération, de l'entretien et de l'enlèvement des structures temporaires et des autres installations provisoires, ainsi que des méthodes de construction utilisées aux fins de les ériger, les opérer, les entretenir et les enlever. L'entrepreneur doit mobiliser et payer des ingénieurs professionnels compétents dans les disciplines visées pour assurer ces fonctions si la loi ou le contrat l'exige et dans tous les cas où, en raison de la nature de ces installations temporaires et de leurs méthodes de construction, il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs professionnels afin de produire des résultats sécuritaires et satisfaisants.
6. L'entrepreneur doit conserver au moins un exemplaire des documents contractuels courants, des documents soumis, des rapports et comptes rendus de réunion de chantier, en bon état et rendre ceux-ci accessibles au Canada.
7. À l'exception des parties des travaux qui sont nécessairement exécutées hors de l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit confiner l'outillage, l'entreposage des matériaux et les opérations des employés aux limites prescrites par les lois, ordonnances, permis ou documents contractuels.

CG3.5 Matériaux

1. Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
2. Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG3.5 Matériaux, si un matériau spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur adresse au Canada une demande d'autorisation de le remplacer par un matériau comparable à celui spécifié.
3. Si de l'avis du Canada la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le Canada peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes :
 - a. la demande de substitution doit être adressée par écrit au Canada et être appuyée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et autres données qui peuvent être exigées par le Canada;

- b. la demande de substitution de l'entrepreneur ne devra pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et devra être présentée dans un délai suffisamment éloigné de la date à laquelle il faut commander les matériaux;
- c. la substitution des matériaux n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable du Canada, et tous les matériaux substitués fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés du chantier aux frais de l'entrepreneur, et les matériaux spécifiés doivent être installés sans frais additionnels pour le Canada;
- d. l'entrepreneur est responsable de tous les coûts additionnels encourus par le Canada, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs à tous les niveaux en résultat de l'utilisation de matériaux substitués.

CG3.6 Sous-traitance

1. Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
2. L'entrepreneur doit aviser le Canada par écrit de son intention de sous-traiter des travaux.
3. L'avis dont il est question à l'alinéa 2) de la CG3.6 Sous-traitance doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de sous-traiter et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.
4. Le Canada peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance proposée, en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de six jours suivant la réception par le Canada de l'avis indiqué à l'alinéa 2) de la CG3.6 Sous-traitance.
5. Si le Canada s'oppose à une sous-traitance, l'entrepreneur ne procède pas à la sous-traitance envisagée.
6. L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit du Canada, remplacer ni permettre que soit remplacé un sous-traitant qu'il aura retenu conformément à la présente clause.
7. L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat sont incorporées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.
8. Nul contrat entre le l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement du Canada à tel contrat ne sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité au Canada.

CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs

1. Le Canada se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
2. Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le Canada doit :
 - a. conclure des contrats distincts, dans toute la mesure du possible, avec les autres entrepreneurs, selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;

- b. s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en prenant compte leur incidence sur les travaux;
 - c. prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou les autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3. Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit :
 - a. collaborer avec eux pour l'accomplissement de leurs tâches et dans l'exercice de leurs obligations;
 - b. coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c. participer, sur demande, avec les autres entrepreneurs et travailleurs, à l'examen de leur calendrier d'exécution;
 - d. dans les cas où une partie des travaux est affectée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs, ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution et, avant d'exécuter cette partie des travaux, aviser rapidement et par écrit le Canada, de l'existence de toutes déficiences apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquitter de cette obligation, aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre le Canada en raison des déficiences des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf les déficiences qui ne peuvent être raisonnablement décelées;
 - e. lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail, il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.
- 4. Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux et à la condition que l'entrepreneur :
 - a. engage des frais supplémentaires pour respecter les exigences de l'alinéa 3) de la CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs;
 - b. donne au Canada, par écrit, un avis de réclamation pour ces frais supplémentaires dans les 30 jours de la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux supplémentaires, qui ont été rendus nécessaires et effectivement encourus, calculés conformément à la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix ».

CG3.8 Main-d'œuvre

1. Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'entrepreneur emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.

2. L'entrepreneur assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 Taux de transport par camion

ANNULÉE.

CG3.10 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada

1. Sous réserve de l'alinéa 9) de la CG1.8 Lois, permis et taxes, « Lois, permis et taxes », tous les matériaux et l'outillage ainsi que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, utilisés ou consommés par l'entrepreneur pour les travaux, appartiennent au Canada aux fins des travaux, dès leur acquisition, utilisation ou affectation et continue d'appartenir au Canada :
 - a. dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le Canada déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
 - b. dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le Canada déclare que le droit dévolu au Canada en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
2. Les matériaux ou l'outillage appartenant au Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG3.10 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada ne doivent pas, sans le consentement écrit du Canada, être enlevés de l'emplacement des travaux, ni être utilisés ou aliénés, sauf pour l'exécution des travaux.
3. Le Canada n'est pas responsable des pertes ou des dommages relatifs aux matériaux ou à l'outillage visés dans l'alinéa 1) de la CG3.10 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada, quelle qu'en soit la cause; l'entrepreneur est responsable de toute perte ou tout dommage, que les matériaux ou outillage appartiennent au Canada.

CG3.11 Travaux défectueux

1. L'entrepreneur enlève promptement de l'emplacement des travaux et remplace ou reprend l'exécution des travaux défectueux, que ces travaux aient été ou non intégrés dans les travaux et que les déficiences soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par un autre acte, une omission ou la négligence de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur répare promptement à ses frais les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou la réfection des travaux défectueux.
3. Lorsque, de l'avis du Canada, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités prévues dans les documents contractuels, le Canada peut déduire, de la somme à verser normalement à l'entrepreneur, une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et les travaux prévus dans les documents contractuels.
4. L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.12 Déblaiement du chantier

1. L'entrepreneur veille à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté et évite d'y accumuler des rebuts et des débris.

2. Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur enlève les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux et, sauf indication contraire dans les documents contractuels, fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du Canada.
3. Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
4. Les obligations imposées à l'entrepreneur dans les alinéas 1) à 3) de la CG3.12 Déblaiement du chantier ne s'appliquent pas aux rebuts et aux autres débris laissés par les employés du Canada ou par les autres entrepreneurs et travailleurs visés dans la CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs ».

CG3.13 Garantie et rectification des défauts des travaux

1. Sans restreindre la portée des garanties implicites ou explicites prévues par la loi ou le contrat, l'entrepreneur, à ses frais :
 - a. rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux acceptées aux termes du certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b. rectifie et répare toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date du certificat d'achèvement;
 - c. transfère et cède au Canada, toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de 12 mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de 12 mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada;
 - d. remet au Canada, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
2. Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier et réparer toute défectuosité ou tout vice prévu à l'alinéa 1) de la CG3.13 Garantie et rectification des défauts des travaux ou couvert par tout autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur rectifie et répare toute défectuosité ou vice dans le délai précisé dans cet ordre.
3. L'ordre mentionné à l'alinéa 2) de la CG3.13 Garantie et rectification des défauts des travaux doit être par écrit et doit signifier à l'entrepreneur conformément à la CG2.3 Avis, « Avis ».

CG4 Mesures de protection

CG4.1 Protection des travaux et des biens

1. L'entrepreneur protège les travaux et le chantier contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit et protège de même les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers qui lui sont confiés et qui sont placés sous sa garde et son contrôle, qu'ils soient fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur.

2. L'entrepreneur fournit toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité et aide toute personne autorisée par le Canada à inspecter les travaux et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
3. Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de prendre telles mesures et d'exécuter tels travaux qui de l'avis du Canada sont raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'observation des alinéas 1) ou 2) de la CG4.1 Protection des travaux et des biens ou afin de rectifier un manquement à ces dispositions; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques

1. L'entrepreneur prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer :
 - a. que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - b. que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau publics ou privés ne soit indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux, des matériaux ou de l'outillage;
 - c. que les risques d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux soient éliminés et que tout incendie soit rapidement maîtrisé;
 - d. que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées à l'exécution des travaux ne soient pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
 - e. que des services médicaux adéquats soient offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou à leur emplacement;
 - f. que des mesures sanitaires adéquates soient prises relativement aux travaux et à leur emplacement;
 - g. que l'ensemble des jalons, bouées et repères placés à l'emplacement des travaux par le Canada soient protégés et ne soient pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.
2. Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur d'exercer les activités et d'exécuter les travaux que le Canada juge raisonnables et nécessaires pour assurer de respecter l'alinéa 1) de la CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques ou pour remédier à un manquement à cet alinéa; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada

1. Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada, l'entrepreneur est responsable, envers le Canada de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que le Canada a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur n'est pas responsable, envers le Canada, de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers visés à l'alinéa 1) de la CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada, si cette perte ou dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
3. L'entrepreneur n'utilise les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers fournis par le Canada uniquement que pour l'exécution du contrat.

4. En cas de défaut de l'entrepreneur de rectifier, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu de l'alinéa 1), le Canada peut les faire rectifier aux frais de ce dernier, et l'entrepreneur assume la responsabilité de ces frais envers le Canada et paye à ce dernier, sur demande, une somme équivalente à ceux-ci.
5. L'entrepreneur tient des registres, que le Canada peut de temps à autre exiger, pour l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers fournis par le Canada et, lorsque le Canada l'exige, il établit à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG4.4 État de site contaminé

1. Pour l'application de la CG4.4 État de site contaminé, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matériaux dangereux ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents sur le chantier dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
2. Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui a pas été divulgué ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé sur le chantier, il doit :
 - a. prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne quelque blessure, maladie ou décès, ou dégradation des biens ou de l'environnement;
 - b. aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
 - c. prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
3. Dès la réception de l'avis de l'entrepreneur, le Canada détermine rapidement s'il existe un état de site contaminé et indique par écrit, à l'entrepreneur, les mesures à prendre ou les travaux qu'il doit exécuter en raison de la décision du Canada.
4. Si le Canada juge nécessaire de retenir les services de l'entrepreneur, ce dernier doit suivre les directives du Canada en ce qui a trait à l'excavation, au traitement, à l'enlèvement et à l'élimination de toute substance ou tous matériaux polluants.
5. Le Canada peut en tout temps, à sa seule et entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence et l'ampleur de la contamination et le traitement approprié des conditions du site contaminé; l'entrepreneur doit leur permettre l'accès aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et obligations.
6. Sauf disposition contraire du contrat, les modalités de la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix », doivent s'appliquer à tous les travaux supplémentaires à effectuer à cause d'un état de site contaminé.

CG5 Modalités de paiement

CG5.1 Interprétation

Dans les présentes modalités de paiement :

1. La « période de paiement » signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et le Canada.
2. Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par le Canada conformément à la CG5.4 Paiement progressif, « Paiement progressif », à la CG5.5 Achèvement substantiel des travaux, « Achèvement substantiel des travaux », ou à la CG5.6 Achèvement définitif, « Achèvement définitif ».
3. Un montant est en « souffrance » lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
4. La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
5. Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
6. Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16h, heure de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 Montant à verser

1. Sous réserve à toutes autres dispositions du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur au Canada; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
2. Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, l'omission de déduire un montant qui est dû au Canada par l'entrepreneur ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.
3. Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'entrepreneur pour les travaux exécutés, l'entrepreneur remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'entrepreneur.
4. Aucun paiement ne sera fait à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires, pertes ou dommages engagés ou subis par l'entrepreneur.

CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts

1. Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux.
2. Nonobstant l'alinéa 1) de la CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts, si des changements, dont l'imposition d'une nouvelle taxe, de nouveaux droits de douane ou d'autres droits ou leur annulation, l'application de frais ou d'autres dispositions comparables imposées en vertu des lois sur la taxe de vente, les douanes et la taxe d'accise du gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent :

- a. après que l'entrepreneur ait déposé sa soumission; ou
 - b. après la date de présentation de la dernière révision de la soumission de l'entrepreneur, si elle a été révisée;
 - c. le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues à l'alinéa 3) de la CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts.
3. En cas de changements visés à l'alinéa 2 de la CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada, suite à son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la CG2.8 Comptes et vérifications, « Comptes et vérification », comme étant l'augmentation ou la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur et qui est directement attribuable à ces changements.
 4. Aux fins de l'alinéa 2) de la CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts, si une taxe est modifiée après la date de clôture de l'appel d'offres, mais alors que le ministre des Finances ou l'administration provinciale ou territoriale compétente a annoncé publiquement cette modification avant la date de clôture de l'appel d'offres, ladite modification est censée être intervenue avant cette date de clôture.
 5. Nonobstant les alinéas 2) à 4) de la CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts, nul rajustement du montant du contrat en ce qui a trait à la totalité ou à toute partie des travaux ne sera apporté en cas de changement visé dans la présente clause et intervenant après la date prévue au contrat pour l'achèvement de la totalité ou d'une partie des travaux.

CG5.4 Paiement progressif

1. À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer, auprès du Canada :
 - a. une réclamation progressive écrite sous une forme acceptable au Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés à l'emplacement des travaux mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la réclamation progressive;
 - b. une déclaration statutaire complétée et signée en bonne et due forme attestant qu'à la date de la réclamation progressive, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations et qu'à l'égard des travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs, désignés collectivement, dans la déclaration comme étant les « sous-traitants et fournisseurs ».
 - c. un rapport mensuel selon la section 3.6.1 du Cadre de référence.
2. Dans le délai de 10 jours de la réception de la réclamation progressive et de la déclaration statutaire complétée par l'entrepreneur, le Canada procède ou fait procéder à l'inspection de la partie des travaux et matériaux décrits dans la réclamation progressive et présente à l'entrepreneur un rapport progressif indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette réclamation et confirmant que selon l'avis du Canada :
 - a. sont conformes aux dispositions du contrat; et
 - b. ne sont visées par aucun autre rapport progressif se rapportant au contrat.
3. Sous réserve de la CG5.2 Montant à verser, « Montant à payer », et de l'alinéa 5) de la CG5.4 Paiement progressif, le Canada verse à l'entrepreneur une somme égale à :

- a. 95p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; ou
 - b. 90p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
4. Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 3) de la CG5.4 Paiement progressif au plus tard :
- a. 30 jours après l'acceptation par le Canada de la réclamation progressive et la déclaration statutaire visées à l'alinéa 1) de la CG5.4 Paiement progressif; ou
 - b. 15 jours après que le Canada ait reçu le calendrier d'avancement de l'entrepreneur ou son calendrier d'avancement à jour, conformément à la CG3.1 Calendrier d'avancement, « Calendrier d'avancement »
- selon l'échéance la plus éloignée.
5. Dans le cas de la première réclamation progressive, l'entrepreneur doit déposer tous les documents à l'appui de cette réclamation exigés par le contrat pour la première réclamation progressive; cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu de l'alinéa 3 de la CG5.4 Paiement progressif.

CG5.5 Achèvement substantiel des travaux

1. Si, à quelque moment avant la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada constate que les travaux sont substantiellement exécutés selon les modalités énoncées dans le sous-alinéa 1b) de la CG1.1.4 Achèvement substantiel, « Achèvement substantiel », le Canada délivre un certificat d'achèvement substantiel à l'intention de l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel :
 - a. indique la date d'achèvement substantiel des travaux;
 - b. décrit les parties des travaux non achevés à la satisfaction du Canada;
 - c. décrit toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de 12 mois visée dans la CG3.13 Garantie et rectification des défauts des travaux, « Garantie et rectification des défauts des travaux », en ce qui a trait aux dites parties des travaux et mesures en question.
2. La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la CG3.11 Travaux défectueux, « Travaux défectueux ».
3. Sous réserve de la CG5.2 Montant à verser, « Montant à verser », et de l'alinéa 4) de la CG5.5 Achèvement substantiel des travaux, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant visé à l'alinéa 1) de la CG5.2 Montant à verser, « Montant à verser », moins l'ensemble :
 - a. de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4 Paiement progressif, « Paiement progressif »
 - b. de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour corriger les défauts décrites dans le certificat d'achèvement substantiel;
 - c. de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérées.

4. Le Canada paie le montant visé à l'alinéa 3) de la CG5.5 Achèvement substantiel des travaux au plus tard :
- a. 30 jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
 - b. 15 jours après la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada :
 - i. une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales, qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs en ce qui a trait aux travaux visés par le contrat et qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8 Lois, permis et taxes, « Lois, permis et taxes »;
 - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9 Indemnisation des travailleurs, « Indemnisation des travailleurs »; et
 - iii. une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1 Calendrier d'avancement, « Calendrier d'avancement »;

selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 Achèvement définitif

1. Lorsque le Canada est d'avis que l'entrepreneur a respecté le contrat et toutes les instructions et les directives données dans le cadre de ce contrat et que les travaux sont achevés conformément aux modalités de la CG1.1.5 Achèvement, « Achèvement », le Canada délivre un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et, si la totalité ou une partie des travaux fait l'objet d'une entente à prix unitaire, le Canada délivre un certificat définitif de mesurage qui, sous réserve de la CG8 Règlement des différends, « Règlements des différends », est exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités visées dans les présentes.
2. Sous réserve de la CG5.2 Montant à verser, « Montant à verser », et de l'alinéa 3) de la CG5.6 Achèvement définitif, le Canada verse à l'entrepreneur la somme visée dans la CG5.2 Montant à verser, « Montant à verser », moins l'ensemble de la somme de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4 Paiement progressif, « Paiement progressif », et à la CG5.5 Achèvement substantiel des travaux, « Achèvement substantiel des travaux ».
3. Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 2) de la CG5.6 Achèvement définitif dans au plus tard :
 - a. 60 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement; ou
 - b. 15 jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada :
 - i. une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs, conformément à la CG1.9 Indemnisation des travailleurs, « Indemnisation des travailleurs »;

selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada

Ni l'acceptation d'une réclamation progressive ou d'un rapport progressif, ni les paiements effectués par le Canada en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par le Canada ne constituent une acceptation de la part du Canada de toute partie des travaux ou matériaux qui ne sont pas conforme aux exigences du contrat.

CG5.8 Réclamations et obligations

1. L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à payer l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur doit transmettre au Canada, à sa demande, une déclaration statutaire attestant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
3. Afin de d'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, le Canada peut payer tout montant dû et exigible par l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux réclamants de l'entrepreneur ou du sous-traitant. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.
4. Pour l'application de l'alinéa 3) de la CG5.8 Réclamations et obligations et sous réserve de l'alinéa 6) de la CG5.8 Réclamations et obligations, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont reconnues comme tel par :
 - a. un tribunal compétent;
 - b. un arbitre dûment nommé pour adjuger de la réclamation; ou
 - c. le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
5. Si, n'eut été que l'entrepreneur a exécuté les travaux pour le Canada, une réclamation ou une obligation avait été assujettie aux dispositions des lois provinciales ou lois des territoires sur les privilèges ou, au Québec, aux dispositions du Code civil du Québec concernant les hypothèques légales :
 - a. le montant qui peut être versé par le Canada au réclamant en vertu des alinéas 3) et 4) de la CG5.8 Réclamations et obligations ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
 - b. un réclamant n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir et qui aurait été nécessaire d'accomplir afin de conserver ou valider tout privilège ou hypothèque légale qu'il aurait pu faire valoir;
 - c. pour permettre d'établir les droits d'un réclamant, l'avis exigé en vertu de l'alinéa 8) de la CG5.8 Réclamations et obligations est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inopposable pour le motif que le réclamant a omis de déposer une action en justice dans les délais prescrits par les lois mentionnées ci-haut.
6. à la demande de tout réclamant, l'entrepreneur doit soumettre à l'arbitrage obligatoire les questions ayant trait au droit du réclamant au paiement de la réclamation. Les parties à

l'arbitrage sont, entre autres, les sous-traitants ou fournisseurs auxquels le réclamant a fourni des matériaux, ou qui ont exécuté des travaux ou loué de l'équipement, s'ils souhaitent participer à l'arbitrage; le Canada n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou des territoires régissant l'arbitrage à l'endroit où les travaux ont été exécutés.

7. L'alinéa 3) de la CG5.8 Réclamations et obligations ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
 - a. dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne, en vertu du contrat et qui est transmis au Canada avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6 Achèvement définitif, « Achèvement définitif », et dans les 120 jours de la date à laquelle le réclamant :
 - i. aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte sur une somme qui fut légalement retenue à même les sommes dues au réclamant; ou
 - ii. s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à son sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du réclamant;
 - b. pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément à l'alinéa 5) de la CG5.8 Réclamations et obligations, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans le sous-alinéa 7)a) de la CG5.8 Réclamations et obligations a été reçu par le Canada, sous réserve des dispositions de la loi provinciale ou des territoires applicable, le cas échéant.
8. Sur réception d'un avis de réclamation, le Canada peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
9. Le Canada doit aviser par écrit l'entrepreneur avec diligence de toutes les réclamations reçues et l'aviser de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès du Canada, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le Canada verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause suite à la réclamation d'un réclamant pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 Droit de compensation

1. Sans restreindre tout droit de compensation ou de déduction prévu explicitement ou implicitement par la loi ou ailleurs dans le contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat.
2. Pour les fins de l'alinéa 1) de la CG5.9 Droit de compensation, l'expression « contrat en cours » signifie un contrat conclu entre le Canada et l'entrepreneur :
 - a. en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - b. à l'égard duquel le Canada a, depuis la date du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet de ce contrat.

CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement

1. Pour les fins de cette clause :
 - a. les travaux sont censés être achevés à la date du certificat d'achèvement;
 - b. « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de prolongation accordée en vertu de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

3. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
4. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - d. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - e. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - f. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

5. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - f. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
 - g. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.

- h. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- i. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- j. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

6. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

e. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.

- xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- f. Taux horaires de main-d'œuvre :
- i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur son établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- g. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
- i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- h. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
- i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

7. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- c. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3) qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculé conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- d. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

8. Calcul du prix des prix unitaires

- f. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- g. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de

115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :

- i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- h. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- i. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
- i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- j. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
- i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

- c. CG6.5 Retards et prolongation de délai, « Retards et prolongation du délai », et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
2. Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble :
 - a. de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;
 - b. des coûts encourus par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
 - c. de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
3. S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément à l'alinéa 2) de la CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement.

CG5.11 Retard de paiement

1. Nonobstant la CG1.5 Rigueur des délais, « Rigueur des délais », tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la CG5 Modalités de paiement, « Modalités de paiement », ne constitue pas un défaut du Canada aux termes du contrat.
2. Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG5.11 Retard de paiement, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.1 Interprétation, « Interprétation » les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
3. Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes :
 - a. pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de 15 jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus; et
 - b. les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées

1. Pour les fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.
2. Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le Canada et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par le Canada et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.
3. Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et exigible en vertu du contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.

4. Le Canada doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est censée être en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 Remise du dépôt de garantie

1. Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas manqué à ses engagements en vertu du contrat ou ne soit pas en défaut au terme du contrat, le Canada doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Canada, n'est pas requise aux fins du contrat.
2. Après la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.
3. Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt selon le taux établi en application de l'article 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP)*.

CG6 Retards et modifications des travaux

CG6.1 Modifications des travaux

1. En tout temps avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada peut ordonner pour des additions, suppressions ou autres modifications aux travaux ou des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la condition que ces additions, suppressions, modifications ou autre révision soient, selon lui, conformes à l'intention générale du contrat.
2. Tout ordre mentionné à l'alinéa 1) de la CG6.1 Modifications des travaux est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3 Avis, « Avis ».
3. Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
4. Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire suite à un ordre augmente ou réduit le coût des travaux, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4 Calcul du prix.

CG6.2 Changements des conditions du sous-sol

1. Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et, celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur, ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.
2. Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut encourir ou subir des frais supplémentaires, pertes ou dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les 10 jours de la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser par écrit au Canada de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
3. Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans l'alinéa 2) de la CG6.2 Changements des conditions du sous-sol, il doit dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, pertes ou dommages.

4. Une réclamation écrite visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 Changements des conditions du sous-sol doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.
5. Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 Changements des conditions du sous-sol est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix ».
6. Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix ».
7. Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 2) de la CG6.2 Changements des conditions du sous-sol et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 3) de la CG6.2 Changements des conditions du sous-sol dans le délai prescrit, aucun supplément ne sera versé en l'occurrence.
8. Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant pas partie des documents de soumission ni des documents contractuels.

CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique

1. Pour les fins de la présente clause :
 - a. « restes humains » signifie la totalité ou une partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - b. « vestiges archéologiques » signifie pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries;
 - c. « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » signifie objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
2. Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que décrit l'alinéa 1) de la CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par l'alinéa 1) de la CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique, il doit :
 - a. prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
 - b. aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
 - c. prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.

3. Dès la réception d'un avis transmis conformément au sous-alinéa 2) b) de la CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique, le Canada détermine promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée à l'alinéa 1) de la CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique ou s'il est visé par cet alinéa, et il indique par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du Canada.
4. Le Canada peut en tout temps retenir les services d'experts pour l'aider à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, et l'entrepreneur permet, à la satisfaction du Canada, l'accès au chantier et collabore avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
5. Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété du Canada.
6. Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix », et de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

5. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
6. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - g. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - h. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - i. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

9. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - k. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues

par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).

- l. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- m. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- n. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- o. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

10. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

i. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.

- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
 - x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
 - xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- j. Taux horaires de main-d'œuvre :
- i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur sont établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- k. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
- i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- l. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
- i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;

- iii. aux mesures de sécurité et de protection;
- iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

11. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- e. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3) qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculé conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- f. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

12. Calcul du prix des prix unitaires

- k. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les

travaux ou fourni l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.

- l. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- m. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- n. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- o. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

7. CG6.5 Retards et prolongation de délai, « Retards et prolongation de délai », s'appliquent.

CG6.4 Calcul du prix

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

1. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration est égale à :
 - a. 20 p. 100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'entrepreneur, si le coût global des travaux n'excède pas 50000 \$;
 - b. 15 p.100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée en sous-traitance, si le coût global des travaux n'excède pas 50000 \$; ou
 - c. à un pourcentage négocié des coûts globaux visés dans les présentes ou à un montant négocié
 - i. si le coût global des travaux excède 50000 \$; ou
 - ii. si l'entrepreneur et le Canada en conviennent par écrit.
2. Si une entente d'honoraires fondés sur le temps s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, des honoraires additionnels.
3. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
3. Un prix unitaire visé à l'alinéa 2) de la CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à l'alinéa 1) de la CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications.
4. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
5. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa 1) de la CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications, le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications.
6. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des alinéas 2) et 3) de la CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

1. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - a. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa 2) de la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés au sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications;
 - c. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas 1)a) et 1)b) de la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications et calculés conformément à la CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées, « Intérêts sur les réclamations réglées ».
2. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - a. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - b. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - c. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception des taxes applicables;
 - d. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - e. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - f. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - g. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;

- h. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui sont nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires

1. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas 2), 3), 4) et 5) de la CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires, s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
2. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - a. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
3. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa 2) de la CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications.
4. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - a. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - b. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
5. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires :
 - a. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - b. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

7. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
8. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - j. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - k. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - l. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

13. Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- p. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- q. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- r. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- s. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- t. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

14. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

m. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
- xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.

n. Taux horaires de main-d'œuvre :

- i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur sont établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :

- i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
- d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
- ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- o. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
 - i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- p. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
 - i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

15. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- g. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3)
- qui
 - sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- h. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :

- i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
- ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
- iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
- iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
- v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

16. Calcul du prix des prix unitaires

- p. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- q. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- r. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- s. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution

ou la fourniture de la quantité finale;
ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.

- t. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

CG6.5 Retards et prolongation de délai

1. À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement en conformité du présent alinéa, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.
2. La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
3. Sous réserve de l'alinéa 4) de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

9. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
10. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - m. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - n. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - o. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

17. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - u. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).

- v. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- w. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- x. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- y. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

18. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

q. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux

supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.

- xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- r. Taux horaires de main-d'œuvre :
 - i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur son établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- s. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
 - i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- t. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
 - i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

19. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- i. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3)
- qui
- sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
 - j. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

20. Calcul du prix des prix unitaires

- u. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- v. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité

estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :

i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et

ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.

- w. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- x. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- y. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

4. CG6.5 Retards et prolongation de délai, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat n'est versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires et pour les pertes ou les dommages engagés ou subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier.
4. Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
5. Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé dans l'alinéa 4) de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

11. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
12. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - p. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - q. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - r. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

21. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - z. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de

l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).

- aa. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- bb. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- cc. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- dd. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

22. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

u. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.

- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
 - x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
 - xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- v. Taux horaires de main-d'œuvre :
- i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur sont établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- w. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
- i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- x. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
- i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;

- iii. aux mesures de sécurité et de protection;
- iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

23. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- k. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3) qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculé conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- l. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

24. Calcul du prix des prix unitaires

- z. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les

travaux ou fourni l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.

- aa. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- bb. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- cc. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- dd. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

6. CG6.5 Retards et prolongation de délai, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
6. Une réclamation écrite visée à l'alinéa 5) de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

13. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
14. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - s. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - t. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - u. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

25. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - ee. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
 - ff. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.

- gg. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- hh. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- ii. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

26. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

y. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.

- xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- z. Taux horaires de main-d'œuvre :
 - i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur sont établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- aa. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
 - i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- bb. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
 - i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

27. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- m. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :

- qui
- i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3) sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculé conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- n. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
- i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

28. Calcul du prix des prix unitaires

- ee. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- ff. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :

- i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- gg. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- hh. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- ii. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

7. CG6.5 Retards et prolongation de délai doit comprendre une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation pour permettre au Canada de déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournit tout autre renseignement complémentaire que le Canada peut exiger à cette fin.

7. Si, de l'avis du Canada, la réclamation mentionnée à l'alinéa 5) de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

15. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
16. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - v. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - w. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - x. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

29. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - jj. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
 - kk. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.

- ll. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- mm. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- nn. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

30. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

cc. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.

- xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- dd. Taux horaires de main-d'œuvre :
 - i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur son établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
- ee. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
 - i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
- ff. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
 - i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

31. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- o. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :

- qui
- i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3)
 - sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculé conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- p. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
- i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

32. Calcul du prix des prix unitaires

- jj. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- kk. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :

- i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- ll. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- mm. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- nn. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

8. CG6.5 Retards et prolongation de délai est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix ».
8. Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 4) et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 5) de la

CG6.4.4 détermination des coûts de construction – travaux mineurs

17. Le coût de construction, tel que défini dans le cadre de référence, au départ sera déterminé en fonction du coût de construction estimatif. Le coût estimatif de la construction sera ajusté périodiquement pendant toute la durée du contrat pour tenir compte du coût de la construction réelle.
18. Toute modification au montant du contrat de sous-traitance devra être autorisée par écrit par le Canada. L'entrepreneur ne pourra recevoir que les Honoraires proportionnels.
3. Toute demande de modification au montant du contrat de sous-traitance sera justifiée par une ventilation des coûts énumérant les coûts de main-d'œuvre, de matériel et de transformation à l'usine, et le montant de toute indemnité. L'entrepreneur veillera à ce que les prix fournis dans la ventilation soient justes et raisonnables, et qu'ils soient conformes aux éléments suivants :
 - y. Les taux de main-d'œuvre seront établis conformément aux ententes syndicales. Les taux de main-d'œuvre non régis par un syndicat seront établis conformément à la Clause générale de justes salaires contenue dans les Conditions de travail. Tous les taux de main-d'œuvre devront être autorisés par écrit par le Canada.
 - z. Les coûts du matériel et de transformation à l'usine doivent représenter le montant réel versé aux fournisseurs et doivent comprendre les remises applicables.
 - aa. Les modifications en matière d'indemnité seront négociées par l'entrepreneur et représenteront un montant raisonnable correspondant à la nature et à la complexité de la modification. Toutefois, en aucun cas l'indemnité accordée au sous-traitant ne doit aller au-delà de 15 %.
4. Le coût de la portion des travaux non réalisés par un sous-traitant ou non payé comme un Honoraires mensuels fixe sera égal au montant réel de la portion des travaux plus les Honoraires proportionnels de l'entrepreneur.

CG6.4.5 coûts admissibles pour les modifications de contrat de sous-traitance

33. Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - oo. Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration doit être calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
 - pp. Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.

- qq. Un prix unitaire visé à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.1) doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c).
- rr. Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- ss. Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa a) de la CG6.4.5.1), le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.5.3).

34. Coûts admissibles sous CG6.4.5.1)

gg. Généralités

- i. L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à la CG6.4.4.3). La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- ii. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet au Canada sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- iii. Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- iv. Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et le Canada.
- v. Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- vi. Les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doivent pas être compris dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- vii. Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.
- viii. Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, le Canada a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- ix. Les majorations mentionnées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- x. Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'alinéa (d) Majoration du sous-traitant ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.

- xi. Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente au Canada.
- hh. Taux horaires de main-d'œuvre :
 - i. Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur sont établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent :
 - a. le taux de salaire de base;
 - b. les rémunérations de vacances;
 - c. les avantages sociaux, soit :
 - i. les cotisations d'assurance-sociale;
 - ii. les cotisations de retraite;
 - iii. les droits d'affiliation syndicale;
 - iv. les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - v. les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d. les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui inclut :
 - i. les cotisations d'assurance-emploi;
 - ii. les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - iii. les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - iv. les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - v. les primes d'assurance-santé.
 - ii. Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.
 - ii. Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement
 - i. Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.
 - jj. Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant
 - i. Les majorations établies conformément à la CG6.4.4.3)(c), sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a. la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b. les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - i. à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - ii. à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - iii. aux mesures de sécurité et de protection;
 - iv. aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

35. Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- q. S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :

- qui
- i. de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa (b) de la CG6.4.5.3) sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - ii. d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant calculée conformément à la CG6.4.4.3)(c); et
 - iii. des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas (a)(i) et (a)(ii) de la CG6.4.5.3) calculés conformément à la CG5.11, « Intérêts sur les réclamations réglées »
- r. Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa a)(i) de la CG6.4.5.3) sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
- i. les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - ii. les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - iii. les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - iv. les frais de location d'outillage ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvé par le Canada;
 - v. les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - vi. les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - vii. les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - viii. tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

36. Calcul du prix des prix unitaires

- oo. Sauf dans les cas prévus dans les alinéas (b), (c), (d) et (e) de la CG6.4.5.4), s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- pp. Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :

- i. les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée; et
 - ii. le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p. 100 de la quantité estimative.
- qq. Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa (b) de la CG6.4.5.4), le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.5.3).
- rr. Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p. 100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - i. il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - ii. la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- ss. Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) :
 - i. il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - ii. le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa (d) de la CG6.4.5.4) ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

9. CG6.5 Retards et prolongation de délai dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui est versé à cet égard.

CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat

CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur

1. Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la CG2.3 Avis, Avis, retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
 - a. fait défaut ou tarde à commencer ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada, dans les 6 jours suivant l'envoi de l'avis par écrit du Canada à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3 Avis, « Avis »
 - b. néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
 - c. devient insolvable ou a commis un acte de faillite et n'a pas fait de proposition à ses créanciers, ni déposé d'avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
 - d. abandonne les travaux;
 - e. fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.16 Cession, « Cession » ou
 - f. fait défaut de quelque autre façon d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.
2. Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, l'entrepreneur n'a droit, sauf dispositions de l'alinéa 3) de la CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur, à aucun autre paiement dû et exigible, et l'entrepreneur est tenu de payer au Canada, sur demande un montant égal à la totalité des pertes et dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
3. Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, le Canada peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou dommages encourus ou subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
4. Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'a pas pour effet de libérer l'entrepreneur de quelque obligation stipulée au contrat ou imposée par la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
5. Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.

6. Lorsque le Canada certifie que tout outillage, matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur n'est plus nécessaire pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir les dits outillage, matériaux ou intérêts, ils sont remis à l'entrepreneur.
7. Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition, conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 Suspension des travaux

1. Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la CG2.3 Avis, « Avis ».
2. Sur réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
3. Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
4. Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des frais supplémentaires qu'il a nécessairement encourus en raison de la suspension; ces frais sont calculés conformément à la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix ».
5. Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3 Résiliation du contrat, « Résiliation du contrat ».

CG7.3 Résiliation du contrat

1. Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3 Avis, « Avis ».
2. Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
3. Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG7.3 Résiliation du contrat, si le contrat est résilié, le Canada verse à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4 Calcul du prix, « Calcul du prix », moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.
4. Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5 Modalités de paiement, « Modalités de paiement », qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
5. Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 Dépôt de garantie - confiscation ou remise

1. Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier manqué à ses obligations ou est en défaut aux termes du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
2. Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
3. Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toutes pertes, dommages ou réclamations du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire pour les fins du contrat.

CG8 Règlement des différends

CG8.1 Interprétation

1. On entend par « différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis au Canada conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3 Avis de différend, « Avis de différend », y compris les réclamations de l'entrepreneur résultant de ce différend et toutes les contre-réclamations du Canada, mais cette expression ne comprend pas des demandes de l'une ou l'autre des parties pour dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, blessures, décès ou toute réclamation fondée sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration calomnieuse.
2. Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends prévues à la CG8 Règlement des différends ne s'appliquent pas à une réclamation du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception d'une contre-réclamation résultant d'un différend répondant à la définition de l'alinéa 1) de la CG8.1 Interprétation, y compris, sans limitation, une réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu de la CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement, « Dédommagement pour retard d'achèvement ».

CG8.2 Consultation et collaboration

1. Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
2. Les parties conviennent de se consulter et collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir.

CG8.3 Avis de différend

1. Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la CG8.2 Consultation et collaboration, « Consultation et collaboration », est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la CG8 Règlement des différends. Une décision ou directive écrite comprend notamment toute décision ou directive émise par écrit par le Canada en vertu des dispositions des Conditions générales.
2. L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du Canada visée à l'alinéa 1) de la CG8.3 Avis de différend et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet au Canada, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la CG8.4 Négociation, « Négociation ». Cet avis

doit référer spécifiquement à la CG8.4 Négociation, « Négociation », et préciser les questions en litige de même que les dispositions pertinentes du contrat.

3. L'envoi d'un avis écrit conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3 Avis de différend par l'entrepreneur n'aura pas pour effet de dégager pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, le fait que l'entrepreneur se conforme à cette décision ou directive ne peut être interprété comme une admission par l'entrepreneur du bien-fondé de cette décision ou directive.
4. Si un différend n'est pas réglé rapidement, le Canada donne à l'entrepreneur les instructions qui, à son avis, sont nécessaires à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. L'entrepreneur continue d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions du Canada, sauf si le Canada résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou retire les travaux à l'entrepreneur. L'exécution desdits travaux n'a pas pour effet de porter préjudice aux réclamations de l'entrepreneur.
5. Nulle disposition de la CG8 Règlement des différends n'a pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus en vertu de la CG6.2 Changements des conditions du sous-sol, « Changements des conditions du sous-sol ».

CG8.4 Négociation

1. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, d'un avis visé à l'alinéa 2) de la CG8.3 Avis de différend ou dans tout autre délai pouvant être fixé d'un commun accord, les parties doivent entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Les négociations se déroulent initialement entre les représentants de l'entrepreneur et du Canada qui assument directement la surveillance de l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.
2. Si les représentants visés à l'alinéa 1) de la CG8.4 Négociation ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans les 10 jours ouvrables afin de régler les questions non résolues, les parties font appel à un deuxième niveau de négociation impliquant un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant le Canada.
3. Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans les 30 jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis mentionné à l'alinéa 2) de la CG8.3 Avis de différend, « Avis de différend », ou dans le délai prolongé d'un commun accord, l'entrepreneur peut, à l'expiration de cette période envoyer au Canada un avis écrit conformément à la CG2.3 Avis, « Avis », dans les 10 jours ouvrables qui suivent cette date, et demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.
4. Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4 Négociation, il sera réputé avoir accepté la décision ou la directive du Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG8.3 Avis de différend, « Avis de différend », et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation concernant la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

CG8.5 Médiation

1. Si l'entrepreneur demande l'intervention d'un médiateur conformément à l'alinéa 3) de la CG8.4 Négociation, « Négociation », cette médiation doit se dérouler conformément à la CG8.8 Règles pour la médiation des différends, « Règles pour la médiation des différends ».
2. Si aucun médiateur de projet n'a été antérieurement nommé par les parties aux fins de l'application du contrat, les parties nomment un médiateur de projet conformément à la CG8.8 Règles pour la médiation des différends, « Règles pour la médiation des différends », dès qu'un

avis de demande de médiation a été donné aux termes de l'alinéa 3) de la CG8.4 Négociation, « Négociation ».

3. Si le différend n'est pas résolu :

- a. dans les 10 jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet aux termes de l'alinéa 2) de la CG8.5 Médiation, dans le cas où aucun médiateur na été préalablement nommé;
- b. dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, de l'avis écrit prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4 Négociation, « Négociation », dans le cas où un médiateur de projet a été préalablement nommé; ou
- c. dans tout autre délai prolongé d'un commun accord des parties;

le médiateur de projet doit mettre fin à la médiation, en avisant les parties par écrit de la date d'effet de la cessation de la médiation.

CG8.6 Confidentialité

Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés par les parties et leurs représentants, par quelque moyen que ce soit, le seront sans préjudice et d'une manière confidentielle. Toutefois, la recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée lors d'un interrogatoire judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre d'une procédure de règlement extrajudiciaire des différends.

CG8.7 Règlement

Tout accord de règlement portant sur la totalité ou une partie d'un différend et conclu par quelque moyen que ce soit, est constaté par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

CG8.8 Règles pour la médiation des différends

CG8.8.1 Interprétation

Dans les présentes règles

« coordonnateur » signifie la personne désignée par le Canada comme coordonnateur de règlement des différends.

CG8.8.2 Application

D'un commun accord, les parties peuvent modifier les règles ou en ajouter d'autres.

CG8.8.3 Communication

Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément à la CG2.3 Avis, « Avis ».

CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet

1. D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, désigner un médiateur (le « médiateur de projet ») pour diriger une médiation conformément aux présentes, de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent un contrat avec le médiateur de projet, lequel est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et est agréé par les parties.

2. À défaut de désigner un médiateur de projet conformément à l'alinéa 1) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet, celui-ci est désigné par les parties dans les 17 jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de l'entrepreneur, conformément aux dispositions de la CG2.3 Avis, « Avis », demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation en la manière prévue aux présentes règles afin d'aider les parties à régler les questions demeurant en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet doit rencontrer les exigences requises aux fins du contrat visé à l'alinéa 1) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet.
3. Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur en vertu des modalités de l'alinéa 3) de la CG8.4 Négociation, « Négociation », si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles transmettent au médiateur de projet et au coordonnateur dans un délai de 2 jours :
 - a. une copie de l'avis écrit de différend demandant la négociation formelle en vertu de l'alinéa 2) de la CG8.3 Avis de différend, « Avis de différend »
 - b. une copie de la position écrite du Canada en rapport avec l'avis, les questions encore en litige et les références pertinentes au contrat;
 - c. une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée en vertu de l'alinéa 3 de la CG8.4 Négociation, « Négociation ».
4. Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux sous-alinéas 3a) b) et c) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet ainsi qu'une demande exigeant l'assistance d'un médiateur de projet, mutuellement acceptable aux deux parties, en conformité des présentes règles.
5. Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés à l'alinéa 4) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs suggérés qu'ils jugent acceptables, selon un ordre de préférence. Chaque médiateur ainsi listé doit être impartial et indépendant des parties, et doit être un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.
6. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à l'alinéa 5) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.
7. Dans les 2 jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur qui aura obtenu le rang le plus élevé du classement commun des deux parties, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
8. En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet qu'il leur est acceptable. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
9. Si les parties n'ont pas antérieurement conclu un contrat avec un médiateur de projet mutuellement acceptable, le coordonnateur déploiera les efforts raisonnables pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable aux deux parties, qui incorpore les articles des présentes règles ou s'y conforme. En cas d'échec des négociations ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat afin d'agir comme médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.

10. En cas de réussite des négociations visées à l'alinéa 9) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet, les parties conviennent de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et en accord avec les parties.
11. À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé à l'alinéa 10) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet, le coordonnateur remet à ce dernier des exemplaires des documents visés à l'alinéa 3) de la CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet.

CG8.8.5 Confidentialité

1. Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG8.8.5 Confidentialité et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants protègent la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents divulgués pendant la médiation sauf si leur divulgation est nécessaire à la mise en œuvre de toute entente conclue entre les parties ou est exigée par la loi.
2. La recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée dans le cadre d'une procédure arbitrale ou judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre du processus de médiation.
3. Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une séance de médiation.
4. Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.
5. L'échange de tout renseignement pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, est sous toute réserve et lesdits renseignements sont considérés par les parties et leurs représentants comme étant confidentiels, sauf disposition contraire de la loi.

CG8.8.6 Date et lieu de la médiation

Le médiateur de projet, de concert avec les parties, fixe les dates, heures et lieux des séances de médiation le plus tôt possible, tenant compte que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que 10 jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

CG8.8.7 Représentation

1. Lors d'une séance de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.
2. Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie durant la séance de médiation, mais il peut lui recommander d'obtenir l'avis d'un avocat indépendant avant de finaliser un arrangement à l'amiable.

CG8.8.8 Procédures

1. Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite, pendant la médiation. Cet échange se fait au plus tard 2 jours ouvrables avant la date d'une séance de médiation.
2. Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement, pendant une séance de médiation, s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de

médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.

3. Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de 10 jours ouvrables disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

CG8.8.9 Accord de règlement

1. Les parties consignent par écrit tout accord de règlement qu'elles ont conclu, avec suffisamment de détails afin que les parties comprennent clairement :
 - a. les questions réglées,
 - b. les obligations assumées par chaque partie, incluant les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées,
 - c. les conséquences de l'omission d'observer l'accord conclu par les parties.
2. Les parties conviennent d'exécuter l'accord de règlement dans les meilleurs délais et, à tout le moins, dans les délais prévus par l'accord de règlement.

CG8.8.10 Fin de la médiation

1. L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune d'elles un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.
2. Lorsque, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la négociation par voie de médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.
3. Lorsqu'un différend n'est pas réglé dans les 10 jours ouvrables ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

CG8.8.11 Frais

Les parties conviennent d'assumer chacune les frais de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

CG8.8.12 Procédures subséquentes

1. Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation,
 - a. un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans le cadre de cette procédure,
 - b. des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions en litige,

- c. un aveu fait par une partie, pendant la médiation, à moins que la partie ayant fait l'aveu y ait expressément consenti,
 - d. le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 2. Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci, dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 3. Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement
 - a. à son rôle dans la médiation,
 - b. aux questions en litige dans la médiation,

dans une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.

CG9 Garantie contractuelle

CG9.1 Obligation de déposer une garantie contractuelle

1. L'entrepreneur doit, à ses frais et dans les 14 jours suivant la réception d'un avis confirmant que le Canada accepte son offre, obtenir et déposer auprès du Canada une garantie contractuelle sous l'une des formes prescrites dans la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle, « Types et montants de la garantie contractuelle ».
2. Si la totalité ou une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un dépôt de garantie, cette garantie est conservée et traitée conformément à la CG5.13 Remise du dépôt de garantie, « Remise du dépôt de garantie », et à la CG7.4 Dépôt de garantie - confiscation ou remise, « Dépôt de garantie - confiscation ou remise ».
3. Si une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur doit en afficher une copie à l'emplacement des travaux.
4. Le dépôt de la garantie contractuelle, selon les modalités précisées dans les présentes, constitue une des conditions préalables à l'autorisation du premier paiement progressif.

CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle

1. L'entrepreneur doit déposer auprès du Canada soit a) ou b).
 - a. Un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50p. 100 du montant du contrat (avant taxe(s) applicable(s)).
 - b. Un dépôt de garantie ou une lettre de crédit irrévocable représentant au moins 20 p. 100 du montant du contrat (avant taxe(s) applicable(s)).
2. Le cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505) et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506) mentionnés au sous-alinéa 1)a) de la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle doivent être présentés en utilisant un formulaire approuvé par le Canada et provenir d'une compagnie de

cautionnement reconnue par le Canada (voir l'*Appendice L*, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor).

3. Le dépôt de garantie mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle consiste en :
 - a. une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste établi à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière approuvée ou tiré par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - b. des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
4. Aux fins du sous-alinéa 3)a) de la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle :
 - a. une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au Receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b. si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au sous-alinéa 4)c) de la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle;
 - c. une institution financière agréée est :
 - i. une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la *Loi canadienne sur les paiements*;
 - ii. une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou l'Autorité des marchés financiers, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi;
 - iii. une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont plus amplement décrites au paragraphe 137(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; ou
 - v. La Société canadienne des Postes.
5. Les obligations mentionnées au sous-alinéa 3)b) de la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle doivent être fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat et être :
 - a. payables au porteur; ou
 - b. accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du Receveur général du Canada, et dans la forme prescrite par le Règlement sur les obligations intérieures du Canada; ou

- c. soit enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du Receveur général du Canada, conformément au Règlement sur les obligations intérieures du Canada.
- 6. La lettre de crédit irrévocable mentionnée au sous-alinéa 1)b) de la CG9.2 Types et montants de la garantie contractuelle doit :
 - a. constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou à son nom,
 - i. doit verser un paiement au Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - ii. doit accepter et payer les lettres de change tirées par le Canada;
 - iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et payer lesdites lettres de change; ou
 - iv. autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les termes et conditions de la lettre de crédit soient respectées.
 - b. indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
 - c. porter une date d'expiration;
 - d. prévoir le paiement à vue à l'ordre du Receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le Canada;
 - e. prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f. prévoir son assujettissement aux Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication no 600 de la CCI, En vertu des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet; et
 - g. être émise ou confirmée par une institution financière agréée sur son papier à en-tête, dans l'une ou l'autre des langues officielles avec une mise en page à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

CG10 Assurances

CG10.1 Polices d'assurance

- 1. L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au Canada conformément aux exigences de l'annexe E.
- 2. La conformité aux exigences d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur ou réduit sa responsabilité en vertu du contrat. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat et pour assurer le respect de toute loi applicable. Toute couverture d'assurance supplémentaire est aux frais de l'entrepreneur, et pour son propre bénéfice et son protection.
- 3. Les polices d'assurance mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.1 Polices d'assurance doivent être

- a. en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus dans l'annexe E et
- b. prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à la CG10.2 Indemnité d'assurance, « Indemnité d'assurance ».

CG10.2 Indemnité d'assurance

1. Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1 Polices d'assurance, « Polices d'assurance », les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement au Canada, et
 - a. les sommes ainsi versées seront retenues par le Canada aux fins du contrat; ou
 - b. si le Canada en décide ainsi, seront conservées par le Canada, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
2. Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1 Polices d'assurance, « Polices d'assurance », l'assureur remboursera directement au demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.
3. Si le Canada choisit conformément à l'alinéa 1) de la CG10.2 Indemnité d'assurance de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'entrepreneur et du Canada relativement à la partie des travaux perdue ou endommagée, afin d'établir la différence, s'il en est, entre :
 - a. le total du montant des pertes ou dommages subis par le Canada, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et leur emplacement et de toute autre somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat, moins toute somme retenue conformément au sous-alinéa 1)b) de la CG10.2 Indemnité d'assurance,
 - b. l'ensemble des sommes payables par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
4. Toute différence établie conformément à l'alinéa 3) de la CG10.2 Indemnité d'assurance doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.
5. Suite au paiement prévu à l'alinéa 4) de la CG10.2 Indemnité d'assurance, le Canada et l'entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat, mais seulement à l'égard de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée à l'alinéa 3) de la CG10.2 Indemnité d'assurance.
6. S'il n'est pas exercé de choix en vertu du sous-alinéa 1)b) de la CG10.2 Indemnité d'assurance, l'entrepreneur, sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2 Indemnité d'assurance, déblaie et nettoie les travaux et leur emplacement et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
7. Lorsque l'entrepreneur exécute les obligations prévues à l'alinéa 6) de la CG10.2 Indemnité d'assurance, le Canada lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.2 Indemnité d'assurance et à même lesdites sommes, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.

8. Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2 Indemnité d'assurance, tout paiement par le Canada en exécution des obligations prévue à l'alinéa 7) de la CG10.2 Indemnité d'assurance est effectué conformément aux dispositions du contrat, mais chaque paiement doit représenter 100p. 100 du montant réclamé, nonobstant les sous-alinéas 3)a) et 3)b) de la CG5.4 Paiement progressif, « Paiement progressif ».

CG10.3 Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

3. Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité industrielle) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, **une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail protégés doivent TOUS détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET** et tout les autres doivent avoir une cote **D'ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT** valable tel que requis, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité, reproduite ci-joint à l'annexe B;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est d'une période de 15 mois, à compter de la date du Contrat qui se retrouve à la première page de ce contrat.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour les travaux présentés à la clause 6.2, « Options ». L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer ces options à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 90 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Edward El-Zarka
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Direction de l'attribution des marchés immobiliers
Adresse : Édifice Dover, 3^e étage – 313
185, rue Sparks
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Téléphone : 819-775-7156
Courriel : edward.el-zarka@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : Don Duchesne
Titre : Gestionnaire principal de projet, Édifice de l'Est
Organisation : Direction générale de la cité parlementaire
Adresse : Édifice Dover, 2^e étage – 218
185, rue Sparks
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Téléphone : 819-775-5725
Courriel : don.duchesne@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter au cadre de référence. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6. Paiement

6.1 Contrat de Base

Les débours suivants ne doivent pas être inclus dans les frais (a) et (b) ci-dessus et seront remboursés à l'entrepreneur selon les coûts encourus :

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Honoraire mensuel fixe (G)	Durée prévue (H)	Coût total (G x H)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 4.1	\$	0 à 15 mois	\$ (a)

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Pourcentage (C)	Valeur de la construction (D)	Durée prévue	Frais (C x D)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 4.2	%	1 200 000 \$	0 à 15 mois	\$ (b)

DÉBOURS

Les débours suivants ne doivent pas être inclus dans les frais (a) et (b) en-dessus et seront payés à l'entrepreneur sur les coûts encourus :

Permis de construction	140 000.00 \$
Services d'expédition et de reproduction	80 000.00 \$

SERVICES ADDITIONNELLES – SI NÉCESSAIRE

Catégorie de Personnel	Durée prévue	Nombre d'heures estimé(E)	Taux horaire fixe (F)	Coût total (E x F)
Gestionnaire de projet	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	300	\$	\$
Gestionnaire de projet intermédiaire	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	300	\$	\$
Surintendant du chantier	0 à 15 mois	200	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	500	\$	\$
Estimateur	0 à 15 mois	150	\$	\$
	16 à 43 mois	200	\$	\$
	44 à 67 mois	200	\$	\$
	68 à 91 mois	150	\$	\$
Agent d'ordonnancement	0 à 15 mois	150	\$	\$
	16 à 43 mois	200	\$	\$
	44 à 67 mois	200	\$	\$
	68 à 91 mois	150	\$	\$
Agent en santé-sécurité	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	400	\$	\$
Administratif	0 à 15 mois	400	\$	\$
	16 à 43 mois	500	\$	\$
	44 à 67 mois	500	\$	\$
	68 à 91 mois	400	\$	\$
Sous-total				\$

MONTANT MAXIMAL PAYABLE :

Frais	(a) + (b) \$
Coûts de la construction (Travaux mineurs)	1 200 000.00 \$
Services additionnelles	(à déterminer par le Canada avant l'attribution du contrat) \$
Débours	140 000.00 \$
Sous-total	(à déterminer) \$
TVH	(à déterminer) \$
Coût total estimatif	(à déterminer) \$

6.2 Options

Option de prolongation du contrat.

Si le contrat est prolongé par le Canada conformément à la clause 4.2, « Option de prolongation du contrat », l'entrepreneur sera payé comme suit :

6.2.1 Option 1A

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Forfait mensuel ferme (G)	Durée prévue (H)	Coût total (G x H)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 5.1	\$	16 à 43 mois	\$

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (I)	Valeur de la construction (J)	Durée prévue	Frais (I x J)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 5.2	%	2 400 000 \$	16 à 43 mois	\$

6.2.2 Option 1B

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Forfait mensuel ferme (K)	Durée prévue (L)	Coût total (K x L)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 5.1	\$	44 à 67 mois	\$

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (M)	Valeur de la construction (N)	Durée prévue	Frais (M x N)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 5.2	%	1 000 000 \$	44 – 67 mois	\$

6.2.3 Option 1C

Services de conseil	Cadre de référence applicable	Forfait mensuel ferme (O)	Durée prévue (P)	Coût total (O x P)
Conseiller en gestion de la construction	Sections 1, 2, 3, & 5.1	\$	68 à 91 mois	\$

Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (M)	.s	Durée prévue	Frais (M x N)
Gestion de la construction – travaux mineurs	Sections 1, 2, 3, & 5.2	%	400 000 \$	68 à 91 months	\$

6.2.4 Option 2A/2B/2C – Services de constructeur

OPTION	Catégorie de Service	Cadre de référence applicable	Taux ferme (S)	Valeur de la construction (T)	Frais (S x T)
2A	Services de constructeur – sous-phase 1	Sections 1, 2, 3, & 6	%	20 500 000 \$	\$
2B	Services de constructeur – sous-phase 2	Sections 1, 2, 3, & 6		20 500 000 \$	\$
2C	Services de constructeur – sous-phase 3	Sections 1, 2, 3, & 6		20 780 000 \$	\$

7. Remplacement de personnel clé

- 7.1 L'entrepreneur doit fournir les services du personnel clé désigné (annexe D), à moins que l'entrepreneur est incapable de le faire pour des raisons hors de son contrôle et de garder le personnel clé associé et impliqué avec ce contrat.
- 7.2 Si l'entrepreneur est incapable de fournir les services d'un personnel clé identifié à l'annexe D, l'entrepreneur doit fournir un remplaçant avec le même niveau de qualification et d'expérience tel que spécifié à l'annexe D pour les membres clés du personnel en question. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante de la raison qui motive le remplacement de l'individu et fournir :
- a. le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée, accordée par le Canada, le cas échéant.
- 7.3 L'entrepreneur ne doit pas, en aucun cas, permettre l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés. Le représentant du Ministère peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. Dans un tel cas, l'entrepreneur doit se conformer immédiatement à l'ordonnance et fournir un autre remplaçant conformément à la clause 7.2. Le fait que le représentant du Ministère n'ordonne pas à un remplaçant d'arrêter les travaux ne relève pas l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	1
1 Description du projet.....	8
1.1 Portée des travaux relatifs à ce contrat	8
1.1.1 Services	8
1.1.2 Structure du CONTRAT visé aux présentes.....	9
1.2 Description du projet.....	9
1.2.1 Contexte	9
1.2.2 Renseignements existants sur l'édifice	10
1.2.3 Valeurs patrimoniales et contexte	11
1.3 Aperçu des travaux de construction.....	12
1.3.1 Travaux de construction réalisés par les entrepreneurs généraux	12
1.3.2 Travaux MINEURS réalisés par IE CGC	13
1.4 Stratégie globale de réalisation du projet	16
1.5 Coût estimatif de la construction	17
1.6 Calendrier	19
1.7 OBJECTIFS DU PROJET.....	20
1.7.1 Objectif 1 - santé et sécurité	20
1.7.2 Objectif 2 - protection de la valeur patrimoniale	20
1.7.3 Objectif 3 - réalisation du projet.....	21
1.7.4 Objectif 4 - maintien de la poursuite des activités	21
1.7.5 Objectif 5 - exercice de la responsabilité environnementale	21
1.7.6 Objectif 6 - gestion des risques dans le cadre d'un lieu patrimonial.....	21
1.8 Contraintes et ENJEUX.....	22
1.8.1 Occupation de l'édifice	22
1.8.2 Entrées et sorties.....	22
1.8.3 Travaux de construction sur la Colline du Parlement.....	22

2	Rôles et responsabilités	25
2.1	Renseignements généraux	25
2.2	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	27
2.2.1	Représentant du ministère	27
2.2.2	Ressources techniques de TPSGC	27
2.2.3	Gestionnaire de la mise en service de TPSGC.....	28
2.2.4	Experts-conseils de TPSGC.....	28
2.3	Autorités compétentes	30
2.3.1	Autorités compétentes fédérales	30
2.3.2	Autorités provinciales et municipales, et autres autorités compétentes	31
2.3.3	Lois, règlements, normes et inspections à l'échelle provinciale	32
3	Services d'administration du projet	34
3.1	Propositions présentées à TPSGC.....	34
3.2	Communications électroniques.....	34
3.3	Voies de communication	35
3.4	Relations avec les médias	35
3.5	Relations publiques	35
3.6	Rapports et documents relatifs au chantier de construction.....	35
3.6.1	Rapport mensuel	35
3.6.2	Documents au chantier	37
3.7	Acceptation des produits livrables	37
3.8	Manuel des procédures relatives au projet.....	37
3.9	Réunions	38
3.9.1	Réunions de l'équipe principale SUR LE projet.....	39
3.9.2	Réunions SUR LA conception dU projet.....	39
3.9.3	Réunions sur les travaux de construction.....	40
3.9.4	Réunions techniques et réunions d'évaluation des soumissions.....	41
3.9.5	Ateliers.....	41
3.9.6	Séances de partenariat et de création d'esprit d'équipe	43

4	SERVICES reQuis AU CONTRAT	45
4.1	Services consultatifs	45
4.1.1	Exigences générales.....	45
4.1.2	Personnel clé de l'équipe de conseillers.....	46
4.1.3	Délai de réponse	47
4.1.4	Plan de réalisation des travaux de construction	47
4.1.5	Services d'établissement des coûts	48
4.1.6	Services d'ordonnancement.....	51
4.1.7	Services de gestion des risques	54
4.1.8	Contrôle de la qualité et assurance de la qualité	55
4.1.9	Planification de la santé et de la sécurité dans la construction	56
4.1.10	Examen des documents d'avant-projet et d'exécution	57
4.1.11	Modifications aux travaux	58
4.1.12	Déménagement des occupants dans des locaux transitoires	58
4.1.13	Réunions.....	58
4.2	Services de gestion de la construction	60
4.2.1	Renseignements généraux	60
4.2.2	Délai de réponse	61
4.2.3	Portée des travaux de construction	61
4.2.4	Santé et sécurité durant les travaux de construction sur le chantier	63
4.2.5	Lancement de l'appel d'offres relatif aux travaux.....	66
4.2.6	Réunions sur les travaux de construction.....	70
4.2.7	Surveillance de la construction.....	70
4.2.8	Modifications apportées aux contrats de sous-traitance (avis et autorisations)	71
4.2.9	Contrôle de la qualité et assurance de la qualité	72

Conseiller en gestion de la construction - cadre de référence

4.2.10	Documents de L'ouvrage fini.....	72
4.2.11	Dessins d'atelier	73
4.2.12	Examens du chantier	74
4.2.13	Durabilité et considérations environnementales.....	74
4.2.14	Gestion des déchets	74
4.2.15	Bureau de chantier	75
4.2.16	Mise en service.....	75
4.2.17	Exigences en matière de sécurité incendie	76
4.2.18	Matières dangereuses	78
4.2.19	MANUELS DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN INTERACTIFS.....	78
4.2.20	Dossiers	80
4.2.21	Garanties	80
4.2.22	Nettoyage du chantier.....	80
4.2.23	Bruit, vibration, odeurs et livraisons	81
	Services facultatifs (Section 5 et 6)	82
5	Services consultatifs et de gestion de la construction facultatifs du contrat.....	82
5.1	Services consultatifs facultatifs	82
5.1.1	Exigences générales.....	82
5.1.2	Personnel de l'équipe de conseillers	82
5.1.3	Délai de réponse	82
5.1.4	Plan de réalisation des travaux de construction	83
5.1.5	Services d'établissement des coûts	83
5.1.6	Services d'ordonnancement.....	83
5.1.7	Services de gestion des risques	84
5.1.8	Contrôle de la qualité et assurance de la qualité	84

5.1.9	Planification de la santé et de la sécurité sur le chantier de construction.....	85
5.1.10	Examen des documents de conception et d'exécution	85
5.1.11	Modifications aux travaux	85
5.1.12	Déménagement des occupants dans des locaux transitoires	86
5.1.13	Visites du chantier	86
5.1.14	surveillance de la construction.....	86
5.1.15	Réunions	87
5.2	Services facultatifs de gestion de la construction	89
5.2.1	Renseignements généraux	89
5.2.2	Délai de réponse	89
5.2.3	Portée des travaux de construction	90
5.2.4	Santé et sécurité durant les travaux de construction sur le chantier	90
5.2.5	Lancement de l'appel d'offres relatif aux travaux.....	91
5.2.6	Réunions sur les travaux de construction.....	91
5.2.7	Surveillance de la construction.....	91
5.2.8	Modifications apportées aux contrats de sous-traitance (avis et autorisations)	91
5.2.9	Contrôle de la qualité et assurance de la qualité	91
5.2.10	Documents de l'ouvrage fini	91
5.2.11	Dessins d'atelier	91
5.2.12	Examens du chantier	91
5.2.13	Durabilité et considérations environnementales.....	91
5.2.14	Gestion des déchets	92
5.2.15	Bureau de chantier	92
5.2.16	Mise en service	92

5.2.17	Exigences en matière de sécurité incendie	92
5.2.18	Matières dangereuses	92
5.2.19	Manuels de fonctionnement et d'entretien interactifs	92
5.2.20	Dossiers	92
5.2.21	Garanties	92
5.2.22	Nettoyage du chantier.....	92
5.2.23	Bruit, vibration, odeurs et livraisons	93
6	SERVICES FACULTATIFS DU CONSTRUCTEUR	94
6.1	Renseignements généraux	94
6.2	Santé et de sécurité durant les travaux de construction	95
6.2.1	Produits livrables – santé et sécurité durant les travaux de construction	95
6.3	Coordination des entrepreneurs embauchés directement par TPSGC	95
6.4	Sécurité du chantier.....	96
6.5	Gestion de la circulation sur le chantier	97
6.6	Exigences en matière de sécurité incendie	97
6.7	Matières dangereuses	97
6.8	PERMIS.....	98
6.9	Réunions	98

1 DESCRIPTION DU PROJET

1.1 PORTÉE DES TRAVAUX RELATIFS À CE CONTRAT

Dans le cadre du contrat, le conseiller en gestion de la construction (CGC) devra fournir les services nécessaires à la réalisation du projet. Ceux-ci sont classés en trois catégories principales indiquées à la section 1.2.1, Services, ci-dessous et définies dans les sections portant sur les services requis (SR) du présent cadre de référence.

Le CGC devra conserver son expertise pendant toute la durée du contrat et il doit disposer de professionnels et d'experts techniques qualifiés capables de fournir les services indiqués dans le présent cadre de référence.

1.1.1 SERVICES

Sous réserve de l'exercice des options contractuelles, le conseiller en gestion de la construction (CGC) sera engagé afin de fournir l'éventail complet des services suivants :

- a) **Services consultatifs** : À titre d'expert en construction, le CGC jouera un rôle de chef de file dans la prestation de services consultatifs stratégiques à TPSGC et aux experts-conseils en architecture et génie (A et G) tout au long de la conception et de la réalisation des travaux. Reportez-vous aux **sections 4.1 et 5.1** du présent cadre de référence pour obtenir tous les renseignements concernant les services requis.
- b) **Services de gestion des travaux** : Le CGC devra fournir des services de gestion des travaux figurant à la Division 1 et communs aux trois sous-phases de construction, et réaliser des travaux mineurs qui dépassent la portée des travaux de réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment. Reportez-vous aux **sections 4.2 et 5.2** du présent cadre de référence pour obtenir tous les renseignements concernant les services requis.
- c) **Services de constructeur** : Le CGC jouera le rôle de « constructeur » au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pendant toute la durée du projet, y compris les sous-phases de réhabilitation de l'enveloppe extérieure du bâtiment, les travaux communs figurant à la Division 1 et les travaux mineurs exécutés par le CGC en vertu du contrat, et tous les autres travaux exécutés dans l'édifice de l'Est ou autour de celui-ci. Reportez-vous à la **section 6** du présent cadre de référence pour obtenir tous les renseignements concernant les services requis.

1.1.2 STRUCTURE DU CONTRAT VISÉ AUX PRÉSENTES

Le contrat comprendra des services pendant la phase de conception et six options distinctes visant les trois sous-phases de construction prévues.

- a) **Contrat :** Le contrat comprendra les services consultatifs pendant les activités de conception et de préparation des documents de construction, et les services de gestion des travaux associés aux travaux mineurs.
- b) **Services facultatifs 1A, sous-phase de construction 1 :** Cette option porte sur la prestation des services consultatifs et des services de gestion des travaux visant les travaux communs figurant à la Division 1 associés à la sous-phase de construction 1 et l'exécution des travaux mineurs.
- c) **Services facultatifs 1B, sous-phase de construction 2 :** Cette option porte sur la prestation des services consultatifs et des services de gestion des travaux visant les travaux communs figurant à la Division 1 associés à la sous-phase de construction 2 et l'exécution des travaux mineurs.
- d) **Services facultatifs 1C, sous-phase de construction 3 :** Cette option porte sur la prestation des services consultatifs et des services de gestion des travaux visant les travaux communs figurant à la Division 1 associés à la sous-phase de construction 3 et l'exécution des travaux mineurs.
- e) **Services facultatifs 2A, sous-phase de construction 1 :** Cette option porte sur la prestation des services de constructeur selon lesquels le CGC sera engagé en vertu du marché visé aux présentes pour assumer, au cours de la sous-phase de construction 1, le rôle de constructeur.
- f) **Services facultatifs 2B, sous-phase de construction 2 :** Cette option vise la prestation des services de constructeur selon lesquels le CGC sera engagé en vertu du marché visé aux présentes pour assumer, au cours de la sous-phase de construction 2, le rôle de constructeur.
- g) **Services facultatifs 2C, sous-phase de construction 3 :** Cette option vise la prestation des services de constructeur selon lesquels le CGC sera engagé en vertu du marché visé aux présentes pour assumer, au cours de la sous-phase de construction 3, le rôle de constructeur.

1.2 DESCRIPTION DU PROJET

1.2.1 CONTEXTE

La réhabilitation de l'édifice de l'Est fait partie d'un plan directeur expliqué dans la vision et le plan à long terme (VPLT). La VPLT est un plan et un programme de travaux exhaustifs sur 25 ans visant à réhabiliter les édifices du Parlement, à fournir des locaux

parlementaires supplémentaires et à créer un milieu sûr et accueillant pour les parlementaires, le personnel, les visiteurs et les touristes qui fréquentent les lieux.

La réhabilitation de l'édifice de l'Est se fera en deux grandes phases.

La première phase, qui commencera pendant l'exercice financier 2016-2017 et qui prendra fin en 2022, consiste principalement à remettre en état l'enveloppe de l'édifice et à mener les légers travaux intérieurs connexes. Plus particulièrement, elle portera sur la réfection de l'enveloppe de l'aile de 1867 et le renforcement de sa protection parasismique. L'édifice sera partiellement occupé pendant la première phase. On prévoit réaliser les travaux extérieurs en trois sous-phases. Les occupants des locaux visés par chacune des sous-phases seront déplacés vers des locaux transitoires à l'intérieur même de l'édifice.

La deuxième phase portera sur les travaux extérieurs restants (aile de 1910), et comprendra l'achèvement du programme de renforcement de la protection parasismique de tout l'édifice, le remplacement des équipements mécaniques de l'immeuble de base et l'aménagement des espaces intérieurs. Étant donné l'incidence des travaux intérieurs, cette phase ne peut s'effectuer que dans un bâtiment vide. Elle sera exécutée après l'achèvement prochain de l'édifice du Centre, lorsqu'il sera possible de libérer entièrement l'édifice de l'Est.

Le mandat du CGC ne comprend que la première phase et sera limité aux travaux décrits dans le présent cadre de référence.

1.2.2 RENSEIGNEMENTS EXISTANTS SUR L'ÉDIFICE

L'édifice de l'Est se trouve sur le côté nord de la rue Wellington, directement au nord de l'édifice Langevin. La superficie brute des trois étages additionnée à celle de tout le sous-sol atteint au total 15 383 mètres carrés.

Actuellement, l'édifice de l'Est renferme des bureaux pour la Chambre des communes et le Sénat, de même que des salles de conférence, un bureau de poste, des services d'expédition, un comptoir de service et des salles de réunion.

L'édifice de l'Est a été construit en deux phases : la première, l'aile d'origine, orientée nord, sud et ouest et en forme de « L », a été construite entre 1859 et 1865 (on l'appelle généralement l'aile de « 1867 »), puis la seconde, l'aile de 1910 qui ceint la cour intérieure sur les côtés nord et est, qui a quant à elle été construite entre 1910 et 1913. Cette aile, dénommée l'aile de « 1910 », est semblable à l'édifice d'origine en ce qui a trait au type de matériaux de construction utilisés et aux principes de conception, si l'on exclut quelques différences sur le plan de la structure.

Les murs de maçonnerie extérieurs de l'aile de 1867, qui sont des murs porteurs en solide maçonnerie de pierre non armée, ont été érigés de façon traditionnelle en prenant appui sur le substratum. Les murs de fondation et le soubassement sont composés d'une paroi

interne et externe de calcaire équerré en assises irrégulières qui se change en grès tout juste sous le niveau du sol. Quant aux murs, ils sont faits de pierres brutes. Au-dessus du soubassement, la composition des murs extérieurs est semblable, mais plus mince, sans oublier une lame d'air et un mur intérieur de brique recouvert de plâtre. La structure de l'aile de 1910 découle d'une stratégie structurale mixte composée d'un traditionnel ouvrage de maçonnerie, qui porte la charge, et d'une charpente intérieure de métal et de béton.

Dans l'aile de 1867, on trouve trois types de fenêtres : des fenêtres de bois encastrées dans des murs de maçonnerie, des lucarnes de bois encastrées dans le toit de cuivre ainsi que des vitraux et des fenêtres à carreaux serties de plomb encastrés directement dans la pierre. Les fenêtres et les portes de l'édifice de l'Est constituent des éléments qui en définissant le caractère.

Les portes des entrées principales sont des éléments hautement symboliques de la composition de l'édifice. Parmi les 18 portes extérieures, six sont aujourd'hui des portes destinées aux cérémonies situées sur les façades extérieures de l'édifice. Habituellement, les portes de service sont situées dans la cour, à l'exception de la porte de la plateforme de chargement donnant sur la façade nord-est de l'aile de 1910, qui a été ajoutée dernièrement. Les baies des six portes pour les cérémonies sont d'origine, mais pour ce qui est des baies des portes de service, seulement quelques-unes d'entre elles remontent à l'époque de la construction de l'édifice.

Le toit de l'édifice de l'Est se compose d'un ensemble complexe de toits en pente et plats ainsi que de pavillons et de tours ponctués de lucarnes, de cheminées, de puits de ventilation et de ferronnerie. La toiture est constituée de toutes ces composantes réunies.

La ferronnerie forgée décorant les toits et les tours de l'édifice de l'Est constitue un des meilleurs exemples de ce type d'ornement au Canada. Il s'agit d'un des principaux éléments caractéristiques de l'édifice et de la Colline du Parlement.

1.2.3 VALEURS PATRIMONIALES ET CONTEXTE

L'aile de 1867 est le plan d'origine des parties sud et ouest en forme de « L » de l'édifice de l'Est et elle a été achevée en 1867 selon la conception de Thomas Stent et d'Augustus Laver. L'aile de 1910, conçue par le ministère des Travaux publics, ceignait la cour intérieure. Le Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP) a désigné l'édifice de l'Est comme « classifié » en raison de son importance capitale en ce qui touche les souvenirs historiques qui s'y rattachent, la qualité de son architecture et son impact environnemental. Certains éléments de l'enveloppe du bâtiment, notamment la maçonnerie en pierres et la ferronnerie, comptent parmi les exemples de travail d'artiste les plus remarquables de la Colline et au pays.

L'édifice de l'Est est un des trois édifices originaux ayant été préservés sur la Colline du Parlement. Bien que des travaux de rénovation et de réhabilitation majeurs aient été exécutés à la fin des années 1970, et à nouveau dans les années 1990, l'intégration des nouveaux travaux à l'harmonie générale de l'édifice a fait l'objet de soins particuliers, notamment les rénovations d'ordre mécanique et électrique, afin de réduire au minimum l'impact sur le caractère patrimonial, l'aménagement et la structure de l'édifice d'origine. La protection du caractère patrimonial des immeubles appartenant à l'État dans l'intérêt de tous les Canadiens constitue la politique du gouvernement du Canada figurant dans la Politique sur les biens immobiliers du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Les terrains publics sur lesquels sont érigés les édifices du Parlement ont été désignés lieu historique national du Canada en 1976. L'édifice de l'Est est l'un des trois édifices de la Colline du Parlement qui constituent un site historique national, de même que l'édifice de l'Ouest et l'édifice du Centre.

1.3 APERÇU DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

De façon générale, l'étendue des travaux de la phase 1 vise la réhabilitation de l'enveloppe de l'aile de 1867 et touche la stabilisation structurale, les relevés patrimoniaux et les travaux de conservation des matériaux.

Les travaux de conservation de l'enveloppe comprennent : les travaux préparatoires, le drainage du mur de fondation, la réhabilitation de l'enveloppe de maçonnerie et de tous les éléments en saillie, le remplacement de la toiture et de tous les éléments en saillie, les fenêtres, les portes, la ferronnerie, l'amélioration des mesures parasismiques et l'amélioration mineure des mesures de sécurité.

À ces travaux s'ajoute le démantèlement de l'équipement de sécurité et d'éclairage présentement fixé à l'édifice. Il sera temporairement déplacé pendant les travaux, mais sera rattaché à la structure de façon permanente lorsque les échafaudages seront retirés. Ces travaux doivent être coordonnés avec les autorités compétentes.

1.3.1 TRAVAUX DE CONSTRUCTION RÉALISÉS PAR LES ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX

Trois sous-phases de construction successives prévues pour les travaux de réhabilitation à l'extérieur du bâtiment doivent faire l'objet d'appels d'offres distincts par l'État, et les contrats doivent être attribués individuellement au soumissionnaire retenu dans chacun des appels d'offres. Ces contrats seront conclus et administrés par TPSGC et comprendront les travaux suivants :

- a) **Travaux préparatoires** : Les travaux préparatoires comprennent l'excavation et la remise à neuf des fondations pour permettre l'accès à la maçonnerie située au-dessous du sol; l'abaissement des façades de la cour aux niveaux historiques (environ un mètre); la réinstallation des terre-pleins; la réinstallation de l'irrigation, des trottoirs et des autres éléments d'aménagement paysager actuels touchés par le projet; l'éclairage des espaces verts et de la façade extérieure de l'édifice.
- b) **Maçonnerie** : Les travaux comprennent la réhabilitation complète de la maçonnerie et la conservation de tous les éléments de maçonnerie de l'aile de 1867 ainsi que des murs de fondation et du soubassement de l'aile de 1910; l'amélioration des mesures parasismiques (de l'enveloppe de maçonnerie, des murs pignons, des tours, de la toiture et des cheminées de l'aile de 1867).
- c) **Nettoyage de la maçonnerie** : L'étendue des travaux englobera le nettoyage de l'ensemble des surfaces extérieures et de la maçonnerie de l'aile de 1867 ainsi que du soubassement et des fondations extérieures donnant sur la cour de l'aile de 1910.
- d) **Fenêtres et portes** : Les travaux comprennent le retrait, la restauration et la réinstallation de l'ensemble des fenêtres, des portes et des puits de lumière de l'aile de 1867.
- e) **Toiture** : L'étendue des travaux relatifs aux toits comprend le remplacement du toit de cuivre et celui du toit plat de l'aile de 1867.
- f) **Ferronnerie** : La ferronnerie sera retirée afin de faciliter l'installation d'un nouveau toit de cuivre et d'un nouveau toit plat. Les travaux comprennent l'enlèvement, la conservation et la réinstallation de l'ensemble des crêtes de faîte en fer forgé et des grilles de fenêtre en fer.
- g) **Travaux intérieurs visant à faciliter les travaux extérieurs** : Dans les espaces intérieurs, l'étendue des travaux comprend la protection des bureaux, des murs, des fenêtres et des moulures (plâtre, cloisons sèches, bois) durant les travaux ainsi que la réparation et la peinture des éléments intérieurs correspondants. Les autres travaux intérieurs comprendront : la palissade et les autres mesures de sécurité visant à séparer les zones de construction des autres espaces occupés; l'ajustement des systèmes mécaniques et électriques de l'édifice touchés par les plans de palissade; la réparation et le rétablissement des espaces intérieurs de chaque secteur à la suite de la construction.

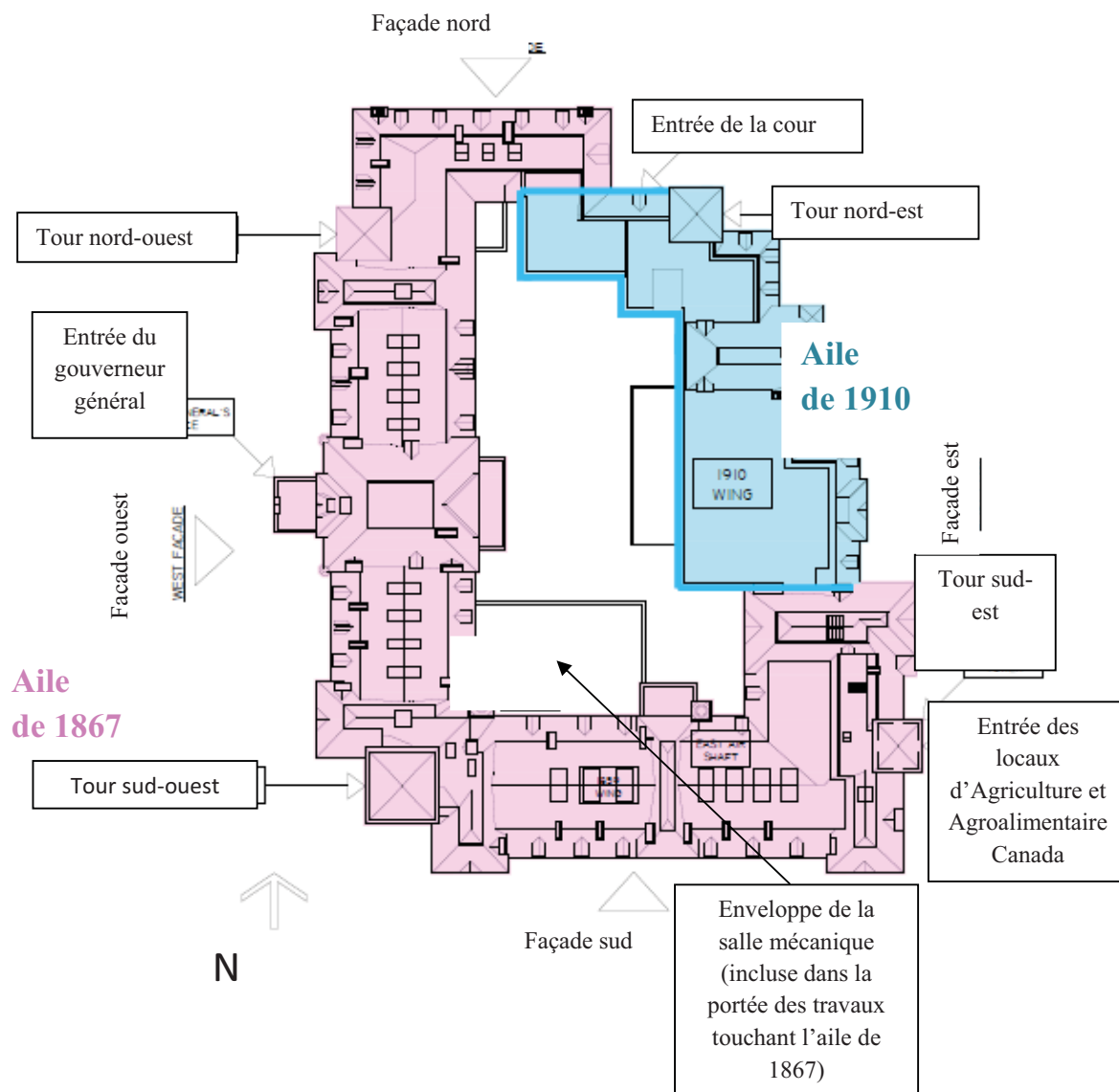
1.3.2 TRAVAUX MINEURS RÉALISÉS PAR LE CGC

Le CGC doit fournir les services de gestion des travaux liés aux travaux mineurs.

- a) **Travaux communs figurant à la Division 1** : Au cours des travaux de réhabilitation extérieure, certains éléments des travaux figurant à la Division 1 seront communs à toutes les sous-phases de construction. Ces éléments peuvent

comprendre la palissade du chantier, la coordination du chantier et de l'aire de dépôt, les travaux d'entretien du chantier, les systèmes d'éclairage et d'alimentation électrique temporaires sur le chantier, la gestion de la circulation des véhicules et des piétons sur le chantier, la signalisation sur le chantier, les roulottes et les installations sanitaires du chantier, la sécurité du chantier, y compris le personnel de sécurité, et tous les autres travaux connexes.

- b) **Travaux mineurs à l'intérieur :** Quelques travaux mineurs à l'intérieur s'avèrent nécessaires pour que l'édifice puisse demeurer occupé pendant la mise en œuvre et que le Sénat puisse poursuivre ses activités pendant les travaux de réhabilitation extérieure. Ces travaux comprennent des déplacements mineurs à l'intérieur même de l'édifice et des améliorations mineures aux systèmes de l'édifice.
- c) **Travaux liés à l'examen de la maçonnerie :** Il faudra percer un certain nombre d'ouvertures aux fins d'enquête dans les façades extérieures de l'édifice ainsi que dans les surfaces intérieures des murs, afin que l'expert-conseil en architecture et génie puisse constater l'état à l'intérieur des murs. Ces travaux d'enquête pourraient nécessiter des échafauds, des palissades, des travaux de maçonnerie et d'autres tâches connexes.



1.4 STRATÉGIE GLOBALE DE RÉALISATION DU PROJET

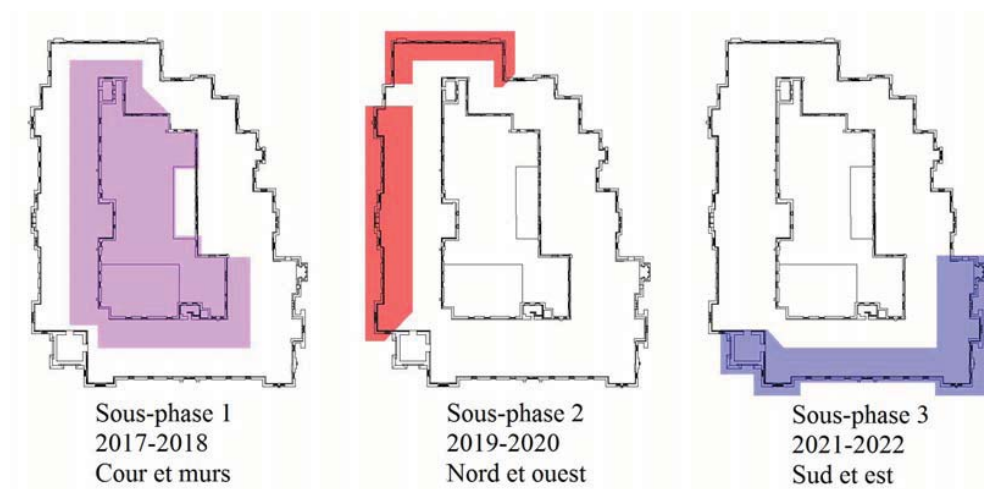
a) Renseignements généraux

Comme précisé dans la section 1.4.1 ci-dessus, le présent cadre de référence décrit la portée des travaux exigés dans la première phase du projet, qui consiste essentiellement en un projet de réhabilitation de l'enveloppe accompagné de légers travaux à l'intérieur de l'édifice. Les légers travaux à l'intérieur sont nécessaires afin de faciliter les travaux de réhabilitation à l'extérieur, et pour permettre la poursuite des activités des occupants dans l'édifice pendant la première phase du projet, jusqu'à ce qu'il soit complètement évacué au moment des travaux majeurs de réhabilitation à l'intérieur de l'édifice de l'Est prévus dans la deuxième phase.

b) Réhabilitation de l'extérieur : approche progressive et dossiers d'appel d'offres

La stratégie actuelle de réalisation de la construction vise à achever la première phase du projet en trois sous-phases plus ou moins égales :

Réhabilitation de l'édifice de l'Est Stratégie de réalisation progressive du projet de construction



Chacune des sous-phases comprendra des travaux mineurs, réalisés dans le cadre de ce contrat et/ou des options qui y sont prévues, liés à la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment. On pense notamment à la création de zones tampons (afin de séparer les zones de travaux et les espaces occupés), aux fenêtres, aux améliorations parasismiques, aux

services d'aide temporaire, ainsi qu'à la facilitation des déplacements transitoires des occupants dans le but de libérer les zones de travaux consacrées à la réhabilitation extérieure. Les sous-phases décrites ici sont préliminaires. Elles seront évaluées, expliquées plus en détail et peaufinées en fonction des observations du CGC, entre autres facteurs.

c) Stratégie relative à l'ordre des déménagements

Après le déménagement de la Chambre des communes dans l'édifice Wellington, le Sénat demeurera dans l'édifice de l'Est, où il occupera 33 bureaux parlementaires (BP) et deux salles de réunion, de même que les espaces auxiliaires afférents. Dix-huit BP libérés par la Chambre des communes seront aménagés selon les exigences du Sénat et serviront par la suite de locaux transitoires, ce qui permettra de libérer les zones touchées par les travaux. Il faudra procéder à une série de déménagements transitoires successifs pour faciliter la réalisation des différentes sous-phases de la construction de l'enveloppe extérieure.

1.5 COÛT ESTIMATIF DE LA CONSTRUCTION

- a) **Réhabilitation de l'extérieur** : L'estimation actuelle de la construction (TVH non comprise) a été arrondie à 62 millions de dollars.
- b) **Travaux mineurs par le CGC** : L'estimation actuelle de la construction (TVH non comprise) a été arrondie à 5,0 millions de dollars.

Construction	Actuel (en milliers de dollars)
ESTIMATION DES COÛTS DE CONSTRUCTION	
Travaux de réhabilitation de l'extérieur (par des entrepreneurs généraux [EG] distincts)	
Sous-phase 1 : construction extérieure	20 500 \$
Sous-phase 2 : construction extérieure	20 500 \$
Sous-phase 3 : construction extérieure	20 780 \$
Sous-total – travaux de réhabilitation de l'extérieur (par des EG distincts)	61 780 \$
Travaux mineurs (par le CGC)	
Travaux d'enquête à l'extérieur (par l'entrepreneur visé aux présentes)	
Contrat de base	1 000 \$
Option 1A	1 900 \$
Option 1B	1 250 \$
Option 1C	850 \$
Sous-total - travaux mineurs (par le CGC)	5 000 \$
Total – estimation rigoureuse de la construction	66 780 \$

1.6 CALENDRIER

Le calendrier ci-dessous souligne les dates importantes liées au programme de réhabilitation de l'édifice de l'Est. Présenté aux fins d'illustration, il vise à faire ressortir les éléments clés et les jalons du projet.

Jalons associés à la construction de l'édifice de l'Est – réhabilitation de l'extérieur de l'aile de 1867									
Tâche	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Occupation complète			Occupation partielle					
Attribution de marchés importants									
Attribution d'un marché à un expert-conseil principal	▼ Juin-2014								
Attribution d'un marché à un conseiller en gestion de la construction	▼ Juin-2015								
Attribution d'un marché à des entrepreneurs généraux				▼ EG-1	▼ EG-2	▼ EG-3			
Conception	Avant-projet et projet d'exécution								
Conception schématique	CS								
Avant-projet		AP							
Projet d'exécution			PE-1	PE-2	PE-3				
Travaux de construction extérieure	Réhabilitation de l'enveloppe extérieure								
Sous-phase de construction No.1		Janv. 2017		EG-1	Déc. 2018				
Sous-phase de construction No.2				Janv. 2019	EG-2	Déc. 2020			
Sous-phase de construction No.3					Janv. 2021	EG-3	Déc. 2022		
Marché au conseiller en gestion de la construction (CGC)		Contrat de base	Options 1A et 2A	Options 1B et 2B	Options 1C et 2C				
Services consultatifs		Base	1A	1B	1C				
Services de gestion de construction (travaux mineurs à l'intérieur)		Base	1A	1B	1C				
Services de constructeur (étendre les services de constructeur pour couvrir les travaux du EG)			2A	2B	2C				

1.7 OBJECTIFS DU PROJET

1.7.1 OBJECTIF 1 - SANTÉ ET SÉCURITÉ

Cet objectif consiste à atténuer les risques pour la santé et la sécurité qui sont liés au degré de détérioration de l'aile de 1867 de l'édifice de l'Est. La santé et la sécurité sont parmi les principaux facteurs qui sous-tendent le programme de réhabilitation de la vision et du plan à long terme de la Cité parlementaire.

TPSGC reconnaît qu'il est de son devoir d'assurer la santé et la sécurité de toute personne œuvrant à des projets de construction de l'État et il reconnaît également le droit des employés fédéraux et des travailleurs du secteur privé à la pleine protection que leur accordent les règlements sur la santé et de la sécurité au travail.

Conformément à ce devoir et afin d'améliorer la protection de la santé et la sécurité des personnes travaillant sur les chantiers de construction fédéraux, il est obligatoire de respecter les lois et règlements provinciaux et territoriaux applicables à l'égard de la santé et de la sécurité dans les chantiers de construction, en plus du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.

La conformité à l'ensemble de la réglementation et des codes portant sur la santé et la sécurité doit être respectée tout en tenant compte de la valeur et du caractère patrimonial de l'édifice, de manière à limiter les impacts sur l'état de l'édifice.

1.7.2 OBJECTIF 2 - PROTECTION DE LA VALEUR PATRIMONIALE

TPSGC s'attend à ce que le CGC connaisse très bien et demeure pleinement conscient de l'importance de la protection de la valeur patrimoniale de l'édifice de l'Est sur la base des principes et des pratiques reconnus internationalement en matière de conservation des biens immobiliers à caractère patrimonial. Ce projet sera élaboré en tenant compte d'une démarche de conservation propre à la portée des travaux du projet et à la désignation historique des biens immobiliers patrimoniaux. Le cadre de l'élaboration d'une démarche de conservation est décrit dans les *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada* (2^e édition).

Les *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada* présentent des démarches distinctes, qui sont toutefois liées, sur la façon de traiter les biens patrimoniaux : préservation, réhabilitation, restauration ou une combinaison des trois. Ce processus d'élaboration des projets doit également être conforme aux lois, aux règlements, aux codes et aux exigences fonctionnelles applicables, et se faire en portant une attention toute particulière à la sécurité des personnes, à la protection contre les incendies, à l'économie d'énergie, à l'accessibilité pour les personnes handicapées et à la réduction du danger posé par les matières dangereuses.

1.7.3 OBJECTIF 3 - RÉALISATION DU PROJET

Réaliser le projet en suivant les pratiques exemplaires, tout en respectant les contraintes, le degré de qualité, la portée, le budget et le calendrier, qui sont énoncés dans le présent document. Assurer :

- a) un partenariat fonctionnel cohérent et des communications ouvertes entre les membres de l'équipe de projet (reportez-vous au graphique fourni à la section 2.1) et les intervenants tout au long du projet;
- b) un examen rigoureux d'assurance de la qualité durant les phases de conception et de construction;
- c) des interventions rapides pour corriger les problèmes lorsqu'ils se produisent;
- d) la continuité du personnel clé appelé à travailler dans une équipe exclusive pour la durée du projet;
- e) la présence sur le chantier pendant la construction.

1.7.4 OBJECTIF 4 - MAINTIEN DE LA POURSUITE DES ACTIVITÉS

Élaborer le plan de mise en œuvre des travaux de construction et la logistique du projet de façon à réduire au minimum la perturbation des activités des occupants.

1.7.5 OBJECTIF 5 - EXERCICE DE LA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Élaborer une démarche de mise en œuvre des travaux de construction fondée sur des méthodes écoresponsables dans tous les aspects de la conservation et des interventions. Donner à TPSGC des avis stratégiques concernant l'intégration des principes de conception durable dans l'élaboration du projet. On suivra le programme Green Globe (ou un programme semblable).

1.7.6 OBJECTIF 6 - GESTION DES RISQUES DANS LE CADRE D'UN LIEU PATRIMONIAL

Une stratégie de gestion des risques est essentielle pour TPSGC. Elle doit intégrer la planification du projet à la planification de l'approvisionnement. Dans le cadre du projet, tous les intervenants feront partie intégrante de la stratégie de gestion des risques.

1.8 CONTRAINTES ET ENJEUX

Les travaux de chantier qui seront réalisés dans le cadre du présent projet de réhabilitation comporteront les contraintes et enjeux suivants :

1.8.1 OCCUPATION DE L'ÉDIFICE

L'édifice de l'Est demeurera occupé pendant toute la durée du projet : les travaux doivent être réalisés de façon que les activités quotidiennes puissent se dérouler normalement dans l'édifice. Tout au long du projet, un certain nombre de bureaux inoccupés seront utilisés comme locaux temporaires. Le CGC collaborera étroitement avec le représentant du Ministère et l'expert-conseil en architecture et génie afin d'élaborer une stratégie acceptable qui assurera la sécurité et réduira au minimum la perturbation des activités des occupants et des visiteurs de l'édifice pendant toute la durée du projet.

1.8.2 ENTRÉES ET SORTIES

- a) **Maintenir la plus grande disponibilité possible de l'entrée du gouverneur général**, qui sert d'entrée principale de l'édifice. Pendant la rénovation de la façade ouest, qui fait partie d'une sous-phase de la réhabilitation extérieure, cette entrée sera fermée afin de permettre la réalisation des travaux.
- b) **Maintenir ou augmenter le nombre courant d'accès à mobilité réduite** : Il est absolument nécessaire de maintenir les accès exempts d'obstacles à l'édifice de l'Est. La base de la tour nord-ouest constitue actuellement le seul point d'entrée exempt d'obstacles de l'édifice de l'Est.
- c) **Sécurité incendie et moyens d'évacuation** : Il faut respecter les codes et les règlements en ce qui a trait à l'évacuation sans y apporter de modifications importantes. Il faut également assurer le bon fonctionnement de l'intégralité des systèmes de protection incendie pendant les travaux. Les voies de sorties doivent être accessibles en tout temps.
- d) **Plateforme de chargement** : Il faut maintenir l'accès à la plateforme de chargement pour les fonctions liées aux occupants de l'édifice.

1.8.3 TRAVAUX DE CONSTRUCTION SUR LA COLLINE DU PARLEMENT

- a) **Autres projets de construction** : Le CGC doit connaître les autres projets de construction qui sont entrepris simultanément sur la Colline du Parlement. En particulier, des travaux de construction sont prévus à l'édifice du Centre et dans le

secteur environnant situé directement au nord et à l'est du chantier à l'édifice de l'Est. Ces travaux devraient commencer en 2018 et être réalisés en même temps que les travaux de construction dans le cadre du projet de l'édifice de l'Est. Ces travaux de construction effectués simultanément auront une incidence sur la circulation pendant les travaux, l'accès au chantier, l'accès des piétons, et la concurrence pour accéder à la cour de construction et aux aires de dépôt sur la Colline, qui seront limitées.

- b) **Activités parlementaires** : Le CGC doit connaître les activités quotidiennes du Parlement et les points délicats concernant les travaux de construction à proximité du personnel et des activités du Parlement. Il faudra tenir compte du calendrier des événements du client et des utilisateurs, ce qui limitera l'accès à l'édifice et au chantier.
- c) **Réduction des répercussions des travaux de construction sur la Colline du Parlement** : Il est interdit de réaliser des travaux d'inspection ou de construction visibles ou dérangeants sans autorisation. Le CGC, de concert avec les entrepreneurs généraux concernés, doit planifier ces travaux de manière à réduire au minimum les répercussions néfastes. Le processus d'approbation consiste en la préparation d'une ébauche de communiqué décrivant les travaux, accompagnée d'un calendrier, des dates et des répercussions, par TPSGC (avec la collaboration de l'équipe du projet). La période s'étendant de la détermination du besoin à la distribution du communiqué approuvé est généralement d'un mois.
- d) **La poussière, la propreté et l'apparence du chantier de construction et des échafaudages** constituent une priorité absolue. Le CGC doit collaborer étroitement avec l'expert-conseil en architecture et génie afin d'établir des directives et des précisions en matière de rendement.
- e) **Circulation, stationnement et circulation des piétons** : Le CGC travaillera en étroite collaboration avec l'expert-conseil en architecture et génie lors de la phase d'avant-projet afin de s'assurer que les plans tiennent compte du stationnement et de la circulation des véhicules et des piétons pendant les travaux de façon à limiter les perturbations. Le CGC devra élaborer le plan de construction (y compris l'emplacement des zones de dépôt, le stationnement et la circulation des véhicules) qui fera partie de chaque contrat avec les entrepreneurs généraux relatif à chacune des sous-phases de construction.
- f) **Interdiction de travaux sur les façades ouest et sud en 2017** : Étant donné l'augmentation prévue du nombre d'activités et de visiteurs sur la Colline en raison des célébrations entourant le 150^e anniversaire du Canada en 2017, et par mesure de sécurité, la première sous-phase de construction se limitera à des endroits peu visibles.

- g) **Le nivellement du site et les travaux souterrains** ne doivent pas perturber le fonctionnement des lignes souterraines à haute tension, des réseaux de distribution des extincteurs, des conduites de gaz, des services d'approvisionnement en eau, des caniveaux d'électricité pour l'éclairage extérieur, des voies de communication ou bloquer l'accès aux trottoirs.

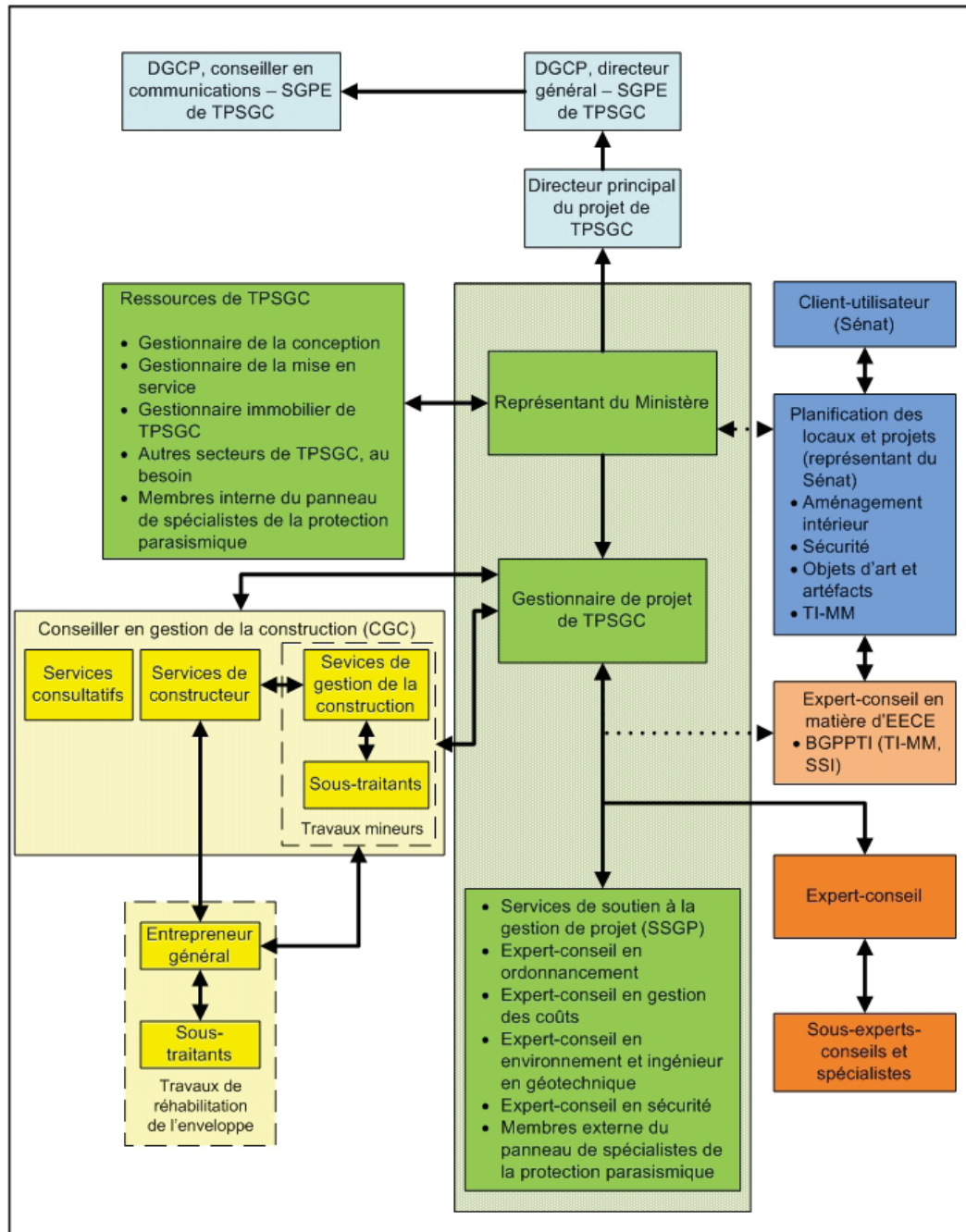
2 RÔLES ET RESPONSABILITÉS

2.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le projet doit être géré et réalisé dans un esprit de collaboration. Tous les membres de l'équipe de projet, y compris le CGC, doivent collaborer à chaque étape de la conception et de la construction afin d'assurer l'atteinte d'un résultat réussi et déterminant. Sous la direction du représentant du Ministère, tous les membres de l'équipe sont tenus d'établir et de maintenir des relations professionnelles, respectueuses et cordiales.

L'équipe de projet désigne les principaux représentants engagés dans la coordination et la réalisation du projet. Le représentant du Ministère dirige l'équipe de projet, laquelle est composée de membres représentant les responsables de la réalisation du projet. L'organigramme qui suit indique les liens organisationnels. Les lignes continues indiquent les rapports hiérarchiques fonctionnels. Les lignes pointillées représentent les rapports de communication relatifs au projet.

Schéma de l'équipe de projet



2.2 TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) administre le projet au nom de l'État et exerce un contrôle continu sur le projet pendant toutes les étapes de son élaboration. L'équipe de gestion de projet de TPSGC, l'expert-conseil, le CGC et les équipes du ministère utilisateur doivent collaborer à chaque étape du projet.

2.2.1 REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

Le représentant du Ministère est tenu de gérer les aspects techniques de ce projet.

Le représentant du Ministère doit faire ce qui suit :

- a) s'occuper directement du projet et répondre de son avancement;
- b) assurer le lien entre les intervenants et TPSGC, obtenir leurs exigences et les transmettre à l'expert-conseil en architecture et génie et au CGC;
- c) agir en tant que responsable technique du contrat et transmettre les exigences des clients;
- d) assurer la circulation de l'information entre le CGC, TPSGC, les intervenants, les occupants de l'édifice et l'expert-conseil en architecture et génie;
- e) agir en tant que responsable technique du contrat, coordonner l'approbation des documents de conception et des documents contractuels et transmettre les décisions (approbation ou refus) au CGC;
- f) assurer le lien avec les autorités contractantes.

2.2.2 RESSOURCES TECHNIQUES DE TPSGC

Les ressources d'architecture et de génie et la Direction de la conservation du patrimoine font partie de l'équipe technique de TPSGC. Elles passent en revue les exigences techniques selon la perspective des principales disciplines professionnelles d'architecture et de génie afin de garantir leur définition adéquate et leur bonne intégration aux étapes de la recherche, de la planification, de la conception et de la réalisation. À même l'équipe technique de TPSGC, l'équipe environnementale donne des conseils d'expert et veille à l'assurance de la qualité relativement aux principales questions en matière d'environnement et de développement durable, et ce, à toutes les étapes de la réalisation.

2.2.3 GESTIONNAIRE DE LA MISE EN SERVICE DE TPSGC

Le gestionnaire de la mise en service de TPSGC agit pour le compte du représentant du Ministère. Avec l'expert-conseil en architecture et génie, le CGC et les entrepreneurs généraux, il planifiera et examinera la réalisation des activités de mise en service.

2.2.4 EXPERTS-CONSEILS DE TPSGC

TPSGC embauche des entreprises tierces qui fournissent différents services consultatifs tout au long du projet. Le CGC doit coordonner ses services et coopérer avec ces entreprises afin de garantir une prestation transparente de tous les services liés au projet. Ces entreprises tierces comprendront notamment, mais non exclusivement les éléments suivants :

2.2.4.1 SERVICES DE SOUTIEN À LA GESTION DE PROJET (SSGP)

TPSGC a embauché une entreprise externe de services de soutien à la gestion de projet (SSGP) afin que l'équipe de gestion de projet de TPSGC ait du soutien à la gestion de projet ainsi que du soutien administratif. Les SSGP relèvent de l'équipe de gestion de projet de TPSGC et assureront un soutien quant à la gestion quotidienne du projet. Les SSGP contribueront au projet au sein de l'équipe de gestion de projet de TPSGC.

2.2.4.2 EXPERTS-CONSEILS EN ARCHITECTURE ET GÉNIE (A ET G)

TPSGC a fait appel à des entreprises d'experts-conseils en A et G qui prépareront les documents de conception et les documents du projet d'exécution (les documents d'exécution).

Réhabilitation extérieure : L'équipe d'experts-conseils en A et G est composée de l'expert-conseil principal, de sous-experts-conseils et de spécialistes qui possèdent une vaste expérience pertinente de la prestation de tous les services professionnels nécessaires au projet.

Expert-conseil en aménagement intérieur : TPSGC a fait appel à un expert-conseil en A et G distinct qui préparera les documents détaillés de conception et d'exécution visant certaines rénovations intérieures mineures qui ne sont pas liées au projet de réhabilitation extérieure. L'équipe est composée d'un expert-conseil principal, de sous-experts-conseils et de spécialistes qui possèdent une vaste expérience pertinente de la prestation de tous les services professionnels nécessaires aux travaux intérieurs.

2.2.4.3 EXPERT-CONSEIL EN COÛTS

TPSGC a embauché un expert-conseil en coûts externe qui assurera des services tiers d'estimation de projet et d'assurance de la qualité. L'expert-conseil en coûts passera en revue les estimations et les coûts présentés par le CGC et fera des commentaires.

2.2.4.4 EXPERT-CONSEIL EN ORDONNANCEMENT

TPSGC a embauché un expert-conseil externe en ordonnancement qui assurera des services tiers d'ordonnancement et d'assurance de la qualité et qui regroupera le calendrier de l'expert-conseil et les calendriers en construction du CGC dans un calendrier global de projet. L'expert-conseil en ordonnancement passera en revue tous les calendriers de construction présentés par le CGC et fera des commentaires.

2.2.4.5 EXPERT-CONSEIL EN GÉNIE ENVIRONNEMENTAL

TPSGC embauchera un expert-conseil externe en génie environnemental qui assurera des services d'aménagement de l'environnement et des services consultatifs dans le cadre du projet.

2.2.4.6 EXPERT-CONSEIL EN GÉNIE GÉOTECHNIQUE

TPSGC a embauché un expert-conseil externe en génie géotechnique qui fournira des services de conception géotechnique et des services consultatifs dans le cadre du projet.

2.2.4.7 EXPERT-CONSEIL EN SÉCURITÉ

TPSGC embauchera un expert-conseil externe en sécurité qui fournira directement au Sénat des services de conception de la sécurité et des services consultatifs dans le cadre du projet.

2.2.4.8 SPÉCIALISTES DE LA PROTECTION PARASISMIQUE

TPSGC a retenu les services de quatre spécialistes de la protection parasismique qui fourniront des services consultatifs et des services d'examen techniques pour la partie du projet liée à l'établissement du concept de renforcement de la protection parasismique.

2.3 AUTORITÉS COMPÉTENTES

Bien que le gouvernement fédéral ne reconnaisse pas officiellement la compétence d'autres ordres de gouvernement, il faut se conformer volontairement aux exigences de ces autres autorités, à moins d'avis contraire du représentant du Ministère. Les codes, les règlements, les règlements administratifs et les décisions des autorités compétentes doivent être respectés.

- a) En cas de divergence entre les autorités, l'autorité fédérale a préséance.
- b) En cas de divergence entre les règles, normes et règlements, les exigences les plus strictes doivent être respectées.
- c) Avec l'aide du représentant du Ministère et des experts-conseils, le CGC dressera la liste des autres autorités compétentes concernées par le projet.

2.3.1 AUTORITÉS COMPÉTENTES FÉDÉRALES

Il s'agit d'un projet national de grande envergure qui nécessitera un important investissement de fonds publics. La réhabilitation extérieure nécessitera de nombreux travaux touchant une structure (l'édifice de l'Est) d'une grande importance architecturale, historique et nationale. Aussi les examens de projet seront-ils rigoureux.

Le représentant du Ministère de même que les autorités précisées ci-après devront examiner les travaux en cours de façon continue. Il faut présenter des exposés officiels pour faire approuver la conception et le projet aux différentes phases de réalisation décrites dans les sections portant sur les services requis. Des exposés ponctuels devront être présentés devant divers comités et cadres supérieurs.

Vous trouverez ci-dessous une liste des autorités fédérales qui exigeront des exposés et des présentations aux fins d'approbation.

Le projet relève des autorités compétentes fédérales suivantes :

Autorité	Compétence du gouvernement fédéral
Conseil du Trésor du Canada	Approbation du projet et des marchés
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Pouvoir de dépenser associé au projet et approbation des marchés au sein des autorités ministérielles Respect des codes de sécurité incendie et de sécurité des personnes, à la demande du Conseil du Trésor
Le Sénat du Canada (client ou utilisateurs)	Programme fonctionnel Exigences et normes de sécurité

	Responsable technique – EECE et sécurité Approbation de la conception – questions concernant le Sénat Exigences fonctionnelles
Comité consultatif sur l'examen de projets de TPSGC	Gestion de projet et assurance de la qualité
Commission de la capitale nationale (CCN)	Approbation fédérale de la conception et de l'utilisation des terrains, palissade, conception de l'immeuble
Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP)	Approbation destinée à garantir la mise en œuvre d'une conception respectant les lignes directrices établies en matière de conservation du patrimoine
Environnement Canada	Programme de gestion de la conformité environnementale (PGCE)

2.3.2 AUTORITÉS PROVINCIALES ET MUNICIPALES, ET AUTRES AUTORITÉS COMPÉTENTES

TPSGC se conformera volontairement aux lois et règlements de l'Ontario sur la santé et la sécurité dans le secteur du bâtiment, ainsi qu'aux règlements canadiens connexes sur la santé et la sécurité au travail.

Autorité	Compétence
Ministère du Travail de l'Ontario	Normes d'emploi Sécurité du chantier Gestion des substances désignées Indemnisation des travailleurs
Ministère de l'Environnement de l'Ontario	<i>Loi sur la protection de l'environnement</i> : règlements sur les 3R Émissions dans l'air, l'eau et le sol de matières provenant de l'édifice Élimination des substances désignées, notamment

	l'amiante
Ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario – Commission des normes techniques et de la sécurité	Monte-matériaux Ascenseurs, escaliers mécaniques, petits monte-charges Appareils à pression et réservoirs de carburant
Ville d'Ottawa	Présentations de la planification et de la conception aux fins d'information Permis et inspection relatifs à la construction, à la démolition et à la plomberie Sécurité incendie, équipement et accès au matériel d'incendie Comité consultatif sur le patrimoine bâti d'Ottawa, Comité de l'urbanisme et Conseil municipal Permis d'occupation
Office de la sécurité des installations électriques	Permis d'électricité et inspection

2.3.3 LOIS, RÈGLEMENTS, NORMES ET INSPECTIONS À L'ÉCHELLE PROVINCIALE

Le gouvernement fédéral l'emporte sur les autorités provinciales et municipales, sauf en ce qui concerne les règlements, les normes et les inspections notés ci-après. À moins d'avis contraire du représentant du Ministère, le CGC doit :

- a) respecter l'ensemble des lois et des règlements provinciaux qui s'appliquent en matière de santé et de sécurité dans le domaine de la construction, ainsi que le *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*;
- b) respecter les exigences de l'Ontario en ce qui concerne :
 - i. les normes d'emploi,
 - ii. la sécurité du chantier,
 - iii. la gestion des substances désignées,
 - iv. l'indemnisation des travailleurs;

- c) respecter les exigences de l'autorité gouvernementale;
- d) respecter les règlements relatifs aux émissions dans l'air, l'eau et le sol de matières provenant de l'édifice;
- e) éliminer les substances désignées, notamment l'amiante;
- f) respecter les règlements municipaux, les autres règlements, les normes et les inspections;
- g) offrir, au besoin, un soutien à l'expert-conseil pour résoudre les problèmes relatifs aux permis de construction.

3 SERVICES D'ADMINISTRATION DU PROJET

3.1 PROPOSITIONS PRÉSENTÉES À TPSGC

Pour toutes les propositions requises en vertu de ce contrat, trois (3) copies papier doivent être fournies dans un format facilitant la lecture et la compréhension des renseignements transmis, ainsi qu'une (1) copie électronique dans le format d'origine non protégé et une (1) copie électronique en format de document portable (*.pdf), à moins d'avis contraire.

3.2 COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Tous les membres de l'équipe, dont TPSGC, les experts-conseils, le CGC et les entrepreneurs généraux, doivent être en mesure de communiquer par courriel.

Les logiciels acceptés (version 10 minimum) sont :

- a) pour les rapports écrits et les études : MS Word (*.doc);
- b) pour les tableurs et les budgets : MS Excel (*.xls);
- c) pour les exposés : MS Power Point (*.ppt);
- d) pour les calendriers : Primavera P6;
- e) pour les dessins : AutoCAD (*.dwg);
- f) pour les devis : MS Word (*.doc);
- g) pour le Web : Adobe PDF, HTML, Macromedia Flash.

Il s'agit d'un projet à long terme dont la réalisation s'étendra sur environ huit ans. Au fil du projet, le CGC jugera peut-être nécessaire de mettre à niveau certains logiciels utilisés. Dans de tels cas, il incombe au CGC d'informer TPSGC de telles mises à niveau des logiciels par écrit, de s'assurer que la nouvelle version du logiciel est rétrocompatible avec la version antérieure utilisée dans le cadre du projet, et que toute la documentation du projet créée avec la version antérieure du logiciel soit lisible dans la version mise à niveau. TPSGC n'assume pas les frais associés à de telles mises à niveau des logiciels ni les frais associés à la rétrocompatibilité de tout logiciel utilisé par le CGC dans le cadre du projet.

3.3 VOIES DE COMMUNICATION

Remis par le représentant du Ministère, le protocole de communications du projet doit être appliqué et suivi par le CGC. Toute correspondance relative à ce projet doit être transmise selon les directives du représentant du Ministère. Il est interdit de communiquer directement avec les autres intervenants du projet, à moins d'avis contraire du représentant du Ministère.

Toutes les communications doivent comprendre le nom et le numéro du contrat ainsi que le titre et le numéro du projet de TPSGC. La date doit être indiquée selon le format suivant : JJ-MM-AAAA (ex. : 23 juillet 2013).

3.4 RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Aucun employé du CGC ni aucun de ses sous-traitants ne doit communiquer avec les médias, à moins d'avis contraire du représentant du Ministère. Si des journalistes ou toute autre personne communiquent avec le CGC, ce dernier doit immédiatement les diriger vers le représentant du Ministère. Il ne doit jamais publier des renseignements relatifs au projet ou au contrat ni accepter que de tels renseignements soient publiés sans l'autorisation écrite du représentant du Ministère.

3.5 RELATIONS PUBLIQUES

Étant donné l'emplacement et la valeur historique de l'édifice visé, la population canadienne devra être tenue au courant de l'état d'avancement des travaux de construction. Le CGC devra coordonner toute activité de communication menée sur le chantier et assurer l'application des règlements en matière de santé et de sécurité auprès de tout employé de l'entreprise de communication et de tout visiteur accédant au chantier.

3.6 RAPPORTS ET DOCUMENTS RELATIFS AU CHANTIER DE CONSTRUCTION

3.6.1 RAPPORT MENSUEL

Le CGC doit produire et présenter un rapport mensuel tout au long du projet. Le rapport mensuel doit être structuré en différentes parties correspondant aux services offerts dans le cadre des services consultatifs, des services de constructeur et des services de gestion de la construction.

Dans les 30 jours civils suivant l'attribution du marché, le CGC doit présenter l'ébauche de la structure du rapport mensuel aux fins d'examen par le représentant du Ministère. Il pourrait avoir à présenter une nouvelle version à faire approuver. Cette structure doit être reprise dans tous les rapports mensuels ultérieurs.

Le rapport mensuel accompagnera chaque demande de paiement mensuel du CGC. La demande sera refusée si le rapport n'y est pas joint. Ce rapport fournira une structure

destinée à la documentation, au suivi du projet et aux rapports, et ce, tout au long de la réalisation du projet, aux fins d'examen et d'acceptation par le représentant du Ministère.

Le rapport mensuel du CGC doit comprendre, au minimum, les éléments suivants :

- a) la section « Rapports des services consultatifs » :
 - i. la section « Portée » :
 - résumé de l'état du projet,
 - résumé des services consultatifs offerts pendant le mois,
 - plan de réalisation des travaux de construction, y compris les mises à jour,
 - résumé des difficultés et des points saillants du projet;
 - ii. la section « Coûts » (reportez-vous aux sections sur les services requis);
 - iii. la section « Calendrier » (reportez-vous aux sections sur les services requis);
 - iv. la section « Risques » (reportez-vous aux sections sur les services requis);
 - v. la section « Qualité » (reportez-vous aux sections sur les services requis);
 - vi. la section « Surveillance de la construction » (reportez-vous aux sections sur les services requis).
- b) la section « Rapports de services de gestion de la construction » (cette section rend seulement compte des travaux de construction réalisés par le CGC) :
 - i. une facture récapitulative;
 - ii. la section « Facturation », divisée par dossier d'appel d'offres, puis détaillée par corps de métier;
 - iii. les dépenses à ce jour, y compris toutes les autorisations de modification, de façon à comparer les budgets d'origine pour chaque corps de métier avec les coûts prévus, y compris les imprévus;
 - iv. la section « Santé et sécurité » (reportez-vous aux sections sur les services requis);
 - v. la section « Surveillance de la construction » (reportez-vous aux sections sur les services requis).
- c) la section « Rapports du constructeur » :
 - i. la section « Santé et sécurité » (reportez-vous aux sections sur les services requis);
 - ii. un registre des incidents à jour;
 - iii. une liste de demandes d'accès au chantier.

3.6.2 DOCUMENTS AU CHANTIER

Dans les cas où le CGC est tenu de réaliser les travaux (section 4.2, Services de gestion de la construction), il doit conserver quotidiennement sur le chantier tous les contrats, les échantillons, les achats, les matériaux, l'équipement, les manuels d'exploitation et d'entretien, les directives et autres documents liés aux travaux, y compris les nouvelles versions des documents en question. Ces documents doivent être mis à la disposition du représentant du Ministère en tout temps.

3.7 ACCEPTATION DES PRODUITS LIVRABLES

Bien que TPSGC reconnaisse les obligations du CGC de répondre aux exigences du projet, le processus de réalisation du projet autorise TPSGC à examiner tout travail. Le Ministère se réserve le droit de refuser les travaux non voulus ou insatisfaisants. Le CGC doit faire accepter tous les produits livrables requis dans le cadre du projet par le représentant du Ministère.

L'acceptation signifie que, à la suite d'un examen général des travaux en fonction de critères particuliers, les travaux sont jugés conformes aux pratiques et aux objectifs gouvernementaux et ministériels, et que les objectifs généraux du projet semblent avoir été atteints.

L'acceptation ne libère aucunement le CGC de sa responsabilité relative aux travaux et à la conformité du contrat. L'acceptation n'empêche pas le rejet de travaux jugés insatisfaisants lors d'un examen ultérieur.

3.8 MANUEL DES PROCÉDURES RELATIVES AU PROJET

En collaboration avec le représentant du Ministère, le CGC doit rédiger un manuel de procédures relatives au projet à appliquer lors la réalisation des principales activités du projet. Le manuel comprendra une description précise des procédures, des rôles, des responsabilités, des niveaux d'autorité et des systèmes d'information applicables à la réalisation du projet. En outre, il comprendra une présentation détaillée des processus et des exemples de formulaires. Le manuel doit être structuré en différentes parties de façon à refléter les services offerts dans les trois catégories de services : les services consultatifs, les services de gestion de la construction et les services de constructeur.

Le manuel de procédures relatives au projet précisera les processus et les méthodes à utiliser pour :

- a) section des services consultatifs :

- i. préparer, surveiller et tenir à jour le plan des coûts, les dépenses, les autorisations de modification et le flux de trésorerie, y compris les modifications aux coûts de construction imprévus (reportez-vous à la section 4.1.5);
 - ii. préparer, surveiller et tenir à jour le plan de réalisation des travaux de construction (reportez-vous à la section 4.1.5);
 - iii. préparer, surveiller et tenir à jour le calendrier principal de construction;
 - iv. mettre à jour les risques du projet (reportez-vous à la section 4.1.7);
 - v. gérer les communications entre les membres de l'équipe de projet d'après leurs rôles, leurs responsabilités et leur pouvoir, et tenir une liste des réunions, de leur fréquence, de leur type, etc.;
 - vi. gérer la correspondance, les rapports et les dossiers relatifs au rendement;
 - vii. envoyer la correspondance par voie électronique.
- b) section des services de gestion de la construction :
- i. tenir à jour les dossiers relatifs au projet;
 - ii. mettre en œuvre un programme d'assurance de la qualité;
 - iii. présenter une section « Facturation » divisée par dossier d'appel d'offres, puis détaillée par corps de métier;
 - iv. présenter toutes les dépenses à ce jour, y compris toutes les autorisations de modification, de façon à comparer les budgets d'origine pour chaque corps de métier avec les coûts prévus, y compris les coûts imprévus;
 - v. préparer, examiner et soumettre les dessins d'atelier;
 - vi. consigner le processus d'examen et d'approbation des contrats découlant des appels d'offres et des autorisations de modification;
 - vii. pendant les travaux de construction, tenir un registre (reportez-vous à la section 4.7) des problèmes et des décisions modifiant le calendrier, le budget, la portée ou la qualité, et ce, en précisant le nom des personnes et en indiquant la date et le lieu des réunions au cours desquelles les décisions ont été prises.
- c) section des services de constructeur :
- i. préparer, surveiller et tenir à jour le plan de santé et de sécurité propre au site;
 - ii. préparer, surveiller et tenir à jour le plan d'orientation et de formation du site;
 - iii. préparer, surveiller et tenir à jour les procédures de signalement d'intervention en cas d'incident;
 - iv. préparer, surveiller et tenir à jour les procédures et les processus de sécurité du chantier et de contrôle de l'accès au chantier.

3.9 RÉUNIONS

Les réunions régulières précisées dans les pages qui suivent seront organisées durant le projet. Consultez les sections 4, 5 et 6 portant sur les services requis du présent document afin de

connaître la fréquence et l'échéance des réunions. Des réunions non régulières devront être prévues conformément aux sections portant sur les services requis. Sauf indication contraire, toutes les réunions seront d'une durée de quatre heures.

3.9.1 RÉUNIONS DE L'ÉQUIPE PRINCIPALE SUR LE PROJET

Le représentant du Ministère présidera ces réunions, qui visent à coordonner et à diriger les activités du projet. Ces réunions se tiendront dans les bureaux de TPSGC au centre-ville d'Ottawa. L'expert-conseil en architecture et génie rédigera et distribuera les comptes rendus.

Ces réunions varieront en fonction de l'étape du projet, mais l'équipe comprendra habituellement le représentant du Ministère (et d'autres membres), des représentants du client ou des utilisateurs, le CGC ainsi que l'expert-conseil en architecture et génie. Les autres membres de l'équipe de gestion de la construction doivent participer à ces réunions en fonction des difficultés et des travaux visés.

Les réunions doivent permettre de réaliser les tâches suivantes :

- a) surveiller l'avancement du projet par rapport aux objectifs et aux exigences;
- b) surveiller l'avancement du projet par rapport à la portée, au calendrier et aux coûts du projet approuvés;
- c) assurer la communication entre tous les participants et traiter les questions spéciales;
- d) assurer la coordination avec les occupants de l'immeuble;
- e) veiller à la coordination des activités de construction et de mise en service avec le client ou les utilisateurs et avec le gestionnaire immobilier de TPSGC.

3.9.2 RÉUNIONS SUR LA CONCEPTION DU PROJET

Le CGC doit participer à toutes les réunions sur la conception du projet, y compris celles consacrées aux travaux de réhabilitation extérieure et aux travaux mineurs à l'intérieur. Le représentant du Ministère présidera ces réunions afin de coordonner et de diriger les activités du projet. Ces réunions se tiendront dans les bureaux de TPSGC au centre-ville d'Ottawa selon la fréquence établie dans les sections du contrat portant sur les services requis.

L'expert-conseil en architecture et génie doit rédiger et distribuer les comptes rendus ainsi que créer et tenir à jour une liste des mesures de suivi et des questions en suspens, et il doit joindre cette liste aux comptes rendus distribués. Le CGC doit examiner et suivre tout problème non réglé ou mesure à prendre qui lui incombe, en plus de fournir de la rétroaction, au besoin.

Le représentant du Ministère (et d'autres membres de TPSGC), l'expert-conseil en architecture et génie, les sous-experts-conseils, selon les travaux en question, ainsi que le CGC doivent être présents à ces réunions. Les représentants du client ou des utilisateurs doivent participer à certaines réunions à la demande du représentant du Ministère lorsqu'il est jugé approprié.

Les réunions doivent permettre de réaliser les tâches suivantes :

- a) surveiller l'avancement de la conception du projet par rapport aux objectifs, à la portée, aux coûts et à l'échéance du projet;
- b) assurer la communication entre tous les participants;
- c) gérer les questions spéciales;
- d) réaliser une assurance de la qualité et assurer une coordination efficaces;
- e) assurer la coordination de la conception entre toutes les disciplines.

3.9.3 RÉUNIONS SUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Durant la construction, le CGC doit participer à toutes les réunions sur les travaux de construction qui seront tenues au chantier ou dans les bureaux de TPSGC au centre-ville d'Ottawa. La fréquence de ces réunions doit être conforme aux sections pertinentes sur les services requis du présent cadre de référence. Le CGC doit présider l'ensemble des réunions sur les travaux de construction, notamment celles consacrées aux travaux de réhabilitation de l'enveloppe extérieure entrepris par des entrepreneurs généraux distincts. Le CGC doit consigner les points discutés, les risques soulevés et les décisions prises, ainsi que préparer et distribuer le compte rendu dans les deux jours ouvrables suivant les réunions. Le CGC doit revoir les comptes rendus des réunions sur les travaux de construction au besoin, selon les commentaires fournis par l'équipe de projet. Il doit également faire le suivi de tout problème non réglé ou mesure à prendre qui lui incombe.

Les réunions concernant les travaux de construction participent aux objectifs suivants :

- a) surveiller l'avancement des travaux par rapport aux dessins, au devis et au calendrier;
- b) assurer la communication entre tous les participants;
- c) traiter les questions qui se rapportent au chantier;
- d) veiller à la coordination efficace des questions se rapportant au chantier avec les occupants de l'édifice;
- e) assurer la coordination sur le chantier de toutes les disciplines;
- f) coordonner les activités de mise en service et de construction avec le gestionnaire immobilier de TPSGC et les occupants;

- g) faire le suivi de la situation concernant les modifications, les dessins d'atelier, les essais, les soumissions d'échantillons et les mesures correctrices qui suivent les travaux insatisfaisants.

3.9.4 RÉUNIONS TECHNIQUES ET RÉUNIONS D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Tout au long du projet, un certain nombre de réunions techniques et d'évaluation des soumissions seront tenues à la fréquence décrite aux sections pertinentes sur les services requis du présent cadre de référence. Ces réunions se tiendront dans les bureaux de TPSGC au centre-ville d'Ottawa. Le CGC doit participer à toutes ces réunions, revoir les comptes rendus, formuler des commentaires au besoin et effectuer le suivi de tout problème non réglé ou mesure à prendre qui lui incombe. L'expert-conseil en architecture et génie présidera ces réunions et en rédigera les comptes rendus.

Ces réunions sont les suivantes :

- a) Les **réunions techniques** nécessiteront la présence du CGC, de l'expert-conseil en architecture et génie, des principaux spécialistes, des membres des disciplines pertinentes et de TPSGC.
- b) Les **réunions de soumission et d'exposé** nécessiteront la présence de l'expert-conseil en architecture et génie, des principaux sous-experts-conseils et du CGC. Ces réunions et ces exposés permettent aux intervenants et à la haute direction de participer au processus.
- c) Les **réunions d'examen de la conception de l'assurance de la qualité** auront lieu à la suite des soumissions des principaux experts-conseils, soit en général moins de quatre semaines suivant la date de la soumission. Lors de ces réunions, tous les commentaires des divers intervenants du projet sur l'examen de la conception seront passés en revue. Le CGC, l'expert-conseil en architecture et génie, les principaux sous-experts-conseils et les membres des disciplines pertinentes doivent participer à ces réunions.

3.9.5 ATELIERS

Aux diverses étapes du projet, le représentant du Ministère organisera des ateliers. Ces derniers prendront la forme de séances de travail visant à discuter de méthodes de conception et de sujets techniques précis, de stratégies de réalisation du projet et des difficultés propres au projet. La participation à ces ateliers et à ces réunions est exigée du représentant du Ministère (et d'autres membres de TPSGC), du CGC, de l'expert-conseil en architecture et génie, des principaux sous-experts-conseils, des représentants du client ou des utilisateurs au besoin ainsi que, dans certains cas, des experts tiers à la demande

de TPSGC. Ces ateliers auront lieu à la fréquence décrite aux sections pertinentes sur les services requis du présent cadre de référence.

- a) **Ateliers sur la constructibilité** : Le CGC doit organiser et mener les ateliers sur la constructibilité. Le CGC jouera un rôle actif lors de ces ateliers visant à aborder les sujets suivants : la constructibilité, le plan de réalisation, y compris les contraintes associées au chantier, le calendrier et les coûts. En vue de chacun des ateliers, le CGC doit produire un rapport d'examen de la constructibilité dans lequel il consigne tous les problèmes cernés, les solutions possibles et recommandées, les décisions prises ainsi que tout problème à régler. Le rapport doit être publié dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'atelier. Ces ateliers dureront une journée complète et ils auront lieu durant les étapes de l'avant-projet et du projet d'exécution.
- b) **Ateliers sur l'ingénierie de la valeur** : Les ateliers sur l'ingénierie de la valeur seront organisés et présidés par un tiers indépendant embauché par TPSGC. Le CGC doit participer activement à ces ateliers visant à aborder les sujets suivants : les autres moyens et méthodes de construction possibles, les autres plans de réalisation possibles, y compris les contraintes associées au chantier, le calendrier et les coûts. Ces ateliers dureront une journée complète et ils auront lieu durant les étapes de l'avant-projet et du projet d'exécution.
- c) **Ateliers sur la conception parasismique** : les ateliers sur la conception parasismique seront organisés et présidés par le représentant du Ministère. Ces ateliers prendront la forme de séances de travail visant à discuter de sujets relatifs à la conception parasismique ainsi que des méthodes de conception. Le représentant du Ministère (et d'autres membres de TPSGC), le CGC, l'expert-conseil en architecture et génie, les principaux sous-experts-conseils et, à la demande de TPSGC, les experts tiers en matière de séismes doivent participer à ces ateliers. Ceux-ci dureront une demi-journée et ils auront lieu durant les étapes de l'avant-projet et du projet d'exécution.
- d) **Ateliers sur la coordination des coûts et du calendrier** : Durant les étapes de l'avant-projet et du projet d'exécution, il est nécessaire de mettre à jour le budget et le calendrier du projet selon l'avancement de ces étapes. Ces ateliers seront organisés et présidés par le représentant du Ministère. Un exposé sommaire des documents d'avant-projet et d'exécution y sera présenté afin d'assurer une compréhension commune des documents et d'ainsi obtenir des mises à jour précises du calendrier et du budget. Le représentant du Ministère (d'autres membres de l'équipe), le CGC, l'expert-conseil en architecture et génie, les principaux sous-experts-conseils ainsi que les experts-conseils de TPSGC en ordonnancement et en coûts doivent participer à ces ateliers. Ceux-ci dureront une journée complète et ils auront lieu durant les étapes de l'avant-projet et du projet d'exécution.

- e) **Séances de gestion des risques :** Le CGC doit participer à des séances de gestion des risques d'une demi-journée, qui auront lieu environ tous les six (6) mois durant le projet. Ces séances d'une demi-journée seront organisées et présidées par le représentant du Ministère.
- f) **Ateliers sur les leçons apprises :** Le CGC doit participer à des ateliers sur les leçons apprises d'une demi-journée qui seront organisés et présidés par le représentant du Ministère. L'expert-conseil en architecture et génie prendra en note tous les problèmes et les leçons apprises et il préparera et distribuera les documents sur les leçons apprises.

Des ateliers sur les leçons apprises auront lieu durant les étapes de conception et des travaux de construction du projet.

- i. Étapes de conception : Durant les étapes de conception du projet, certains ateliers sur les leçons apprises porteront sur l'intégration des leçons apprises dans le cadre de projets semblables réalisés sur la Colline du Parlement, de même que des leçons apprises au cours des activités de présélection et d'enquête effectuées.
 - ii. Étapes des travaux de construction : Les travaux seront accomplis en sous-phases de construction distinctes, chacune avec son propre jeu de documents d'exécution. De cette façon, les leçons tirées à chacune des sous-phases enrichiront les jeux de documents subséquents. L'objectif est de consigner les leçons tirées de problèmes survenus à la construction et de les utiliser afin de créer les documents d'avant-projet et d'exécution des sous-phases de construction subséquentes.
 - iii. Achèvement du projet : À la fin de la sous-phase 3 de la construction, on organisera un dernier atelier sur les leçons apprises qui permettra d'incorporer et de mettre à jour toutes les leçons apprises tout au long du projet.
- g) **Ateliers sur la stratégie relative à l'ordre des déménagements :** L'objectif de ces ateliers est d'élaborer une stratégie relative à l'ordre des déménagements des occupants de l'édifice à vider ainsi que de libérer certaines zones afin de faciliter les travaux tout au long des phases de construction. Les bureaux situés dans les zones touchées directement par les travaux de réhabilitation de l'enveloppe extérieure doivent être libérés de manière séquentielle. Les principales ressources de l'expert-conseil en architecture et génie, le CGC et les représentants de TPSGC et du client ou des utilisateurs doivent participer à ces ateliers.

3.9.6 SÉANCES DE PARTENARIAT ET DE CRÉATION D'ESPRIT D'ÉQUIPE

TPSGC a l'intention de développer une culture de partenariat pendant les phases de conception et de construction du projet. Le partenariat est un processus de collaboration

et de travail d'équipe qui vise à améliorer la communication et la compréhension parmi les intervenants du projet dans l'atteinte d'un but commun. Bien que le contrat établisse les obligations des parties, le processus de partenariat vise à créer des relations de travail fructueuses qui permettront de maximiser les retombées au regard du projet grâce aux connaissances et à l'expérience de l'ensemble des intervenants. Parallèlement, le processus permet à l'ensemble des intervenants de maximiser les retombées dont ils peuvent bénéficier dans le cadre de ce même projet. S'il est fructueux, le processus de partenariat permet d'améliorer l'efficacité, la qualité, la ponctualité et l'ambiance de travail au sein de l'équipe. Les membres de l'équipe du CGC, incluant les représentants de la haute direction de l'entreprise, devront participer aux séances de partenariat. Des représentants de TPSGC, du client ou des utilisateurs, l'expert-conseil et d'autres parties participeront également aux séances de partenariat.

TPSGC fera appel à un tiers, qu'il rémunérera, comme animateur de ces séances.

Un atelier d'un (1) jour de partenariat en construction sera organisé pendant la phase de conception et trois (3) séances distinctes d'un (1) jour seront organisées durant l'étape des travaux de construction. Ces dernières se tiendront au début de chacune des sous-phases de construction. Ces ateliers se tiendront dans la région de la capitale nationale.

SERVICES REQUIS (Section 4)

4 SERVICES REQUIS AU CONTRAT

Les services requis indiqués ci-après s'appliquent à l'ensemble de la portée des travaux associés au projet, incluant les travaux majeurs de réhabilitation à l'extérieur ainsi que les travaux mineurs à l'intérieur et les travaux communs figurant à la Division 1.

Le CGC doit fournir les services suivants :

4.1 SERVICES CONSULTATIFS

4.1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Les services consultatifs sont requis tout au long de l'étape de conception du projet (y compris la conception schématique et l'avant-projet) ainsi que de l'étape de production des documents d'exécution de la première sous-phase de construction et de l'appel d'offres associé à ces documents.

Le CGC doit fournir les services consultatifs suivants à l'équipe de projet :

- a) informer TPSGC et les autres membres de l'équipe de conception des conditions de travail et des questions d'approvisionnement qui demeurent d'actualité pendant toute la durée du projet;
- b) faciliter les communications et la coordination entre les autorités gouvernementales, les services publics et les autres autorités compétentes;
- c) donner des conseils sur la répartition des lots de travaux et l'ordonnancement des travaux de conception pour respecter le calendrier et les objectifs de coût;
- d) donner des conseils liés à la conception et réaliser des examens de la constructibilité;
- e) fournir tout le personnel nécessaire, en plus du personnel clé, requis pour réaliser les services et les tâches prévus dans le présent cadre de référence;
- f) faire le nécessaire pour conserver les personnes qui jouent un rôle de premier plan;
- g) assurer le maintien de l'effectif nécessaire pour fournir les services requis en vertu du contrat;
- h) comprendre parfaitement les exigences du projet, y compris la portée, le budget et le calendrier, ainsi que les obligations connexes décrites dans le présent cadre de référence;

- i) travailler de manière constructive, selon une approche favorisant la collaboration et la coopération, en veillant à ce que tous les membres de l'équipe contribuent au projet de manière compétente et en temps opportun;
- j) en ce qui concerne les communications, le représentant du Ministère a élaboré un protocole qui régira toutes les communications relatives au projet. Le CGC doit se conformer au protocole établi;
- k) coordonner la rédaction des documents d'exécution avec l'expert-conseil en architecture et génie, donner des conseils et de la rétroaction sur la consignation des exigences contractuelles afin de réduire au minimum les répercussions sur le coût et le calendrier durant la réalisation des travaux;
- l) à la demande du représentant du Ministère, fournir de la rétroaction et des conseils sur les demandes de modification du prix contractuel et rédiger une opinion écrite équitable et raisonnable au sujet de ces demandes;
- m) assurer une liaison avec les entrepreneurs généraux qui réalisent les travaux de réhabilitation à l'extérieur et présenter à TPSGC des recommandations éclairées en ce qui a trait à l'avancement des travaux, au rendement et aux risques liés aux coûts et aux échéanciers.

4.1.2 PERSONNEL CLÉ DE L'ÉQUIPE DE CONSEILLERS

Le personnel clé suivant doit former l'essentiel de l'équipe de conseillers du CGC :

- a) Directeur de projet : Cette personne représente le chef de l'équipe du CGC et elle coordonne l'ensemble du personnel du CGC dans la prestation des services comme il est décrit dans le présent cadre de référence. Elle fournit également la majorité des services consultatifs décrits dans la présente section.
- b) Surintendant du chantier : Cette personne doit fournir des services consultatifs en construction en ce qui concerne l'examen de la constructibilité liée aux soumissions de l'expert-conseil. Il doit également donner des conseils sur la gestion des risques, le plan de réalisation des travaux de construction et autres sujets lorsqu'une expérience directe en construction est requise.
- c) Agent d'ordonnancement : Cette personne est principalement responsable de fournir les services d'ordonnancement décrits dans le présent cadre de référence, y compris donner des conseils lorsqu'une expérience directe d'ordonnancement de travaux de construction est requise.
- d) Estimateur : Cette personne est principalement responsable de fournir les services d'établissement des coûts décrits dans le présent cadre de référence, y compris donner des conseils lorsqu'une expérience directe en estimation de travaux de construction est requise.

Les autres postes de l'équipe du CGC qui ne sont pas décrits dans la présente section et qui sont nécessaires à la prestation des services requis décrits dans le présent cadre de référence doivent être pourvus par le CGC.

4.1.3 DÉLAI DE RÉPONSE

Il est exigé dans le cadre du présent contrat que le personnel clé du CGC soit disponible pour assister à des réunions ou répondre rapidement aux demandes de renseignements. Durant le projet, le personnel clé du CGC jouant un rôle de conseiller doit pouvoir assister aux réunions et répondre aux demandes de renseignements, et ce, à un jour ouvrable d'avis.

4.1.4 PLAN DE RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Le CGC doit élaborer et mettre à jour le plan de réalisation des travaux de construction du projet, qui décrit l'ordre des travaux. Ce document présente la stratégie de réalisation de tous les travaux de construction du projet. Le CGC collaborera étroitement avec l'expert-conseil en architecture et génie, TPSGC et d'autres intervenants du projet au besoin dans l'élaboration du plan de réalisation des travaux de construction du projet. Ce plan doit au moins comprendre :

- a) le plan du chantier, y compris les plans des palissades du chantier, les aires de dépôt, le plan d'accès du personnel, le plan de circulation des matériaux et tout autre besoin logistique associé à la conception et à la gestion du chantier;
- b) le plan de gestion de la circulation qui indique le flux de véhicules et de piétons sur le chantier et aux alentours de celui-ci, y compris la coordination des plans de gestion de la circulation d'autres projets de construction adjacents. Le CGC doit soumettre une ébauche du plan pour chacune des sous-phases de construction aux fins d'examen et d'approbation de la part du représentant du Ministère. Ces ébauches doivent être remises au moins six (6) mois avant le début des travaux de chaque sous-phase. Il doit le revoir et le soumettre à nouveau aux fins d'approbation, au besoin. Pour obtenir plus de renseignements, consultez la section 6.5;
- c) l'ordre des travaux de construction afin de répartir le travail entre les trois sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure ainsi que de coordonner les travaux mineurs à l'intérieur;
- d) la répartition des appels d'offres qu'il faut lancer afin de respecter l'ordre des travaux de construction et d'appuyer la séparation logique des lots de travaux entre les trois entrepreneurs généraux et le CGC dans le cadre du mandat des services de gestion de la construction;
- e) la coordination de l'ordre de déménagement des occupants;

- f) le plan des palissades intérieures, harmonisé avec l'ordre des déménagements des occupants et l'ordre des travaux de construction;
- g) le plan de sécurité et de contrôle de l'accès au chantier. Pour obtenir plus de renseignements, consultez la section 6.4;
- h) les exigences des occupants;
- i) la façon d'assurer la coordination avec les autres travaux de construction, notamment tout travail entrepris par le CGC dans le cadre des services de gestion de la construction, tout autre travail exécuté dans l'édifice de l'Est (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur) et tout autre travail de construction ayant lieu sur la Colline du Parlement.

4.1.5 SERVICES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

Les exigences en matière de contrôle des coûts occupent une grande importance dans le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est. La planification et le contrôle des coûts constituent un processus continu et interactif qui comprend la planification, l'action, la mesure, l'évaluation et la révision.

Le CGC est responsable de fournir des services indépendants d'estimation des coûts de travaux de construction dans le cadre de ce projet en s'appuyant sur les observations formulées par l'expert-conseil en architecture et génie, le représentant de TPSGC et l'expert-conseil tiers en coûts choisi par TPSGC. Le CGC doit également fournir des services consultatifs d'analyse de toutes les estimations de coûts remises par les experts-conseils et de tous les coûts liés à des autorisations de modifications soumises par des entrepreneurs embauchés par TPSGC pour réaliser les travaux.

Le CGC doit fournir des services d'établissement et de contrôle des coûts relatifs à tous les aspects du projet et des travaux jusqu'à l'achèvement du contrat. Ces services doivent au moins comprendre les tâches suivantes :

- a) revoir les estimations de coûts soumises par les experts-conseils et fournir des commentaires écrits; fournir des conseils et participer au rapprochement des estimations des experts-conseils avec le budget du projet;
- b) soumettre des rapports mensuels sur les coûts (consultez la section 4.1.5.2);
- c) établir un programme de contrôle des coûts, et préparer et mettre à jour des prévisions des flux de trésorerie pour le projet, d'après les estimations rapprochées;
- d) en respectant les limites des coûts de construction estimés, établir des estimations pour les lots de travaux de même que formuler et consigner des hypothèses pour les travaux qui ne sont pas encore définis. Il soumet ensuite ces hypothèses à l'examen du représentant du Ministère. Les estimations doivent être mises à jour et peaufinées aux fins d'approbation par le représentant du Ministère. L'objectif consiste à faire en

sorte que, tout le long du projet, une estimation complète des coûts de construction tenant compte de tous les aspects du projet, même ceux qui ne sont pas entièrement définis ou qui ne font encore partie d'aucun lot de travaux précis, ait été établie;

- e) collaborer avec l'expert-conseil en coûts de TPSGC retenu par le représentant du Ministère pour agir comme mètreur-vérificateur professionnel indépendant, coordonner l'ensemble du budget et des renseignements sur les estimations avec lui, et répondre aux questions de l'expert-conseil en coûts;
- f) discuter de questions comme l'inflation, les conventions collectives, les conditions du marché et les facteurs de risques avec le représentant et l'expert-conseil en coûts de TPSGC et faire part de son opinion sur ces questions. Ces discussions devraient faire partie du processus d'estimation des coûts. Le CGC doit également consigner les allocations attribuées à la suite de l'estimation des coûts;
- g) examiner tous les renseignements reçus et visiter le chantier au besoin pendant la durée du contrat afin de se familiariser, notamment, avec les conditions du chantier, l'accès à ce dernier et les progrès qui y sont réalisés. Pour établir les niveaux de prix, il faut analyser la conjoncture locale quant à la population active et à l'offre de matériaux, les pratiques locales dans le domaine des appels d'offres et la concurrence. Le CGC doit également joindre au rapport mensuel fourni à TPSGC un rapport imprimé mensuel faisant état du détail de ce travail de recherche;
- h) dès qu'un problème propre au projet survient, informer immédiatement par écrit le représentant du Ministère et l'expert-conseil en architecture et génie. Il doit recommander des mesures pour que les coûts de construction estimés soient respectés;
- i) intégrer un vaste éventail de techniques de calcul des coûts au processus d'estimation des coûts, en particulier les techniques expliquées ci-dessous :
 - i. analyse des risques : Toutes les estimations des coûts de construction (sauf l'estimation finale préalable au lancement de l'appel d'offres) doivent comprendre et préciser toutes les provisions relatives aux risques jugés nécessaires pour la conception, l'estimation, l'inflation, l'indexation et la conversion des devises, compte tenu de l'information à jour connue;
 - ii. établissement des coûts du cycle de vie : Donner à l'expert-conseil en architecture et génie des renseignements sur les coûts des matériaux, des méthodes et des systèmes de rechange. Utiliser tous les renseignements connus pour faire en sorte que les coûts de construction estimés du projet (sur lesquels seront fondées les décisions concernant la conception et la construction) sont respectés.

4.1.5.1 PRÉVISION DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le CGC doit fournir et tenir à jour une prévision précise des flux de trésorerie pour les travaux de construction, d'après le calendrier de projet et l'estimation en vigueur à chaque étape du projet. Les prévisions budgétaires doivent comprendre toutes les dépenses du projet sur une période continue de douze (12) mois (c'est-à-dire les douze mois suivants le mois en cours) ainsi que par exercice financier pour toute la durée restante du projet. La prévision des flux de trésorerie doit également comprendre le suivi et la consignment mensuels des dépenses réelles de projet. Le CGC doit signaler un écart entre la prévision et les montants réels.

La précision, la prévisibilité et la stabilité des prévisions, tant pluriannuelles que mensuelles pour l'année en cours, sont primordiales. Le CGC doit mettre en œuvre un système efficace pour veiller à ce que les prévisions annuelles (et les écarts) soient les plus précises possible. Il est attendu que les dépenses annuelles prévues du CGC correspondent à moins de 20 % des dépenses totales réelles calculées à la fin du mois de mars du même exercice. Le 1^{er} décembre de chaque année, le CGC doit prévoir les dépenses de l'année courante jusqu'à la fin de l'exercice (31 mars) de manière qu'elles correspondent à moins de 5 % des dépenses réelles calculées à la fin du mois de mars de l'exercice.

Les sorties de trésorerie doivent être détaillées et ventilées par poste clé, comme il a été convenu avec le représentant du Ministère, aux fins d'un examen mensuel.

4.1.5.2 PRODUITS LIVRABLES – SERVICES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

Le CGC doit rédiger un rapport préliminaire sur les coûts et le présenter au représentant du Ministère. Ce dernier devra l'examiner et l'approuver dans les dix (10) semaines suivant l'attribution du marché afin de déterminer le contenu et le format des rapports mensuels qui suivront. Il doit en outre réviser le rapport, de manière qu'il tienne compte des commentaires du représentant du Ministère, le cas échéant. Le rapport préliminaire d'établissement des coûts présentera la ventilation initiale du budget de construction en précisant le budget accordé pour chaque dossier d'appel d'offres. Les coûts de construction imprévus seront indiqués sur une ligne distincte. Les frais et honoraires doivent être compris dans ce rapport.

Le CGC présentera un rapport mensuel d'établissement des coûts qui précise les activités d'établissement des coûts réalisées au cours du mois précédent, les secteurs préoccupants, les nouveaux renseignements reçus, ainsi que les révisions des estimations des coûts de construction prévues et proposées et les modifications aux coûts de construction imprévus. Ce rapport indiquera, dans une catégorie de coûts distincte, les honoraires fixes et les honoraires proportionnels

du CGC concernant les trois catégories de services présentés dans le présent cadre de référence (services consultatifs, services de gestion de la construction liés aux travaux communs figurant à la Division 1 et travaux mineurs ainsi que les services de constructeur).

Chaque rapport mensuel d'établissement des coûts doit être fondé sur le rapport précédent et doit contenir, à l'intention du représentant du Ministère, des renseignements à jour sur tous les aspects de l'estimation des coûts de construction des honoraires du CGC. Le rapport doit indiquer les coûts engagés jusqu'à présent et fournir une explication en cas d'écart entre les coûts réels et les prévisions du mois précédent. Il doit aussi préciser pour chaque lot de travaux le montant de l'estimation initiale, le montant du contrat, les coûts imprévus, la ventilation des coûts, le total des autorisations de modification approuvées, les montants estimés des autorisations de modification proposées, le montant révisé du contrat, le coût total prévu et le coût de réalisation du projet.

Le rapport mensuel d'établissement des coûts du CGC devra au moins comprendre ce qui suit :

- a) une partie narrative;
- b) le sommaire des estimations par élément ou autre format de sommaire des estimations;
- c) le détail justificatif des estimations;
- d) les bases servant au calcul de l'indexation, de l'inflation et des coûts imprévus;
- e) la mesure et le calcul des prix détaillés;
- f) la description schématique des bases servant à réaliser les estimations;
- g) la description des renseignements obtenus et utilisés dans les estimations;
- h) la liste des exclusions notables et liste des éléments et des questions comportant un risque important;
- i) le rapprochement avec la soumission précédente;
- j) le rapport des prévisions des flux de trésorerie.

4.1.6 SERVICES D'ORDONNANCEMENT

Les exigences relatives au calendrier constituent un autre facteur important dans le cadre du projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est. La planification et l'ordonnancement constituent un processus continu et interactif qui comprend la planification, l'action, la mesure, l'évaluation et la révision. Il incombe au CGC de créer et de gérer le calendrier

principal de construction du projet. Le CGC est également responsable de l'intégration du calendrier de conception des experts-conseils, des calendriers des travaux mineurs de construction à l'intérieur, du calendrier de déménagement des occupants, du calendrier relatif à l'équipement et aux éléments de connectivité des édifices (EECE) et des observations de TPSGC concernant le calendrier principal de construction du projet.

TPSGC a retenu les services d'un expert-conseil indépendant en ordonnancement afin d'évaluer tous les calendriers, puis de préparer une analyse des tendances relatives au calendrier principal du client. Le CGC doit coordonner tous les renseignements sur la planification et l'ordonnancement en collaboration avec l'expert-conseil en ordonnancement de TPSGC et répondre aux questions de ce dernier. Au besoin, le CGC doit mettre à jour le calendrier principal de construction du projet de manière à tenir compte des commentaires de l'expert-conseil en ordonnancement de TPSGC.

Le CGC doit au moins effectuer les tâches suivantes :

- a) préparer, surveiller, mettre à jour et tenir le calendrier principal de construction du projet pendant toute la durée du contrat. Le calendrier doit comprendre la description de toutes les dépendances des tâches ainsi que les responsabilités des ressources attribuées aux tâches. Le CGC doit présenter à l'approbation une ébauche de calendrier dans les 30 jours civils suivant l'attribution du marché;
- b) après avoir consulté l'équipe de projet, intégrer au calendrier de projet l'ordre et le calendrier des décisions fondamentales sur le programme qui doivent être prises, notamment en ce qui concerne le calendrier de conception, la documentation, les invitations à soumissionner, les évaluations des soumissions, l'attribution des marchés, les activités de construction sur le chantier et la mise en service. Le CGC doit également réviser, suivre, mettre à jour et soumettre à l'examen le calendrier principal de construction du projet à la fin de chaque mois;
- c) produire la version finale du calendrier principal de construction du projet et le faire approuver par le représentant du Ministère. Diviser le calendrier selon les tâches et les réseaux distincts associés à chaque lot de travaux dans le cadre du projet. Préciser l'ordre et le calendrier des activités de construction et les dates d'achèvement des jalons pour les lots de travaux;
- d) cibler les éléments ou les processus qui nécessitent de longs délais d'exécution et qui peuvent compromettre le projet. Aider TPSGC à mettre en œuvre des méthodes d'approvisionnement qui assurent une livraison rapide et ainsi le respect du calendrier et des exigences relatives au flux de trésorerie. Chaque mois, évaluer le risque que représentent les livraisons tardives en ce qui concerne le calendrier de projet;

- e) intégrer les calendriers portant sur les travaux mineurs à l'intérieur qui ont été approuvés par le représentant du Ministère ainsi que mettre à jour le calendrier principal de construction du projet;
- f) intégrer l'ordre des déménagements des occupants, y compris les révisions effectuées tout au long du projet, et mettre à jour le calendrier principal de construction du projet;
- g) fournir un calendrier des six semaines subséquentes qui décrit les principaux produits livrables et activités du projet au cours de ces semaines. Mettre à jour et soumettre ce rapport toutes les deux semaines afin de refléter les décisions prises lors des réunions relatives au projet;
- h) en collaboration avec le représentant du Ministère et en tenant compte du calendrier principal de construction du projet, créer un calendrier de flux de trésorerie pour chaque élément de coût du budget du projet figurant à la section 4.1.5 - Services d'établissement des coûts. Le calendrier du flux de trésorerie doit refléter les flux de trésorerie prévu, réel et anticipé du projet. Il doit également s'agir d'un flux de trésorerie complet tiré de tous les facteurs de coût du projet. Mettre à jour mensuellement en utilisant les données actuelles sur les coûts dégagées des facteurs de coût en respectant le calendrier prévu afin de réaliser une analyse mensuelle de la valeur réalisée.

4.1.6.1 PRODUITS LIVRABLES – SERVICES D'ORDONNANCEMENT

Le CGC doit :

- a) préparer, réviser, surveiller et mettre à jour chaque mois un calendrier principal de construction du projet;
- b) chaque mois, réviser, commenter par écrit et intégrer le calendrier de conception de l'expert-conseil, y compris toutes les révisions et mises à jour, à son calendrier de construction du projet;
- c) répondre par écrit aux commentaires du représentant du Ministère ou de l'expert-conseil en ordonnancement de TPSGC, ainsi que mettre à jour le calendrier de construction du projet en conséquence;
- d) après l'examen et l'acceptation du calendrier principal de construction du projet par le représentant du Ministère, surveiller les modifications au calendrier deux fois par mois (à la moitié et à la fin du mois), ou plus souvent au besoin, puis présenter au représentant du Ministère des rapports écrits mensuels sur tous les écarts par rapport au calendrier. Dans son rapport mensuel, le CGC doit produire un compte rendu narratif écrit résumant son analyse du calendrier du projet. Ce compte rendu doit

présenter l'état du calendrier actuel par rapport au calendrier de base, relever tout problème important ainsi que proposer des stratégies d'atténuation;

- e) établir un calendrier des flux de trésorerie, mis à jour mensuellement afin de tenir compte des coûts réels par rapport à la progression du calendrier;
- f) établir un calendrier prévisionnel de six semaines continues, révisé et soumis toutes les deux semaines pendant la durée du contrat.

4.1.7 SERVICES DE GESTION DES RISQUES

Le CGC doit aider le représentant du Ministère à déterminer les risques tout au long du cycle de vie du projet, en formulant des commentaires sur le plan de gestion des risques liés au projet et en évaluant ce plan. Il doit fournir au représentant du Ministère des commentaires écrits sur le plan de gestion des risques pendant la durée du contrat. Le CGC doit :

- a) examiner le plan de gestion des risques liés au projet de TPSGC ainsi que le registre des risques, y compris toutes les révisions et les mises à jour, puis formuler des commentaires et donner des conseils à ce sujet, ce qui sera soumis huit semaines après l'attribution du contrat;
- b) participer aux réunions sur la gestion des risques organisées par le représentant du Ministère (deux fois par année pendant toute la durée du contrat de base). Tous les membres de l'équipe de direction du CGC doivent participer aux réunions sur la gestion des risques. Il faut prévoir une demi-journée (quatre heures) pour chaque réunion;
- c) donner des conseils sur les risques propres au projet et recommander des solutions d'atténuation au représentant du Ministère;
- d) une fois par mois, dans le cadre de son rapport mensuel, présenter les nouveaux risques et déterminer ceux qui ne sont plus pertinents.

4.1.7.1 PRODUITS LIVRABLES – SERVICES DE GESTION DES RISQUES

Le CGC doit :

- a) fournir un compte rendu narratif sur les risques liés au projet dans chaque rapport mensuel;
- b) participer aux réunions sur la gestion des risques (deux fois par année pendant toute la durée du contrat); fournir des commentaires écrits sur le plan de gestion des risques liés au projet de TPSGC et sur le registre des risques, y compris toutes les révisions.

4.1.8 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

4.1.8.1 DÉFINITIONS

L'assurance de la qualité (AQ) est un ensemble d'activités visant à démontrer qu'une entité respecte toutes les exigences en matière de qualité. Pour ce faire, on adopte un ensemble normalisé de processus et de techniques d'assurance de la qualité, comme l'examen, la formation et la facilitation. On peut qualifier cette activité de prévention des défauts.

Le contrôle de la qualité (CQ) est un ensemble d'activités visant à voir à ce que toutes les exigences en matière de qualité soient satisfaites. Ces activités consistent à détecter les défauts par des essais. Le contrôle de la qualité est principalement une fonction d'inspection. L'assurance de la qualité est une fonction de vérification.

4.1.8.2 SERVICES DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Le CGC est responsable de l'assurance de la qualité et du contrôle de la qualité de tous les services qu'il fournit dans le cadre de ce contrat. De plus, le CGC doit informer TPSGC des éléments qui doivent figurer dans le plan de contrôle de la qualité de l'entrepreneur général.

Le CGC doit :

- a) conseiller et aider le représentant du Ministère et l'expert-conseil en architecture et génie à établir les exigences en matière de gestion de la qualité qui seront intégrées aux documents de l'appel d'offres relatif à chaque marché de construction;
- b) élaborer, tenir à jour et mettre en œuvre un plan de gestion de la qualité afin de régir la prestation de tous ses services requis au titre du marché visé aux présentes;
- c) appliquer à ses services et produits livrables requis au titre du marché visé aux présentes des processus d'assurance de la qualité et des examens de contrôle de la qualité, conformément au plan de gestion de la qualité (PGQ);
- d) gérer tous les problèmes de qualité liés à ses produits livrables requis au titre du marché visé aux présentes, compte tenu de l'incidence sur le projet; faire une révision et soumettre de nouveau les produits livrables touchés à la satisfaction du représentant du Ministère;

- e) une fois par mois, signaler au représentant du Ministère toute non-conformité et tout problème de contrôle de la qualité relativement à la prestation de ses services et de ses produits livrables, y compris les mesures correctives appliquées.

4.1.8.3 PRODUITS LIVRABLES – CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Le CGC doit :

- a) rédiger et soumettre au représentant du Ministère (dans un délai de trente [30] jours suivant l'attribution du contrat) un plan de gestion de la qualité (PGQ) décrivant les processus et les procédures d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité qui seront appliqués à ses services au titre du présent contrat. Le PGQ du CGC doit au moins comprendre les éléments suivants :
 - i. la liste et la définition des principaux services, activités et produits livrables du CGC au titre du marché visé aux présentes;
 - ii. la description des processus d'assurance de la qualité qui seront utilisés par le CGC et le moment de leur application;
 - iii. la description des techniques de contrôle de la qualité qui seront utilisées par le CGC et le moment de leur application;
 - iv. la description des contrôles, des méthodes et des procédures internes qui seront utilisés pour garantir la qualité des produits livrables;
- b) fournir un rapport mensuel décrivant les activités d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité entreprises au cours du mois, les non-conformités relevées et les mesures correctives appliquées. Il doit ensuite intégrer ce rapport comme une sous-section de son rapport mensuel de projet.

4.1.9 PLANIFICATION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DANS LA CONSTRUCTION

Le CGC doit contribuer à l'élaboration des exigences du projet en matière de santé et de sécurité dans la construction applicables aux travaux figurant à la Division 1. Ces exigences doivent définir clairement les rôles et les responsabilités en santé et en sécurité dans la construction afin d'assurer la coordination entre le CGC (qui fournit des services à titre de conseiller, de constructeur et de directeur des travaux en vertu du marché visé aux présentes) et les entrepreneurs généraux tiers qui effectuent les travaux.

4.1.10 EXAMEN DES DOCUMENTS D'AVANT-PROJET ET D'EXÉCUTION

Le CGC doit procéder à un examen officiel des documents suivants produits par l'expert-conseil en architecture et génie pour la réhabilitation extérieure et l'expert-conseil en architecture et génie pour les travaux intérieurs, y compris les révisions et les soumissions subséquentes. L'examen du CGC doit porter sur la constructibilité, la possibilité de soumission, le respect de la portée, les coûts et la coordination de la conception par rapport aux documents. Le CGC doit :

- a) examiner et commenter par écrit tous les documents d'avant-projet et d'exécution qui lui sont présentés. Les documents doivent être examinés à l'étape de la conception schématique et des mises à jour, à l'étape de l'avant-projet (50 %, 99 % et 100 %), et pour chaque dossier de documents d'exécution (66 % et 99 %, et lorsque l'appel d'offres est prêt);
- b) examiner tous les documents d'avant-projet et d'exécution soumis pour évaluer l'affectation des travaux figurant à la Division 1 entre la portée de ses travaux et celle de tout autre entrepreneur, afin de s'assurer que tous les éléments requis des travaux figurant à la Division 1 sont saisis et convenablement coordonnés entre les parties faisant l'objet de contrats distincts.
- c) diriger des ateliers portant sur l'examen de la constructibilité avec les intervenants du projet et l'expert-conseil principal, conformément au présent cadre de référence;
- d) prendre toutes les mesures raisonnables pour repérer les erreurs et les omissions et en aviser rapidement le représentant du Ministère;
- e) donner des conseils au représentant du Ministère. Il doit notamment fournir de l'expertise concernant la constructibilité, la possibilité de soumissions, les méthodes de construction, l'ordonnancement, le contrôle des coûts, la coordination, les étapes des travaux de construction, ainsi que la santé et la sécurité sur le chantier. Il doit recommander des solutions de rechange lorsque les détails de conception ont des répercussions négatives sur la faisabilité des travaux de construction, le budget du projet ou les calendriers;
- f) faire des suggestions ou proposer des solutions de rechange afin de réduire les coûts ou d'accélérer les travaux. Effectuer une analyse des coûts et des coûts du cycle de vie pour les solutions envisagées, à la demande du représentant du Ministère;
- g) participer aux ateliers sur l'ingénierie de la valeur, conformément aux sections 3.9.5.b et 4.1.13 du présent cadre de référence. Formuler des conseils et des recommandations au sujet des systèmes et des méthodes proposés quant à leur facilité d'installation, à leur coût, à leur disponibilité, à leur pertinence, à leur robustesse, à leur constructibilité, etc., et suggérer des solutions de rechange.

4.1.10.1 PRODUITS LIVRABLES – EXAMEN DES DOCUMENTS D'AVANT-PROJET ET D'EXÉCUTION

- a) Pour chaque dossier de documents d'avant-projet et d'exécution qu'il reçoit, le CGC doit examiner un ensemble de documents, puis renvoyer ces documents annotés de commentaires détaillés concernant les rapports, les dessins, les détails, les devis, etc., au représentant du Ministère et en transmettre une copie à l'expert-conseil en architecture et génie ou aux experts-conseils en architecture et génie dans les dix (10) jours suivant la présentation de ces documents. Tous les commentaires du CGC doivent être enregistrés dans un document électronique (Excel), au format déterminé par le représentant du Ministère.
- b) Le CGC doit fournir un rapport sur les ateliers sur la constructibilité pour chaque atelier qu'il dirige.

4.1.11 MODIFICATIONS AUX TRAVAUX

Sans objet.

4.1.12 DÉMÉNAGEMENT DES OCCUPANTS DANS DES LOCAUX TRANSITOIRES

Le CGC est responsable d'aider le représentant du Ministère à coordonner le déménagement des occupants de l'édifice de l'Est dans des locaux transitoires. Les services doivent comprendre :

- a) participer aux ateliers sur la stratégie relative à l'ordre des déménagements tenus à une fréquence précisée dans le présent cadre de référence;
- b) fournir des conseils sur la coordination des activités de construction, de la libération des locaux et des déménagements de manière à faciliter les travaux;
- c) en collaboration avec le représentant du Ministère, les occupants et l'expert-conseil en architecture et génie, coordonner la mise en œuvre d'un calendrier de déménagement et l'intégrer au calendrier de construction du projet ainsi qu'au plan de réalisation des travaux de construction.

4.1.13 RÉUNIONS

Le CGC est tenu d'assister et de participer aux réunions suivantes, conformément à la section 3 sur l'administration du projet, et ce, à la fréquence décrite aux présentes :

- a) réunions de l'équipe principale du projet – une fois par mois pendant toute la durée du contrat;

- b) réunions de conception de projet – une fois toutes les deux semaines pendant toute la durée du contrat;
- c) réunions sur les travaux de construction – une fois toutes les deux semaines pendant la durée des travaux de construction, pour toutes les activités de constructions gérées par le CGC au titre de la section 4.2 du présent cadre de référence;
- d) réunions techniques – un total de huit réunions réparties comme suit :
 - i. deux pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. trois pendant l'avant-projet,
 - iii. trois pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;
- e) réunions d'examen des soumissions et d'exposés – un total de six réunions / exposés répartis comme suit :
 - i. une pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. trois pendant l'avant-projet,
 - iii. deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;
- f) réunions d'examen de la conception aux fins d'assurance de la qualité – un total de six réunions réparties comme suit :
 - i. une pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. trois pendant l'avant-projet,
 - iii. deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;
- g) ateliers sur la constructibilité – un total de six ateliers répartis comme suit :
 - i. un pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. trois pendant l'avant-projet,
 - iii. deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;
- h) ateliers sur l'ingénierie de la valeur – un total de six ateliers répartis comme suit :
 - i. un pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. trois pendant l'avant-projet,
 - iii. deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;
- i) ateliers sur la conception parasismique – un total de trois ateliers répartis comme suit :
 - i. un pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. un pendant l'avant-projet,
 - iii. un pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;
- j) ateliers sur les coûts et les calendriers – un total de six ateliers répartis comme suit :
 - i. un pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. trois pendant l'avant-projet,
 - iii. deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1;

- k) ateliers sur la gestion des risques – deux fois par année pendant toute la durée du contrat de base;
- l) ateliers sur les leçons apprises – un pendant la durée du contrat de base;
- m) atelier sur la stratégie relative à l'ordre des déménagements – un total de 19 ateliers répartis comme suit :
 - i. un par mois (total de deux) pendant l'étape de conception schématique,
 - ii. un par mois (total de huit) pendant l'avant-projet,
 - iii. un par mois (total de neuf) pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution de la sous-phase 1.

4.2 SERVICES DE GESTION DE LA CONSTRUCTION

4.2.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le CGC doit fournir des services de gestion de la construction pour certains travaux mineurs qui peuvent être requis et qui ne font pas directement partie des travaux de réhabilitation de l'enveloppe de l'édifice de l'Est.

Le CGC doit fournir les services et les travaux décrits dans la présente section. Il doit également collaborer avec tous les membres de l'équipe du projet et coordonner ses activités en fonction des leurs. Les services décrits dans la présente section s'appliquent uniquement aux travaux de construction entrepris par le CGC. Ces services s'appliquent également tout au long du contrat lorsque le CGC est en train d'exécuter les travaux de construction associés à ce projet ou d'en assurer la sous-traitance.

Le CGC doit :

- a) fournir le personnel nécessaire à la prestation des services de gestion de la construction et à l'exécution des tâches liées au projet décrites dans le présent cadre de référence en le choisissant parmi ses employés qualifiés ou en embauchant directement des sous-traitants;
- b) veiller à conserver les personnes qui jouent un rôle de premier plan et motiver son équipe pendant toute la durée du contrat;
- c) comprendre parfaitement les exigences du projet, y compris la portée, le budget et le calendrier, ainsi que les obligations en vertu du présent contrat;
- d) travailler de manière constructive, selon une approche favorisant la collaboration et la coopération, en veillant à ce que tous les membres de l'équipe contribuent au projet de manière compétente et en temps opportun.

4.2.2 DÉLAI DE RÉPONSE

En ce qui concerne les questions directement liées aux services de gestion de la construction fournis par le CGC, il est essentiel que le personnel clé du CGC soit en mesure d'assister personnellement aux réunions et de répondre rapidement aux demandes de renseignements. Pendant la durée du contrat, le personnel clé du CGC responsable des services de gestion de la construction doit :

- a) pouvoir assister aux réunions et répondre aux demandes de renseignements, et ce, à un jour ouvrable d'avis;
- b) être en mesure de réagir aux situations d'urgence en moins d'une (1) heure, y compris aux urgences qui surviennent en dehors des heures de travail et pendant la fin de semaine ou les jours fériés.

4.2.3 PORTÉE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Le CGC sera engagé afin d'assurer les services de gestion de la construction uniquement pour des travaux mineurs qui peuvent être requis et qui ne font pas partie des travaux de réhabilitation de l'enveloppe extérieure entrepris par des entrepreneurs généraux distincts. Les travaux mineurs que devra effectuer le CGC en tant que directeur des travaux comportent un certain nombre de projets d'aménagement intérieur distincts ainsi que l'aménagement d'ouvertures dans les murs extérieurs aux fins d'inspection. Ces travaux seront exécutés pendant les vacances parlementaires d'été (juillet à la mi-septembre) pour chaque année du contrat. Les travaux mineurs peuvent comprendre également la préparation du chantier associée aux éléments des travaux de réhabilitation extérieure figurant à la Division 1, tels que l'installation d'une palissade autour du chantier et de roulottes de chantier).

Ces travaux pourraient comprendre :

- a) de mineures rénovations intérieures d'ordre électrique;
- b) de mineurs aménagements intérieurs visant à faciliter les déplacements transitoires;
- c) le remplacement des tapis;
- d) l'aménagement d'ouvertures dans la maçonnerie aux fins d'inspection;
- e) la préparation du chantier en vue des travaux de réhabilitation extérieure.

4.2.3.1 MAIN-D'ŒUVRE DU CGC

Les travaux qu'effectuera la main-d'œuvre du CGC se limiteront aux suivants :

- a) tâches générales associées à l'entretien et au nettoyage du chantier;
- b) menuiserie générale.

Tous les autres travaux de gestion de la construction exécutés par le CGC au titre du marché visé aux présentes seront assujettis à la section 4.2.5 « **Lancement de l'appel d'offres relatif aux travaux** ».

4.2.3.2 TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit :

- a) jouer le rôle de « constructeur » au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité* et les règlements applicables aux projets de construction (*Lois refondues de l'Ontario* de 1990, chapitre O.1, comme modifiées);
- b) assumer la responsabilité des services d'élaboration, de coordination et de gestion de tous les travaux et les services qui lui sont confiés;
- c) assurer la disponibilité de toutes les pièces d'équipement nécessaires à l'exécution du projet et de toutes les autres ressources nécessaires pour exécuter tous les services qui lui sont confiés;
- d) acquérir, coordonner, administrer et gérer tous les services et les contrats de construction qui lui sont confiés;
- e) préparer et exécuter les contrats avec les corps d'état du second-œuvre retenus afin :
 - i. de coordonner et de gérer les contrats respectifs de façon intégrée afin d'éviter tout conflit entre les travaux réalisés par son personnel, les membres des corps d'état du second-œuvre et les autres entrepreneurs généraux embauchés par TPSGC responsables des travaux de réhabilitation de l'édifice de l'Est,
 - ii. coordonner, gérer et terminer tous les travaux compris dans chaque dossier d'appel d'offres à l'intention des corps d'état du second-œuvre, en respectant rigoureusement les dessins et les devis de chaque dossier d'appel d'offres, y compris tous les addenda et les autorisations de modification,
 - iii. exécuter les lots de travaux en respectant les dates d'achèvement convenues,
 - iv. élaborer et mettre en œuvre un processus d'examen, de certification, de traitement et de paiement des corps d'état du second-œuvre, conformément aux modalités du marché visé aux présentes,
 - v. prévoir et diriger toutes les deux semaines des réunions d'étape au cours desquelles les corps d'état du second-œuvre, TPSGC et le CGC peuvent

discuter ensemble de questions telles que les procédures, l'avancement des travaux, les problèmes, les risques et le calendrier,

- vi. intervenir rapidement pour corriger les problèmes lorsqu'ils se présentent, en fonction de l'incidence sur le projet.

4.2.4 SANTÉ ET SÉCURITÉ DURANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SUR LE CHANTIER

Il incombe au constructeur d'assurer la sécurité du chantier, conformément à la Loi sur la santé et la sécurité au travail et aux règlements applicables aux projets de construction. Ses responsabilités comprennent, sans s'y limiter, ce qui suit :

- a) élaborer et mettre en œuvre un programme de santé et de sécurité, y compris une évaluation du risque propre au chantier et un plan de sécurité propre au chantier pour tous les aspects du projet. Le représentant du Ministère examinera le programme de santé et de sécurité du CGC, y compris l'évaluation du risque propre au chantier et le plan de sécurité propre au chantier, et communiquera des commentaires au CGC dans les dix (10) jours suivant la réception du plan. Le CGC doit réviser le programme au besoin et le soumettre à nouveau au représentant du Ministère au plus tard sept (7) jours après avoir reçu les commentaires. L'examen par le représentant du Ministère du programme définitif de santé et de sécurité élaboré par le CGC pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce programme et ne limite aucunement la responsabilité globale du CGC en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction;
- b) mettre en œuvre un plan de sécurité propre au chantier;
- c) le plan de sécurité propre au chantier doit être fondé sur une évaluation préliminaire et continue des risques du projet. L'évaluation du risque propre au chantier et le plan de sécurité propre au chantier doivent être mis à jour à chaque sous-phase de construction, ou à mesure que les conditions et les risques sur le chantier changent. Toutes les personnes présentes sur le chantier doivent être informées de tels changements. Le plan mis à jour doit immédiatement être remis au représentant du Ministère;
- d) élaborer un plan d'intervention d'urgence sur le chantier qui énonce les procédures normales à suivre en situation d'urgence;
- e) être responsable de la santé et de la sécurité des personnes se trouvant sur le chantier, de la sécurité des biens se trouvant sur le chantier et de la protection des personnes et de l'environnement autour du chantier, dans la mesure où ils sont touchés par les travaux;

- f) respecter, et faire respecter par les employés, les entrepreneurs et les sous-traitants, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux et provinciaux applicables, ainsi que dans l'évaluation du risque propre au chantier et le plan de sécurité propre au chantier;
- g) réagir à tout élément imprévu ou élément concernant la sécurité, un danger ou une situation constatée durant la réalisation du projet, suivre les procédures établies à l'égard du droit de refus d'un employé, conformément à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et au programme de santé et de sécurité du constructeur. En informer le représentant du Ministère de vive voix et par écrit;
- h) s'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le représentant du Ministère;
- i) garantir que les employés ne sont pas exposés à des agents biologiques ou chimiques au-delà des limites acceptables pour la santé et la sécurité. Réduire l'exposition, d'abord, par des contrôles techniques et, en dernier lieu, par des contrôles administratifs et de l'équipement de protection individuel;
- j) veiller à ce qu'une ventilation ou une protection temporaire et adéquate soit assurée, au besoin selon les produits utilisés;
- k) veiller à ce que la poussière de construction causée par les travaux de construction réalisés dans l'immeuble ou sur le chantier soit réduite au minimum de façon qu'elle n'ait pas de répercussions néfastes sur les travailleurs ou les occupants;
- l) vérifier que les dessins d'atelier présentés comprennent les fiches signalétiques;
- m) assurer la protection de tous les visiteurs du chantier, notamment les employés, les entrepreneurs et le grand public, à l'égard de la santé et de la sécurité;
- n) mettre en place les mesures de sécurité appropriées pour assurer la protection des matériaux et des avoirs sur le site;
- o) faire appel aux services d'un agent en santé-sécurité, qui examinera le chantier et consignera les conditions de celui-ci quotidiennement, pendant toute la durée du projet;
- p) tenir des séances d'orientation portant sur la santé et la sécurité au travail propre au chantier à l'ensemble des employés et des visiteurs;
- q) accorder à la protection de l'environnement et à la santé et la sécurité du public et du personnel du chantier la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux;

- r) prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le représentant du Ministère. Remettre à ce dernier un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité. Le représentant du Ministère peut interrompre les travaux si la non-conformité aux règlements en matière de santé et de sécurité n'est pas corrigée. Signaler immédiatement les incidents importants de santé et de sécurité au représentant du Ministère;
- s) utiliser des fixateurs à cartouches seulement après avoir reçu la permission écrite du représentant du Ministère. L'abattage par explosifs ou l'utilisation d'autres explosifs n'est pas permis sans l'autorisation préalable écrite du représentant du Ministère;
- t) conserver sur le chantier l'équipement de protection individuel nécessaire pour équiper au moins dix (10) visiteurs de TPSGC;
- u) coordonner les interventions d'urgence et les interventions visant à régler les problèmes survenant sur le chantier pendant les heures de travail et en dehors de celles-ci. En consultation avec le représentant du Ministère, le constructeur dressera une liste de personnes-ressources pour les interventions et la communication. Si un problème survient, il faut communiquer immédiatement avec le représentant du Ministère. En cas d'urgence touchant la sécurité des personnes ou des biens, ou si les travaux sont compromis par les actes des sous-traitants ou d'autres personnes, le constructeur prendra des mesures immédiates. Au besoin, il ordonnera l'arrêt des travaux. Dans tous les cas, il devra aviser le représentant du Ministère. Il doit également envoyer un avis écrit au sous-traitant ou à toute autre personne au sujet du risque;
- v) ne pas utiliser de propane sur le chantier. Dans des cas isolés où le propane est requis, obtenir la permission écrite du représentant du Ministère;
- w) mettre sur pied un comité de santé et de sécurité mixte sur le chantier, tel que prescrit dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et le Règlement s'y rattachant pour les projets de construction.

4.2.4.1 PRODUITS LIVRABLES – SANTÉ ET SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

Dans une section distincte du rapport mensuel du CGC, présenter au représentant du Ministère les documents suivants et des mises à jour mensuelles :

- a) le plan de santé et de sécurité propre au chantier et ses mises à jour au besoin;
- b) des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux;

- c) des plans d'intervention en cas d'urgence et les mises à jour nécessaires;
- d) des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents;
- e) les fiches signalétiques (FS);
- f) l'avis de projet (à transmettre aux autorités provinciales compétentes avant le début des travaux). Remettre une copie de l'avis de projet au représentant du Ministère;
- g) des copies de la couverture offerte par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

4.2.5 LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES RELATIF AUX TRAVAUX

4.2.5.1 CONTEXTE

Dans le cas des travaux de construction pour lesquels un appel d'offres est lancé par le CGC, il est absolument essentiel que les processus de sélection des sous-traitants soient équitables, ouverts et transparents et que tous les entrepreneurs compétents aient l'occasion de déposer des offres relatives aux travaux de construction. TPSGC croit que des processus d'appels d'offres concurrentiels et ouverts permettront d'obtenir les coûts les plus avantageux qui soient pour les travaux confiés en sous-traitance.

4.2.5.2 PORTÉE

1) En considérant uniquement les services de gestion de la construction qu'il assure, le CGC doit, afin de confier les travaux de construction en sous-traitance, faire ce qui suit :

- a) En collaboration avec l'expert-conseil en architecture et génie, rédiger des appels d'offres et des documents contractuels définissant clairement les matériaux et les services nécessaires;
 - i. au moyen des documents normalisés de l'industrie de la construction, comme le CCDC 11 – 1996 (R2006), *Déclaration de qualification d'un entrepreneur*, s'assurer que les sous-traitants de métiers essentiels à la réalisation des travaux sont qualifiés avant d'être invités à participer à l'appel d'offres;
 - ii. recommander un soumissionnaire au représentant du Ministère avant l'attribution du contrat.
- b) Conclure des contrats avec des sous-traitants compétents qui ont présenté la soumission conforme la moins-disante. Il est à noter que les contrats de type temps et matériaux sont acceptables, sous réserve de l'approbation du représentant du

Ministère. La conclusion de contrats de sous-traitance de type temps et matériaux dépend du processus décrit dans la présente section et de l'établissement d'une limite maximale. Les limites maximales n'empêchent pas les procédures d'établissement de rapports appropriées exigées par le représentant du Ministère.

- c) Gérer les sous-traitants et s'assurer qu'ils fournissent les services nécessaires en respectant les modalités du contrat et en offrant des services de qualité en temps opportun et au coût le plus avantageux.
- d) Établir les exigences relatives à la qualité et au rendement et surveiller le rendement des sous-traitants, dont la qualité des résultats et le respect des calendriers et des budgets.
- e) Prévoir le règlement des différends, apporter des modifications aux contrats de sous-traitance et traiter les paiements.
- f) 2) Recevoir des soumissions ouvertes, équitables et concurrentielles relativement aux contrats de sous-traitance portant sur chaque partie des travaux, conformément aux exigences décrites ci-dessous.
 - i. Les contrats de sous-traitance dont la valeur est estimée à moins de 25 000 \$, taxe de vente harmonisée comprise, peuvent être attribués à un seul fournisseur qualifié avec l'autorisation écrite du représentant du Ministère.
 - ii. Dans le cas des contrats de sous-traitance dont la valeur est estimée à moins de 100 000 \$, taxe de vente harmonisée incluse, le CGC peut inviter à soumissionner un minimum de trois fournisseurs qualifiés, avec l'autorisation écrite du représentant du Ministère.
 - iii. Dans le cas des contrats de sous-traitance dont la valeur est estimée à moins de 100 000 \$, taxe de vente harmonisée incluse, le CGC, avec l'accord du représentant du Ministère, peut passer outre cette exigence s'il est prouvé, à la satisfaction du représentant du Ministère, que moins de trois entreprises sont en mesure d'effectuer les travaux.
 - iv. Dans le cas des contrats de sous-traitance dont la valeur est estimée à 100 000 \$ ou plus, taxe de vente harmonisée incluse, il faut annoncer publiquement l'appel d'offres sur le site Achats et ventes, conformément aux procédures d'appel d'offres ouvertes suivantes :
 - a. L'annonce publique comprendra, au minimum, une description de la nature des travaux à réaliser, des renseignements sur les exigences techniques, des garanties financières ou d'autres documents à fournir avec la soumission, la date d'achèvement des travaux, l'adresse de l'endroit où aura lieu la clôture des soumissions et la date et l'heure limite de présentation des soumissions, l'identité de la personne-ressource chargée de fournir les documents de

soumissions et les renseignements supplémentaires, la date, l'heure et l'endroit du dépouillement public des soumissions.

- b. Dans le cas des contrats de sous-traitance dont la valeur est estimée à 8 000 000 \$ ou plus, la période allouée à la présentation des soumissions doit être d'au moins 40 jours civils à compter de la date de publication de l'avis.
 - c. Les documents d'appel d'offres comprendront les renseignements contenus dans l'avis public, ainsi que la période de validité des soumissions, les critères d'attribution du contrat, notamment tous les facteurs autres que le prix dont il faut tenir compte durant l'évaluation des soumissions, les modalités de paiement et toute autre modalité ou condition.
 - d. Durant la période d'appel d'offres, le CGC doit répondre rapidement à toute demande de documents d'appel d'offres ou à toute autre demande raisonnable de renseignements pertinents présentée par un fournisseur qui participe à l'appel d'offres. Les renseignements fournis en réponse à des questions durant la période d'appel d'offres doivent être communiqués à tous les soumissionnaires.
- g) 3) Recevoir et ouvrir les soumissions ainsi qu'attribuer les contrats en respectant les modalités décrites ci-dessous.
- i. Les soumissions doivent être ouvertes en présence d'au moins deux représentants du CGC, ainsi que d'un représentant du Canada, qui agiront à titre de témoins de l'ouverture en vérifiant et en signant le registre des soumissions reçues.
 - ii. Les contrats seront attribués en fonction des exigences précisées dans les avis et les documents d'appel d'offres, et doivent être attribués à un fournisseur qui répond aux modalités des documents d'appel d'offres.
 - iii. 4) Sur demande, le CGC communiquera rapidement par écrit aux fournisseurs qui participent à l'appel d'offres les décisions relatives à l'attribution du contrat. Le CGC doit faire ce qui suit :
- h) Demander l'approbation du représentant du Ministère avant que toute modification soit apportée au processus de sous-traitance concurrentiel et mettre les documents à la disposition de TPSGC.
- i) Démontrer au représentant du Ministère que ses processus de sous-traitance et de présélection respectent les principes de la concurrence et tiennent compte des pratiques exemplaires de l'industrie.

- j) 5) analyser les soumissions reçues et recommander l'attribution de contrats au représentant du Ministère. Le format de la recommandation d'attribution de contrat est la responsabilité du CGC. Toutefois, les recommandations doivent au moins être accompagnées de copies des documents suivants :
- i. phase de préqualification (s'il y a lieu) – des copies des documents de préqualification, comme le CCDC 11 – 1996 (R2006), *Déclaration de qualification d'un entrepreneur*, ou l'équivalent, la liste des entrepreneurs qui présentent des demandes de préqualification et les résultats de l'évaluation des soumissions de préqualification,
 - ii. phase d'appel d'offres – des copies de toutes les soumissions reçues, la preuve (p. ex., horodatage) que les soumissions ont été reçues à l'heure avant la fin de la période de soumission, une copie du registre de l'ouverture des soumissions, signée par les témoins appropriés, une copie de l'avis publié sur le site Achats et ventes ou de l'invitation à soumissionner si les travaux ont une valeur inférieure à 100 000 \$, une copie de tous les documents d'appel d'offres, un résumé de toutes les soumissions reçues avec les totaux et les ventilations des montants des soumissions, la preuve que la garantie de soumission (s'il y a lieu) a été jointe à la soumission, des renseignements sur la qualification ou la disqualification de chaque soumissionnaire, et l'identification du fournisseur auquel il est recommandé d'attribuer le contrat.
- k) 6) Une fois que le représentant du Ministère a approuvé les processus de dépenses et d'approvisionnement, préparer les contrats de sous-traitance aux fins d'exécution. Aucun contrat de sous-traitance ne peut être attribué à un sous-traitant si aucune recommandation d'attribution de contrat n'est approuvée.
- l) 7) Le CGC et quiconque est lié à ce dernier ne peuvent répondre aux appels d'offres de services de construction pour des travaux faisant partie de l'appel d'offres dans le cadre du projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est, aux sous-phases de construction 1, 2 ou 3. Autrement dit, le CGC sera réputé faire l'objet d'un conflit d'intérêts qui l'empêche de soumissionner aux appels d'offres lancés se rapportant au projet. En revanche, rien n'empêche le CGC de faire appel à sa propre main-d'œuvre dans certaines conditions approuvées par le représentant du Ministère.
- m) 8) Le Canada se réserve le droit de demander au CGC d'attribuer des contrats pour l'offre de services ou l'approvisionnement en matériaux à des sous-traitants préqualifiés par lui pour toute composante des travaux. Tout contrat de sous-traitance de ce type doit être prévu dans le coût des travaux. Voir le tableau ci-dessous.

4.2.6 RÉUNIONS SUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Conformément à la section 3.9.3, Réunions sur les travaux de construction, toutes les réunions relatives à la construction seront présidées par le CGC. Le personnel clé du CGC participant à l'exécution des services de gestion de la construction assistera à toutes les réunions sur les travaux de construction. Les participants désignent le personnel clé de gestion de la construction ainsi que tout sous-traitant de corps d'état du second-œuvre principal du CGC pouvant au besoin être invité à une réunion.

4.2.7 SURVEILLANCE DE LA CONSTRUCTION

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, conserver, à temps plein, du personnel de supervision et de gestion de la qualité ainsi que des ingénieurs pendant la réalisation des travaux afin qu'ils puissent surveiller et guider toutes les personnes associées aux travaux pour chacun des quarts de travail, au besoin. Afin d'éviter des retards attribuables à des correctifs nécessaires en raison de travaux insatisfaisants, il est essentiel de déceler tôt les travaux inacceptables. Il doit s'assurer que les processus complets de gestion de la qualité sont suivis tous les jours. Il doit voir à ce que le personnel suppléant approprié soit disponible.

Le CGC doit de plus surveiller l'avancement des travaux sur le chantier et veiller à la coordination des corps de métiers et des entrepreneurs. Pour ce faire, il doit au moins s'acquitter des tâches suivantes :

- a) coordonner tout son personnel pour établir sur le chantier une organisation et une hiérarchie d'exécution des services de gestion de la construction;
- b) coordonner tout son personnel pour prévoir et diriger des réunions d'étape au cours desquelles les sous-traitants, TPSGC, l'expert-conseil en architecture et génie et le CGC peuvent discuter ensemble de questions telles que les procédures, l'avancement, les problèmes, les risques, les coûts et le calendrier;
- c) réaliser les travaux conformément aux documents d'exécution, au calendrier du projet et aux coûts de construction estimés;
- d) dans le cadre du processus complet de gestion de la qualité, effectuer une inspection quotidienne de tous les aspects des travaux, consigner les points qui exigent des mesures ou un suivi de la part des sous-traitants, ou qui doivent être signalés au représentant du Ministère. Veiller à ce que les travaux soient réalisés selon les directives. Documenter les problèmes et les mesures correctives à l'aide de photographies;
- e) surveiller et consigner les progrès des sous-traitants et des fournisseurs pour faire en sorte que les mesures qu'ils prennent sur le chantier ne compromettent pas les

travaux. Transférer immédiatement tout problème et les documents connexes (rapport avec photographies) au représentant du Ministère;

- f) vérifier si le personnel et l'équipement des sous-traitants sont adéquats et que l'on dispose des matériaux et des fournitures nécessaires afin de respecter le calendrier. Mettre en œuvre des mesures correctives lorsque les exigences d'un contrat de sous-traitance ou du calendrier de projet ne sont pas respectées;
- g) préparer et tenir à jour un registre des décisions contenant toutes les décisions qui touchent le calendrier, les estimations, la portée ou la qualité de la construction, notamment les dates, le lieu et les personnes concernées. TPSGC doit pouvoir accéder à ces dossiers en tout temps;
- h) surveiller et consigner quotidiennement toutes les questions liées à la santé et à la sécurité;
- i) surveiller et consigner les livraisons au chantier.

4.2.8 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE (AVIS ET AUTORISATIONS)

Relativement aux services de gestion de la construction fournis par le CGC, lorsqu'on détermine, sur place, qu'une modification doit être apportée à un contrat de sous-traitance, l'expert-conseil en architecture et génie doit préparer et publier un avis de modification proposée (AMP). Le CGC doit préparer une ventilation de l'estimation des coûts, puis la soumettre à l'examen du représentant du Ministère et de l'expert-conseil en architecture et génie. La ventilation doit indiquer séparément tous les coûts de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel de chantier et de l'équipement. Les coûts liés aux sous-traitants doivent aussi être ventilés et indiquer séparément tous les coûts de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel de chantier et de l'équipement.

Il incombe au CGC de voir à ce que tous les prix indiqués dans la ventilation, y compris les coûts et les marges brutes des sous-traitants, soient justes et raisonnables.

L'expert-conseil en architecture et génie examinera l'estimation indicative des coûts préparée par le CGC et conseillera le représentant du Ministère sur le caractère raisonnable de cette estimation. Le représentant du Ministère devra autoriser les modifications en fonction de l'estimation indicative des coûts et du caractère raisonnable de celle-ci et demander que le CGC obtienne un prix ferme. Si le représentant du Ministère n'accepte pas l'estimation indicative des coûts fournie par le CGC, ce dernier enverra un AMP au sous-traitant pour obtenir le prix exact avant que le représentant du Ministère envisage d'approuver la modification.

Le CGC devra envoyer le prix ferme au représentant du Ministère et à l'expert-conseil en architecture et génie aux fins d'examen final. L'expert-conseil en architecture et génie

devra examiner la proposition de prix et fournir une recommandation au représentant du Ministère au sujet du caractère équitable et raisonnable de cette proposition. Le représentant du Ministère peut demander une ventilation plus détaillée et une précision des coûts jusqu'à ce qu'il juge la proposition de prix juste et raisonnable.

À l'acceptation de la proposition de prix, le CGC rédigera et enverra une autorisation de modification au sous-traitant. Il enverra aussi une copie au représentant du Ministère et à l'expert-conseil en architecture et génie.

Le CGC doit tenir un registre détaillé des coûts associés aux montants finaux prévus pour les contrats de sous-traitance, des modifications aux coûts de construction imprévus, des AMP et des autorisations de modification pour tous les contrats de sous-traitance, et ce, en tout temps. Une copie de ce registre doit être jointe au rapport mensuel.

4.2.9 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

En plus des services offerts par le CGC aux termes de la section 4.1.8, les éléments suivants décrivent les services de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité devant être offerts dans le cadre de services de gestion de la construction mis en œuvre dans le cadre du présent contrat. Le CGC doit au moins :

- a) veiller à ce que les mesures de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité soient appliquées;
- b) prendre les arrangements nécessaires, au besoin, pour les services de mise à l'essai, notamment des services d'essais du béton et de compactage;
- c) faire exécuter les travaux par des apprentis ou des ouvriers qualifiés et accrédités, conformément à la loi provinciale sur les qualifications et la formation professionnelle de la main-d'œuvre;
- d) permettre aux employés inscrits à un programme provincial d'apprentissage d'exécuter des tâches particulières seulement s'ils sont sous la surveillance directe d'ouvriers qualifiés et accrédités;
- e) déterminer quelles sont les tâches et les activités que peuvent accomplir les apprentis en se fondant sur le niveau de formation qu'ils ont atteint et sur les aptitudes à exécuter des tâches particulières qu'ils démontrent.

4.2.10 DOCUMENTS DE L'OUVRAGE FINI

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, recueillir un ensemble de documents de l'ouvrage fini annotés (dessins, devis, dessins d'atelier et tout autre document pertinent), puis les envoyer au représentant du Ministère à la fin de chaque contrat de sous-traitance. Deux copies des documents de l'ouvrage fini

doivent être envoyées : une copie électronique au format PDF et une copie papier au format dessin de pleine taille sur laquelle tous les écarts avec les documents « émis pour construction » sont clairement indiqués. Les écarts doivent clairement être indiqués à l'encre rouge indélébile sur la copie papier au format dessin de pleine taille.

4.2.11 DESSINS D'ATELIER

L'examen des dessins d'atelier par le représentant du Ministère a pour seul but de vérifier la conformité aux concepts généraux. Cet examen ne signifie pas que le représentant du Ministère approuve la conception détaillée inhérente aux dessins d'atelier; cette responsabilité doit être endossée par le CGC ou le sous-traitant qui soumet les dessins d'atelier. Il ne libère pas non plus le CGC ni le sous-traitant de leurs responsabilités à l'égard des erreurs ou des omissions relevées dans les dessins d'atelier ou de leurs responsabilités à l'égard du non-respect des exigences énoncées dans les documents contractuels.

Relativement aux services de gestion de la construction fournis par le CGC, les dessins d'atelier doivent être estampillés « Vérifiés et certifiés exacts pour la construction » par le CGC et « Examinés » par l'expert-conseil en architecture et génie avant d'être retournés au sous-traitant.

Le CGC doit :

- a) établir l'ordre de priorité de la préparation et de la présentation des dessins d'atelier afin de veiller à ce que le chemin critique du calendrier soit respecté;
- b) soumettre dix (10) copies de chaque dessin d'atelier au représentant du Ministère aux fins d'examen;
- c) examiner, aborder et consigner les problèmes, en plus d'en discuter, et déterminer les mesures correctives convenues;
- d) offrir et tenir à jour un registre des dessins d'atelier pour relever tous les dessins d'ateliers et les soumissions nécessaires, suivre et consigner le progrès de l'examen des dessins d'atelier et enregistrer les parties désignées pour une intervention et faire le suivi. Une copie de ce registre doit être comprise dans le rapport mensuel du CGC;
- e) envoyer, à la fin du projet, les dessins d'atelier examinés et conformes à la mise en service au représentant du Ministère parmi les documents de l'ouvrage fini indiqués à la section 4.2.9;
- f) s'assurer que les dessins d'atelier portent le numéro du projet et qu'ils sont enregistrés dans l'ordre;
- g) ne pas commencer la fabrication ni commander les matériaux avant que les dessins d'atelier aient été examinés.

4.2.12 EXAMENS DU CHANTIER

Le CGC doit au moins, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit :

- a) examiner régulièrement et fréquemment les travaux;
- b) dresser la liste des éléments incomplets ou défectueux;
- c) planifier l'achèvement ou la réparation de ces éléments avec les corps d'état du second-œuvre et distribuer les listes comme il convient;
- d) prendre les dispositions nécessaires auprès du représentant du Ministère pour l'envoi des formulaires requis quant à l'achèvement partiel et complet des travaux qu'il entreprend dans le cadre du présent contrat;
- e) distribuer les certificats d'achèvement partiel et définitif.

4.2.13 DURABILITÉ ET CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre du projet, TPSGC appliquera un programme de durabilité en vertu du programme Green Globe, qui concerne le développement durable des nouvelles constructions et des rénovations (Green Globes), ou d'un programme équivalent. L'expert-conseil en architecture et génie intégrera les exigences en matière de durabilité à la conception. Le CGC doit au moins, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit :

- a) donner des conseils relatifs à la source et à la disponibilité des matériaux régionaux et des matériaux au contenu recyclé, y compris la vérification de ces derniers sur le chantier;
- b) établir un programme complet de gestion des déchets produits dans le cadre des travaux;
- c) vérifier, sur le chantier, que des matériaux acceptables sont utilisés, au moyen de la compilation et de la vérification des fiches signalétiques et de l'information du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT);
- d) surveiller et mettre à l'essai la qualité de l'air à l'intérieur pendant la construction.

4.2.14 GESTION DES DÉCHETS

Le CGC doit au moins, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit :

- a) établir un plan de travail relatif à la réduction des déchets et le soumettre à l'examen et à l'approbation du représentant du Ministère;

- b) s'assurer que le plan est conforme aux lignes directrices de TPSGC et qu'il répond aux exigences des autorités locales compétentes;
- c) définir clairement la stratégie et la méthode d'optimisation du détournement des déchets solides des décharges de même que la stratégie et la méthode d'élimination des matières toxiques et dangereuses de la manière la plus appropriée qui soit;
- d) intégrer tous les calendriers connexes qui définissent les objectifs et les résultats attendus en matière de stocks au moment de la vérification des déchets;
- e) prévoir un programme de réduction des déchets solides non dangereux au moyen de stratégies de réduction, de réutilisation et de recyclage incluant :
 - i. des exigences en matière de tri des déchets de construction par type sur le chantier,
 - ii. une description de la manière la plus pratique de recycler chacun des matériaux;
- f) élaborer des procédures précises à l'égard des vérifications de la gestion des déchets sur le chantier, notamment en ce qui concerne les objectifs, la fréquence et le format des vérifications;
- g) produire des rapports mensuels écrits contenant un registre des activités d'élimination des déchets, qui comprend :
 - i. un examen de la stratégie de mise en œuvre,
 - ii. un examen des pratiques d'élimination des sous-traitants en ce qui concerne la peinture, les solvants et les débris de bois imprégné sous pression, ainsi que les autres produits ou matériaux du même type,
 - iii. une vérification de la gestion des déchets permettant de déterminer la mesure dans laquelle les objectifs de recyclage sont atteints et de formuler des recommandations concernant les points à améliorer si les objectifs n'ont pas été atteints.

4.2.15 BUREAU DE CHANTIER

Un bureau de chantier ne sera pas nécessaire pour l'édifice de l'Est, et ce, pour toute la durée du contrat.

4.2.16 MISE EN SERVICE

Le CGC est, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, responsable d'appuyer l'agent de mise en service de TPSGC et d'assurer la coordination avec ce dernier. L'agent dirigera le processus, le programme ou les activités de mise en service pour l'ensemble des travaux raisonnables et pratiques. Le CGC doit collaborer ouvertement avec l'agent de mise en service de TPSGC pour l'aider à mener à bien le

processus de mise en service. Pour connaître les exigences et les spécifications, consultez le *Manuel de mise en service* de TPSGC à l'adresse suivante :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/sngp-npms/bi-rp/tech/miseenservice-commissioning/documents/manuel-manual-fra.pdf>.

Le CGC doit :

- a) s'assurer que toutes les activités de mise en service requises indiquées par l'agent de mise en service de TPSGC sont définies dans le calendrier du projet et dans les documents d'exécution;
- b) veiller à ce que les renseignements relatifs aux protocoles d'étiquetage ainsi qu'aux exigences et aux protocoles en matière de données portant sur l'entretien soient transmis aux sous-traitants;
- c) confirmer que le travail des sous-traitants est suffisamment avancé pour justifier une inspection et des essais par l'expert-conseil en architecture et génie et pour prévoir les inspections et les essais requis;
- d) s'assurer que l'ensemble des résultats des essais, des documents et des manuels sont fournis par les sous-traitants, en contrôlant le processus d'examen de l'expert-conseil en architecture et génie et en rendant compte à TPSGC des progrès des efforts de mise en service;
- e) orienter les sous-traitants de manière qu'ils terminent, réparent, rajustent ou reconstruisent les parties des travaux qui ne répondent pas aux normes de vérification, notamment en ce qui concerne la surveillance des lacunes, et s'assurer que ces dernières ont été corrigées;
- f) s'assurer que l'expert-conseil en architecture et génie et le responsable autorisé sont témoins des essais et de la mise en service de l'équipement et qu'ils inspectent ce dernier;
- g) prendre toutes les mesures nécessaires pour la clôture des contrats de sous-traitance, y compris les examens définitifs de la garantie et les clôtures de contrats;
- h) participer aux protocoles d'étiquetage en obtenant des sous-traitants tous les formulaires relatifs aux renseignements sur le produit et vérifier que ces renseignements sont justes. Les sous-traitants sont responsables des exigences en matière d'étiquetage physique.

4.2.17 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE

Le CGC doit au moins, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit :

- a) se conformer au *Code national du bâtiment* — Canada (CNB) pour la sécurité incendie relative aux projets de construction et au *Code national de prévention des incendies* — Canada (CNPI) pour la prévention des incendies, la lutte contre l'incendie et la sécurité des personnes dans le bâtiment occupé;
- b) respecter les normes suivantes : Norme sur la protection contre les incendies de TPSGC, chapitre 3.1 du SCT / CCT / CNB / CNPI 2010 <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=17316>
- c) le coordonnateur ministériel de la protection contre les incendies (CMPI) de TPSGC est l'agent de sécurité en cas d'incendie qui représente TPSGC); respecter tous les avis écrits du CMPI;
- d) soudage et découpage : avant que les travaux de soudure et de coupe commencent, délivrer les permis de travail à chaud, puis surveiller attentivement tous les travaux de soudure, de brasage, de meulage et/ou de coupe. Entreposer les liquides inflammables dans des contenants approuvés par l'Association canadienne de normalisation. Il ne faut pas utiliser de flamme nue, à moins que cela ne soit permis et approuvé par le constructeur,
- e) au moins 48 heures avant le début des travaux de découpage, de soudage ou de brasage, transmettre au représentant du Ministère :
 - i. un avis d'intention indiquant les appareils touchés, le moment et la durée de l'isolation ou de la dérivation,
 - ii. le permis de soudage dûment rempli,
 - iii. remettre le permis de soudage au chef du chantier immédiatement après la fin des interventions pour lesquelles le permis a été émis;
- f) nommer un surveillant d'incendie lorsque des activités de soudage ou de découpage ont lieu dans des zones où des matières combustibles situées dans un rayon de moins de 10 mètres pourraient être enflammées par conduction ou radiation;
- g) lorsque les travaux nécessitent la mise hors service temporaire des systèmes d'alarme, d'extinction et de protection incendie :
 - i. nommer un surveillant d'incendie, qui est une personne qui connaît bien les procédures en matière de sécurité incendie et exécute chaque heure des rondes de surveillance dans les secteurs non protégés et inoccupés (où il n'y a aucun travailleur),
 - ii. retenir les services du fabricant des systèmes de protection incendie, qui devra, une fois par jour ou conformément aux exigences du coordonnateur ministériel de la protection contre les incendies (CMPI), isoler et protéger tous les appareils touchés par les activités ci-après :

- i) la modification des systèmes d'alarme, d'extinction et de protection incendie,
 - ii) le découpage, le soudage, le brasage et autres activités de construction susceptibles de déclencher les systèmes de protection incendie;
- h) dès l'achèvement des travaux, remettre en service les systèmes de protection contre l'incendie et vérifier que tous les appareils fonctionnent parfaitement;
- i) aviser l'organisme de surveillance du système d'alarme incendie et le service d'incendie local immédiatement avant la mise hors service du système et immédiatement après sa remise en service.

4.2.18 MATIÈRES DANGEREUSES

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, se conformer aux exigences du SIMDUT concernant l'utilisation, la manutention, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques reconnues par le coordonnateur ministériel de la protection contre les incendies (CMPI) de TPSGC.

Il doit avertir le représentant du Ministère 10 jours ouvrables avant d'exécuter, dans des immeubles occupés, des travaux nécessitant l'utilisation de substances désignées (aux termes du projet de loi 208 de l'Ontario) ou de substances dangereuses et/ou des travaux de peinture, de calfeutrage, de pose de tapis ou d'application d'adhésifs.

4.2.19 MANUELS DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN INTERACTIFS

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, gérer la production des manuels de fonctionnement et d'entretien interactifs. La gestion de ce processus est comprise dans les services du CGC, mais le coût de la production des manuels fait partie des coûts de construction.

Douze (12) semaines avant une formation prévue, le CGC doit remettre au représentant du Ministère quatre (4) copies sur CD du manuel de fonctionnement et d'entretien approuvé, dans les deux langues officielles, ainsi qu'une copie papier. Elles doivent être présentées comme suit :

- a) Placer les feuillets dans des cahiers à trois anneaux de type « D », à couverture rigide en vinyle d'une dimension de 212 mm sur 275 mm. Les cahiers ne doivent pas avoir plus de 75 mm d'épaisseur ni ne doivent être remplis plus qu'aux deux tiers.
- b) Ajouter la page de titre sur laquelle figure « Manuel de fonctionnement et d'entretien », le titre du projet, la date et la table des matières. Le nom du projet doit également figurer sur la page couverture et sur le dos du cahier.

- c) Organiser le contenu du manuel en fonction des sections du devis du projet. Indiquer chaque section au moyen d'onglets étiquetés recouverts de celluloïd, fixés à des séparateurs de papier rigide.
- d) En plus des renseignements demandés, ajouter les éléments suivants :
 - i. les directives d'entretien relatives aux surfaces et aux matériaux finis;
 - ii. un exemplaire des listes d'équipement et de peinture;
 - iii. une description du fonctionnement de l'équipement et des systèmes, des procédures de mise en marche, d'arrêt et d'urgence, ainsi que tout ajustement fixe ou réglable qui pourrait influencer sur l'efficacité de l'appareil utilisé. Fournir les renseignements figurant sur la plaque signalétique, comme la marque, les dimensions, la capacité et le numéro de série;
 - iv. en ce qui concerne l'entretien, des dessins ou des schémas clairs, ou la documentation détaillée du fabricant portant précisément sur les points qui suivent :
 - i) les produits de graissage et les calendriers d'application,
 - ii) les méthodes de dépannage,
 - iii) les techniques d'ajustement,
 - iv) les vérifications de fonctionnement,
 - v) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des fournisseurs ainsi que les éléments fournis. Pour chaque produit mentionné, fournir une description et le numéro de pièce du fabricant;
 - v. les garanties indiquant :
 - i) le titre et l'adresse des projets,
 - ii) la date d'entrée en vigueur de la garantie (date du certificat provisoire d'achèvement du projet),
 - iii) la durée de la garantie,
 - iv) une description claire et précise de ce qui est visé par la garantie et des mesures correctives à apporter en vertu de cette dernière,
 - v) la signature et le sceau de la personne qui fournit la garantie,
 - vi) la liste des matériaux supplémentaires utilisés pour la réalisation du projet, classés par catégorie, le nom du fabricant et le fournisseur;
 - vi. en ce qui concerne les pièces de rechange, la liste des pièces de rechange qu'il est recommandé de stocker sur place pour assurer un maximum d'efficacité des travaux. Donner la liste de tous les outils spéciaux ayant une fonction unique. Chaque énumération de pièces ou d'outils doit être accompagnée du nom du fabricant, du numéro de pièce du fabricant et du nom et de l'adresse du fournisseur;

- vii. un jeu complet des dessins d'atelier définitifs (à reliure distincte) indiquant les corrections et les modifications apportées au cours de la fabrication et de l'installation.
- e) Format : Tous les dessins de l'ouvrage fini et les manuels de fonctionnement et d'entretien devront être convertis, s'il y a lieu, en format PDF afin qu'ils puissent être consultés au moyen du logiciel Acrobat Reader. Le système de stockage et d'extraction des documents devra être structuré en fonction d'un cadre de base de données comprenant des liens directs vers les fichiers PDF appropriés. L'extraction et la visualisation des documents devront être effectuées à partir d'un menu. L'accès aux données nouvelles ou modifiées par des utilisateurs autorisés devra nécessiter la saisie de plusieurs mots de passe.

4.2.20 DOSSIERS

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, tenir des dossiers de manière à consigner, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, tout écart par rapport aux dessins contractuels. Immédiatement avant l'inspection du représentant du Ministère, qui est préalable à la délivrance du certificat d'achèvement du projet, le CGC doit lui fournir une (1) copie électronique et trois (3) copies papier des dessins, dans lesquelles les changements auront soigneusement été apportés à l'encre rouge.

4.2.21 GARANTIES

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, rassembler, avant l'achèvement des travaux, toutes les garanties des fabricants et les remettre au représentant du Ministère. Il doit également fournir des copies de toutes les garanties du fabricant figurant dans les manuels de fonctionnement et d'entretien.

4.2.22 NETTOYAGE DU CHANTIER

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, nettoyer le chantier des travaux de construction qu'il entreprend comme directeur des travaux dans le cadre du marché visé aux présentes. Le chantier doit être nettoyé pour assurer la sécurité du milieu de travail et protéger les systèmes sur le chantier et les éléments patrimoniaux contre la poussière et les débris excessifs occasionnés par les travaux de construction. Au fur et à mesure que les lots de travaux ou des zones de construction sont achevés, il faut effectuer un nettoyage final de la totalité du chantier, y compris les surfaces, les accessoires et l'équipement intérieurs, pour éliminer la poussière et les débris occasionnés par les travaux de construction. Il faut également informer le représentant du Ministère par écrit avant de procéder au nettoyage final. Il faut obtenir

ensuite l'approbation écrite de nettoyage auprès du représentant du Ministère. Enfin, il faut terminer le nettoyage avant de demander le certificat d'achèvement substantiel.

4.2.23 BRUIT, VIBRATION, ODEURS ET LIVRAISONS

Le CGC doit, relativement aux services de gestion de la construction qu'il fournit, prévoir tous les bruits générés par les travaux, les livraisons et l'enlèvement des déchets et planifier avec soin ces activités afin de nuire le moins possible aux activités en cours. Il doit de plus déployer des efforts pour réduire le bruit, les vibrations et les odeurs affectant l'édifice (à l'intérieur et à l'extérieur) ainsi que les aires occupées à proximité, notamment les immeubles, les routes, les parcs et les aires récréatives.

Tous les travaux susceptibles de produire des bruits, des vibrations ou des odeurs excessifs doivent être effectués en dehors des heures normales de travail afin de réduire les perturbations pour les occupants de l'édifice. Dans le cadre de ce projet, les heures normales de travail sont de 7 h à 19 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés du gouvernement fédéral.

La décision du représentant du Ministère sera sans appel s'il juge que des travaux génèrent des bruits, des vibrations et des odeurs excessifs.

SERVICES FACULTATIFS (SECTION 5 ET 6)

5 SERVICES CONSULTATIFS ET DE GESTION DE LA CONSTRUCTION FACULTATIFS DU CONTRAT

Les services facultatifs du contrat suivants cadrent avec les trois sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure :

Option 1A : services consultatifs et services de gestion de la construction pendant la durée de la première sous-phase de construction.

Option 1B : services consultatifs et services de gestion de la construction pendant la durée de la deuxième sous-phase de construction.

Option 1C : services consultatifs et services de gestion de la construction pendant la durée de la troisième sous-phase de construction.

Les services consultatifs et les services de gestion de la construction seront identiques à ceux décrits à la section 4 du présent document, à l'exception des éléments ci-après.

5.1 SERVICES CONSULTATIFS FACULTATIFS

5.1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

Les exigences générales sont les mêmes qu'à la section 4.1.1, sauf que ces services consultatifs doivent être fournis pendant toute la durée de la mise en œuvre des trois sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure aux termes des trois périodes facultatives (options 1A, 1B et 1C) du projet. Les services décrits ci-dessous s'appliquent aux trois options (options 1A, 1B et 1C) du contrat.

5.1.2 PERSONNEL DE L'ÉQUIPE DE CONSEILLERS

Consultez la section 4.1.2.

5.1.3 DÉLAI DE RÉPONSE

Consultez la section 4.1.3.

5.1.4 PLAN DE RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Consultez la section 4.1.4. Le CGC doit réviser, mettre à jour et conserver le plan de réalisation des travaux de construction du projet pendant toute la durée des trois sous-phases de travaux de construction. Il doit signaler tous les changements dans son rapport mensuel.

5.1.5 SERVICES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

En plus des services établis à la section 4.1.5, le CGC doit offrir les services suivants :

- j) examiner tout changement dans les estimations de l'entrepreneur général et se prononcer sur leur caractère équitable et raisonnable. Participer au rapprochement et à la négociation des estimations des changements litigieux.

5.1.5.1 PRÉVISION DES FLUX DE TRÉSORERIE

Consultez la section 4.1.5.1.

5.1.5.2 PRODUITS LIVRABLES – SERVICES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

En plus des services décrits à la section 4.1.5.2, le CGC doit offrir les services suivants :

- k) résumer toutes les révisions des estimations de l'entrepreneur général.

5.1.6 SERVICES D'ORDONNANCEMENT

En plus des services décrits à la section 4.1.6, le CGC doit offrir les services suivants :

- a) lors des travaux, revoir le calendrier initial des travaux soumis par les entrepreneurs généraux et fournir des commentaires écrits. Aider TPSGC et son spécialiste de l'ordonnancement lors des négociations relatives aux calendriers de construction de l'entrepreneur général, au besoin;
- b) intégrer les calendriers acceptés de l'entrepreneur général ainsi que mettre à jour le calendrier principal de construction du projet. Mettre à jour les calendriers prévus des sous-phases de travaux restantes selon les leçons apprises de l'actuel calendrier de l'entrepreneur général;
- c) examiner, analyser et commenter les mises à jour mensuelles du calendrier proposées par l'entrepreneur général. Tous les mois, mettre à jour le calendrier principal de construction du projet pour refléter l'état actuel du calendrier. Produire un compte rendu narratif écrit résumant son analyse du calendrier du projet. Ce

compte rendu doit présenter l'état du calendrier actuel par rapport au calendrier de base, relever tout problème ou inquiétude important ainsi que les stratégies d'atténuation recommandées.

5.1.6.1 PRODUITS LIVRABLES – SERVICES D'ORDONNANCEMENT

En plus des services décrits à la section 4.1.6.1, le CGC doit offrir les services suivants :

- f) à l'appel d'offres et à l'attribution du contrat relatif à chacune des sous-phases de travaux, examiner et commenter le calendrier de construction soumis par les entrepreneurs généraux, y compris ses révisions et ses mises à jour. Rapprocher les écarts entre le calendrier principal de construction du projet du CGC et les calendriers des travaux proposés par les entrepreneurs généraux. Mettre à jour le calendrier principal de construction du projet, notamment prévoir le calendrier des sous-phases de construction qui n'ont pas encore fait l'objet d'un appel d'offres;
- g) à l'appel d'offres et à l'attribution du contrat relatif à chacune des sous-phases de travaux, collaborer avec l'entrepreneur général et TPSGC dans le but de réviser les flux de trésorerie dépendant du calendrier en fonction des changements découlant de l'attribution du contrat.

5.1.7 SERVICES DE GESTION DES RISQUES

Consultez la section 4.1.7.

5.1.7.1 PRODUITS LIVRABLES – SERVICES DE GESTION DES RISQUES

Consultez la section 4.1.7.1.

5.1.8 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

5.1.8.1 DÉFINITIONS

Consultez la section 4.1.8.1.

5.1.8.2 SERVICES DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Consultez la section 4.1.8.2.

5.1.8.3 PRODUITS LIVRABLES – CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Consultez la section 4.1.8.3.

5.1.9 PLANIFICATION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER DE CONSTRUCTION

Consultez la section 4.1.9.

5.1.10 EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION ET D'EXÉCUTION

Consultez la section 4.1.10.

5.1.10.1 PRODUITS LIVRABLES – EXAMEN DES DOCUMENTS D'AVANT-PROJET ET D'EXÉCUTION

Consultez la section 4.1.10.1.

5.1.11 MODIFICATIONS AUX TRAVAUX

Relativement aux travaux réalisées par les entrepreneurs généraux aux termes des contrats distincts les liant à TPSGC pour les trois sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure, lorsqu'on détermine, sur place, qu'une modification doit être apportée à un contrat de construction, l'expert-conseil en architecture et génie doit rédiger et publier un avis de modification proposée (AMP). L'entrepreneur général indique un prix pour l'AMP, qui est ensuite soumise à l'approbation de TPSGC. Au besoin et au choix du représentant du Ministère, le prix lié à l'AMP de l'entrepreneur général peut être envoyé au CGC pour qu'il l'examine, le commente par écrit et se prononce à son sujet.

Il incombe au CGC d'examiner tous les prix indiqués dans la ventilation de l'entrepreneur général, y compris les coûts, les marges brutes et les prix du sous-traitant. Il doit aussi évaluer, pour le compte du représentant du Ministère, le caractère équitable et raisonnable des propositions de prix de l'entrepreneur général qui lui sont transmises à cette fin.

De plus, l'expert-conseil examinera la proposition de prix de l'entrepreneur général et conseillera le représentant du Ministère sur son caractère équitable et raisonnable. Le représentant du Ministère devra autoriser les modifications en fonction de l'estimation indicative des coûts et du caractère raisonnable de celle-ci. Si le représentant du Ministère refuse la proposition de prix de l'entrepreneur général, le CGC devra collaborer avec le représentant du Ministère, l'expert-conseil en architecture et génie et

l'entrepreneur général pour résoudre le litige sur le prix à la satisfaction du représentant du Ministère.

5.1.12 DÉMÉNAGEMENT DES OCCUPANTS DANS DES LOCAUX TRANSITOIRES

Consultez la section 4.1.12.

5.1.13 VISITES DU CHANTIER

Le CGC devra, au nom de TPSGC, faciliter les visites du chantier. Une visite devrait avoir lieu chaque semaine que dureront les travaux et comprendre de 2 à 6 visiteurs ainsi que de 2 à 4 membres de l'équipe du projet de TPSGC. Il devra organiser cette activité de concert avec le « constructeur » et l'entrepreneur général et donner un cours d'orientation sur le chantier à chaque visite. De plus, il devra conserver sur le chantier au moins dix (10) casques, paires de bottes et lunettes de sécurité à l'intention des visiteurs.

5.1.14 SURVEILLANCE DE LA CONSTRUCTION

Le CGC devra surveiller l'avancement des travaux de construction pour la réhabilitation extérieure qui sont entrepris par l'entrepreneur général ou les entrepreneurs généraux dans le cadre d'un contrat distinct.

La portée axée sur le rendement doit comprendre ce qui suit :

- a) TPSGC est responsable du balayage laser de la maçonnerie extérieure, tel qu'observé, dans les limites de la portée des travaux faisant l'objet de la soumission. L'ensemble de données du balayage laser, qui peut être affiché en projection perspective ou en projection isométrique, sera lié au système de coordonnées de la DGCP et sera en format de fichier Autodesk ReCap et PTS.
- b) Il incombe au CGC d'utiliser ces fichiers et ces dessins pour fournir un système de gestion de l'information de construction qui démontre ce qui suit :
 - i. état, tel qu'observé, de la maçonnerie, à la fois graphique et photographique;
 - ii. portée des travaux proposée (conformément aux dessins faisant partie de la soumission);
 - iii. portée des travaux approuvée (comme il est convenu entre les entrepreneurs généraux qui effectuent les travaux et l'expert-conseil en architecture et génie);
 - iv. dessins AutoCad qui montrent l'utilisation mensuelle et cumulative du tableau des prix unitaires (TPU) et des travaux sur commande;
 - v. données sur l'utilisation mensuelle et cumulative du TPU et des travaux sur commande, à inclure dans le rapport mensuel du CGC;

vi. dossiers définitifs de l'ouvrage fini.

- c) Le CGC doit fournir les ressources nécessaires pour surveiller quotidiennement le travail en mesure de documenter le progrès des travaux en fonction d'entrées les données dans le système de gestion de l'information de la construction du CGC.

5.1.15 RÉUNIONS

Le CGC est tenu d'assister et de participer aux réunions suivantes, conformément à la section 3 sur l'administration du projet, et ce, à la fréquence décrite aux présentes :

- a) réunions de l'équipe principale du projet :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : une fois par mois,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : une fois par mois,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : une fois par mois;
- b) réunions de conception de projet :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : une fois toutes les deux semaines pendant la rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : une fois toutes les deux semaines pendant la rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- c) réunions sur les travaux de construction :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : toutes les deux semaines,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : toutes les deux semaines,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : toutes les deux semaines;
- d) réunions techniques :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : trois pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : trois pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- e) réunions d'examen des soumissions et d'exposés :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,

- ii. pendant la réalisation de l'option 1B : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- f) réunions d'examen de la conception aux fins d'assurance de la qualité :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- g) ateliers sur la constructibilité :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- h) ateliers sur l'ingénierie de la valeur :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- i) ateliers sur la conception parasismique :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : un pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : un pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- j) ateliers sur les coûts et les calendriers :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : deux pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,

- iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais;
- k) ateliers sur la gestion des risques :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : deux fois l'an,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : deux fois l'an,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : deux fois l'an;
- l) ateliers sur les leçons apprises :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : un atelier,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : un atelier,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : un atelier;
- m) atelier sur la stratégie relative à l'ordre des déménagements :
 - i. pendant la réalisation de l'option 1A : neuf ateliers au total pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - ii. pendant la réalisation de l'option 1B : neuf ateliers au total pendant l'étape de rédaction des documents d'exécution,
 - iii. pendant la réalisation de l'option 1C : jamais.

5.2 SERVICES FACULTATIFS DE GESTION DE LA CONSTRUCTION

5.2.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Les exigences générales sont les mêmes qu'à la section 4.2.1, sauf que ces services de gestion de la construction doivent être fournis pendant toute la durée de la réalisation des trois sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure aux termes des trois périodes facultatives (options 1A, 1B et 1C) du projet. Les services décrits ci-dessous s'appliquent aux trois options (options 1A, 1B et 1C) du contrat.

Consultez la section 4.2.1.

5.2.2 DÉLAI DE RÉPONSE

Consultez la section 4.2.2.

5.2.3 PORTÉE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

- a) En plus de la portée des travaux décrite à la section 4.2.3, le CGC peut aussi être embauché pour fournir des services de gestion de la construction liés à certains travaux figurant à la Division 1 et communs aux trois sous-phases de construction. Il pourrait donc être responsable :
- b) des palissades extérieures du chantier;
- c) des roulottes de chantier (pour les occupants et les toilettes), y compris des services temporaires d'électricité, de téléphone, d'Internet, d'eau courante et d'égouts;
- d) de l'entretien du chantier (déneigement, nettoyage général, etc.);
- e) de la sécurité du chantier;
- f) de la signalisation sur le chantier;
- g) du rétablissement de l'aménagement paysager (cour intérieure exclue);
- h) de tous les matériaux et fournitures nécessaires à la réalisation de ses travaux figurant à la Division 1 décrits aux présentes.

5.2.3.1 CONTEXTE

En plus du contexte décrit à la section 4.2.3.1, le CGC s'acquittera de certains travaux figurant à la Division 1 et associés aux travaux de réhabilitation extérieure. Par *travaux figurant à la Division 1*, on entend les travaux jugés communs à tous les travaux de réhabilitation extérieure réalisés lors des trois principales sous-phases de construction. Ces travaux sont attribués au CGC pour assurer une approche commune et une présentation uniforme sur le chantier lors des trois sous-phases de construction ainsi que pour faciliter le passage d'une sous-phase à l'autre.

5.2.3.2 TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Consultez la section 4.2.3.2.

5.2.4 SANTÉ ET SÉCURITÉ DURANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SUR LE CHANTIER

Consultez la section 4.2.4.

5.2.4.1 PRODUITS LIVRABLES – SANTÉ ET SÉCURITÉ DURANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Consultez la section 4.2.4.1.

5.2.5 LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES RELATIF AUX TRAVAUX

5.2.5.1 CONTEXTE

Consultez la section 4.2.5.1.

5.2.5.2 PORTÉE

Consultez la section 4.2.5.2.

5.2.6 RÉUNIONS SUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Consultez la section 4.2.6.

5.2.7 SURVEILLANCE DE LA CONSTRUCTION

Consultez la section 4.2.7.

5.2.8 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE (AVIS ET AUTORISATIONS)

Consultez la section 4.2.8.

5.2.9 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Consultez la section 4.2.9.

5.2.10 DOCUMENTS DE L'OUVRAGE FINI

Consultez la section 4.2.10.

5.2.11 DESSINS D'ATELIER

Consultez la section 4.2.11.

5.2.12 EXAMENS DU CHANTIER

Consultez la section 4.2.12.

5.2.13 DURABILITÉ ET CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Consultez la section 4.2.13.

5.2.14 GESTION DES DÉCHETS

Consultez la section 4.2.14.

5.2.15 BUREAU DE CHANTIER

Lors des travaux, le bureau de chantier sera situé dans des roulottes de chantier. Le CGC devra fournir et entretenir des bureaux de chantier offrant suffisamment de services et d'espace à son personnel, à l'équipe de projet de TPSGC et au personnel de chantier de l'expert-conseil. Il devra aussi fournir des roulottes pour les entrepreneurs généraux embauchés directement par TPSGC ainsi qu'installer des toilettes pour hommes et pour femmes et un poste de sécurité. Le complexe de roulottes de chantier sera dessiné par l'expert-conseil en architecture et génie à l'aide des commentaires et des conseils du CGC. Conformément à la section 5.2.5 du présent cadre de référence, le CGC lancera un appel d'offres pour ces travaux.

5.2.16 MISE EN SERVICE

Consultez la section 4.2.16.

5.2.17 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE

Consultez la section 4.2.17.

5.2.18 MATIÈRES DANGEREUSES

Consultez la section 4.2.18.

5.2.19 MANUELS DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN INTERACTIFS

Consultez la section 4.2.19.

5.2.20 DOSSIERS

Consultez la section 4.2.20.

5.2.21 GARANTIES

Consultez la section 4.2.21.

5.2.22 NETTOYAGE DU CHANTIER

Consultez la section 4.2.22.

5.2.23 BRUIT, VIBRATION, ODEURS ET LIVRAISONS

Consultez la section 4.2.23.

6 SERVICES FACULTATIFS DU CONSTRUCTEUR

6.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Conformément à l'option visée aux présentes, le CGC sera engagé à titre de « constructeur » pour les travaux de cette sous-phase et devra remplir ce rôle comme il est défini dans la Loi sur la santé et la sécurité et les règlements applicables aux projets de construction (Lois refondues de l'Ontario de 1990, chapitre O.1, comme modifiées). De plus, il devra se conformer aux exigences de la Partie 8, Mesures de sécurité aux abords des chantiers, du Code national du bâtiment du Canada (2010), ainsi qu'à celles des règlements provinciaux applicables aux projets de construction et les appliquer. Les services décrits ci-après s'appliquent également aux trois options du contrat (options 2A, 2B et 2C) :

Option 2A : services de constructeur pour toute la durée de la première sous-phase de construction

Option 2B : services de constructeur pour toute la durée de la deuxième sous-phase de construction

Option 2C : services de constructeur pour toute la durée de la troisième sous-phase de construction

En plus des travaux effectués par le CGC aux termes du marché visé aux présentes, TPSGC lancera des appels d'offres distincts pour attribuer trois contrats de construction à l'intention d'entrepreneurs généraux pour chacune des sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure, et gèrera les contrats relatifs à ces travaux. Le CGC devra remplir le rôle de « constructeur » pour tous les travaux qu'il entreprend ainsi que pour le lot de travaux de réhabilitation extérieure effectués par les entrepreneurs généraux engagés séparément par TPSGC. Il devra aussi, dans le cadre de ses fonctions de « constructeur », assurer l'observation de la *Loi sur la santé et la sécurité* dans tous les aspects des travaux du projet, y compris ceux effectués par les entrepreneurs généraux.

Le « constructeur » assume les responsabilités suivantes :

- a) fournir le personnel nécessaire à la prestation des services et à l'exécution des tâches indiquées dans le présent cadre de référence en le choisissant parmi ses employés qualifiés ou en embauchant directement des sous-traitants;
- b) faire le nécessaire pour conserver les personnes qui jouent un rôle de premier plan et motiver son équipe pendant toute la durée du projet, conformément à sa proposition;

- c) comprendre parfaitement les exigences du projet, y compris la portée, le budget et le calendrier ainsi que les obligations connexes décrites dans le présent cadre de référence;
- d) travailler de manière constructive, selon une approche favorisant la collaboration et la coopération, en veillant à ce que tous les membres de l'équipe contribuent au projet de manière compétente et en temps opportun.

6.2 SANTÉ ET DE SÉCURITÉ DURANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

En plus des services établis à la section 5.2.4, le CGC doit offrir les services suivants :

- w) examiner les programmes de santé et sécurité des entrepreneurs tiers pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences des documents d'exécution et au plan de sécurité propre au chantier du constructeur. Faire le suivi des programmes de santé et sécurité des entrepreneurs généraux pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences des documents d'exécution et au plan de sécurité propre au chantier du constructeur. Joindre à son rapport mensuel un rapport sur la conformité en matière de santé et sécurité.

6.2.1 PRODUITS LIVRABLES – SANTÉ ET SÉCURITÉ DURANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

En plus des services établis à la section 5.2.4.1, le CGC doit offrir les services suivants :

- g) signaler la conformité des entrepreneurs tiers au plan de santé et de sécurité propre au chantier.

6.3 COORDINATION DES ENTREPRENEURS EMBAUCHÉS DIRECTEMENT PAR TPSGC

De temps à autre, TPSGC fera réaliser des activités et des projets sur le chantier de construction par des entrepreneurs autres que les trois entrepreneurs généraux exécutant les principaux travaux des trois sous-phases. À titre de constructeur, le CGC assurera aussi la coordination de ces activités et se penchera sur les questions de sécurité les concernant. Il permettra à TPSGC et à ses entrepreneurs d'accéder librement aux zones de travaux, à condition que tous les protocoles de sécurité soient respectés. À l'heure actuelle, les projets suivants sont envisagés, mais d'autres possibilités de contrats de portées différentes pourraient se présenter pendant la durée du contrat et seront gérées conformément au présent contrat :

- a) aménagement et installation d'équipement et d'éléments de connectivité des édifices (EECE) par des entrepreneurs embauchés directement par TPSGC;

- b) réparation de la maçonnerie extérieure de l'édifice durant les étapes de conception du projet;
- c) activités d'entretien en continu de l'édifice.

6.4 SÉCURITÉ DU CHANTIER

Le « constructeur » est responsable de la sécurité de tout le chantier jusqu'à ce que l'installation puisse être utilisée aux fins prévues. Il établira un plan de sécurité en collaboration avec le représentant du Ministère et le révisera, au besoin, afin que celui-ci l'approuve. De plus, il mettra à jour le plan afin de répondre aux exigences du représentant du Ministère au fur et à mesure que le projet avance.

Le « constructeur », en collaboration avec les Services de sécurité de TPSGC, devra remettre des cartes d'accès aux personnes nécessitant un accès au chantier. Toutes les personnes qui accèdent au chantier doivent avoir, en tout temps, cette carte d'accès bien en évidence. Le « constructeur » vérifiera quotidiennement si tous les membres du personnel ont leur carte au début du quart de travail. Les cartes doivent être rendues à la fin du projet ou du lot de travaux.

Le CGC, à titre de « constructeur », est au moins responsable :

- a) de l'accès au chantier, y compris les procédures d'entrée;
- b) de la sécurité en dehors des heures de travail, y compris les procédures d'escorte, de verrouillage, de surveillance de soir et de fin de semaine, les piquets d'incendie ainsi que les procédures et les interventions d'urgence;
- c) de toutes les questions de sécurité liées aux travaux ou au chantier, conformément à la réglementation fédérale, provinciale et municipale applicable;
- d) de la conservation des éléments à réutiliser ou à recycler;
- e) de la protection des matériaux, de l'équipement et de la qualité de l'exécution tout au long de la réalisation du projet ainsi que de tout élément de TPSGC ou d'un autre intervenant en place jusqu'à ce que l'édifice soit prêt à être utilisé;
- f) de l'élaboration et de la mise en application d'un protocole de chantier, notamment :
 - i. interdire les appareils audio ou vidéo,
 - ii. contrôler le bruit,
 - iii. interdire le stationnement sur le chantier,
 - iv. respecter strictement les attentes du public en ce qui concerne le comportement, le langage et la tenue dans les endroits publics (tous les espaces extérieurs du chantier sont considérés comme publics),
 - v. recourir à des services de sécurité du secteur privé;
- g) de la coordination des interventions d'urgence visant à régler les problèmes survenant sur le chantier en dehors des heures de travail. En consultation avec le représentant du

Ministère, le constructeur dressera une liste de personnes-ressources pour les interventions et la communication. Si un problème survient, il faut communiquer immédiatement avec le représentant du Ministère;

- h) de la prise de mesures immédiates, y compris l'arrêt des travaux, au besoin, en cas d'urgence touchant la sécurité des personnes ou des biens, ou si les travaux sont compromis par les actes des sous-traitants ou d'autres personnes. Dans une telle situation, il doit également aviser le représentant du Ministère et envoyer un avis écrit au sous-traitant ou à toute autre personne au sujet de l'urgence.

6.5 GESTION DE LA CIRCULATION SUR LE CHANTIER

Le « constructeur » devra mettre en œuvre et gérer le plan de gestion de la circulation du projet (le plan est détaillé à la section 5.1.4 des services consultatifs). Ce plan vise à déterminer les exigences et les procédures du projet relativement :

- a) à la livraison des matériaux de construction;
- b) à l'élimination des déchets;
- c) à l'emplacement des grues, à leur installation et à leur utilisation;
- d) à la coordination, avec la circulation, de l'accès piétonnier à l'édifice et dans ses environs;
- e) à la coordination, avec la circulation, du stationnement de la Colline du Parlement à proximité de l'édifice;
- f) aux besoins en matière de mesures de contrôle de la circulation, comme du matériel de signalisation et des barrières temporaires ou des signaleurs;
- g) à la coordination du plan de gestion de la circulation du projet et du plan de gestion de la circulation de la Colline du Parlement, qui sera fourni par une autre partie;
- h) à l'absence d'aménagement en matière de stationnement pour le CGC sur la Colline du Parlement, dont le « constructeur » est par la présente avisé.

6.6 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE

Consultez la section 5.2.17.

6.7 MATIÈRES DANGEREUSES

Consultez la section 5.2.18.

6.8 PERMIS

En sa qualité de « constructeur », le CGC devra transmettre l'avis de projet au ministère du Travail. De plus, le CGC doit obtenir tous les permis de construction nécessaires à l'exécution du projet auprès de la Ville d'Ottawa. Il devra notamment obtenir les permis de construction nécessaires aux contrats liés aux trois sous-phases de travaux de réhabilitation extérieure ainsi que ceux nécessaires aux services de gestion des travaux qui lui sont attribués dans le cadre du marché visé aux présentes.

6.9 RÉUNIONS

Au besoin, le personnel du CGC responsable des services de « constructeur » participera aux réunions. Cette participation se fera au choix du CGC aux termes de son rôle de conseiller, comme il est décrit à la section 5.1 du présent cadre de référence. Le coût de tout service connexe à la participation du personnel du CGC responsable des services de « constructeur » à une réunion ou à un atelier doit être compris dans les frais et honoraires indiqués dans la réponse du CGC à la présente DP. TPSGC n'assumera aucuns frais supplémentaires pour cette participation.

En plus des réunions de projet régulières définies à la section 3.9 du présent cadre de référence pendant toute la durée du contrat, le CGC, en sa qualité de « constructeur », devra assister aux réunions mensuelles de coordination de la santé et de la sécurité présidées par TPSGC. Des représentants des autres projets de construction de la Colline du Parlement y participeront également.



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

RECEIVED

FEB 26 2015

Contract Number / Numéro du contrat

EP747151625

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction PPB	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance			3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Construction Management Advisor East Block 1867 Wing Rehabilitation				
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis				
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.			<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?			<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès				
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion				
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>				
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information				
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>				TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>				TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EP747151625

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input checked="" type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EP747151625

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EP747151625

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Duchesne, Donald

Senior Project Manager

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

819-775-7485

819-775-7321

Don.duchesne@pwgsc.gc.ca

2015/02/26

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Laville, Patricia

SO

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

819-775-7436

819-775-7348

patricia.laville@tpsgc-pwgsc.gc.ca

FEB 26 2015

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No

☐ Yes

☐ Non

☐ Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Anna Kulycka
Contract Security Division
Contract Security Division
Anna.Kulycka@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Tel/Tél - 613-957-1258 / Fax/Télec - 613-954-4171

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

March 2, 2015

Directive de sécurité EP747151625	
NIVEAU	DESCRIPTION
Accès a l'établissement	Tout autre personnel doit être au niveau d'Accès a l'établissement
Secret	L'entreprise doit être au niveau de CSI

ANNEXE C BASE DE PAIEMENT

L'entrepreneur sera payé selon les conditions suivantes :

1. Conseiller en gestion de la construction

Honoraires mensuels fixes

Des honoraires mensuels fixes seront versés en arriérés durant les 15 premiers mois. Ils constitueront le remboursement des travaux exécutés par le conseiller en gestion de la construction, comme il est précisé dans la section 4.1 du Cadre de référence.

Les honoraires mensuels fixes comprendront :

- i. l'ensemble des coûts indirects, des coûts d'administration, des majorations et des profits découlant des activités du conseiller en gestion de la construction, notamment les frais de bureau courants comme les photocopies, le matériel informatique, Internet, les appels téléphoniques et les télécopies, les téléphones cellulaires, l'amortissement, le loyer, l'entretien des locaux à bureaux, le mobilier, les biens d'équipement et les fournitures de bureau, les frais de taxi et le stationnement;
- ii. tous les salaires, les avantages sociaux ou toute autre rémunération versée pour les activités du conseiller en gestion de la construction;
- iii. tous les frais de déplacement et d'hébergement conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte engagés dans le cadre des travaux, pendant toute la durée du contrat;
- iv. tous les autres coûts engagés par le conseiller en gestion de la construction pour fournir les services demandés.

2. Directeur des travaux – Travaux mineurs

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement et CG6.4.4 - détermination des coûts de construction – travaux mineurs, durant les 15 premiers mois.
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Les honoraires doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande. Le coût de construction comprendra la valeur des travaux de construction compris dans les lots de travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 4.2 du Cadre de référence.

3. Services supplémentaires

Honoraires fondés sur le temps

Les honoraires fondés sur le temps serviront à compenser le niveau d'effort requis pour exécuter les travaux que le Canada considère comme supplémentaires, comme il est défini dans le Cadre de référence, et qui sont nécessaires en raison de travaux imprévus ou inconnus.

Le taux horaire doit correspondre à un taux horaire tout compris. Les honoraires seront présentés et versés conformément à la condition CG6 – Retards et modifications des travaux, pendant la période du contrat.

Si une option est exercée par le Canada, la base de paiement doit s'appliquer à l'option en question.

OPTION 1A

1. Conseiller en gestion de la construction

Honoraires mensuels fixes

Les honoraires mensuels fixes seront payés en arriérés durant une période de 16 à 43 mois. Ils constitueront le remboursement des travaux exécutés par le conseiller en gestion de la construction, comme il est précisé dans la section 5.1 du Cadre de référence.

Les honoraires mensuels fixes comprendront :

- i. l'ensemble des coûts indirects, des coûts d'administration, des majorations et des profits découlant des activités du conseiller en gestion de la construction, notamment les frais de bureau courants comme les photocopies, le matériel informatique, Internet, les appels téléphoniques et les télécopies, les téléphones cellulaires, l'amortissement, le loyer, l'entretien des locaux à bureaux, le mobilier, les biens d'équipement et les fournitures de bureau, les frais de taxi et le stationnement;
- ii. tous les salaires, les avantages sociaux ou toute autre rémunération versée pour les activités du conseiller en gestion de la construction;
- iii. tous les frais de déplacement et d'hébergement conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte engagés dans le cadre des travaux, pendant toute la durée du contrat;
- iv. tous les autres coûts engagés par le conseiller en gestion de la construction pour fournir les services demandés.

2. Directeur des travaux – Travaux mineurs

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement et CG6.4.4 - détermination des coûts de construction – travaux mineurs, durant une période de 16 à 43 mois.
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Les honoraires doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande. Le coût de construction comprendra la valeur des travaux de construction compris dans les lots de travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 5.2 du Cadre de référence.

OPTION 1B

1. Conseiller en gestion de la construction

Honoraires mensuels fixes

Les honoraires mensuels fixes seront payés en arriérés durant une période de 44 à 67 mois. Ils constitueront le remboursement des travaux exécutés par le conseiller en gestion de la construction, comme il est précisé dans la section 5.1 du Cadre de référence.

Les honoraires mensuels fixes comprendront :

- i. l'ensemble des coûts indirects, des coûts d'administration, des majorations et des profits découlant des activités du conseiller en gestion de la construction, notamment les frais de bureau courants comme les photocopies, le matériel informatique, Internet, les appels téléphoniques et les télécopies, les téléphones cellulaires, l'amortissement, le loyer, l'entretien des locaux à bureaux, le mobilier, les biens d'équipement et les fournitures de bureau, les frais de taxi et le stationnement;
- ii. tous les salaires, les avantages sociaux ou toute autre rémunération versée pour les activités du conseiller en gestion de la construction;
- iii. tous les frais de déplacement et d'hébergement conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte engagés dans le cadre des travaux, pendant toute la durée du contrat;
- iv. tous les autres coûts engagés par le conseiller en gestion de la construction pour fournir les services demandés.

2. Directeur des travaux – Travaux mineurs

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement et CG6.4.4 - détermination des coûts de construction – travaux mineurs, durant une période de 44 à 67 mois.
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Les honoraires doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande. Le coût de construction comprendra la valeur des travaux de construction compris dans les lots de travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 5.2 du Cadre de référence.

OPTION 1C

1. Conseiller en gestion de la construction

Honoraires mensuels fixes

Les honoraires mensuels fixes seront payés en arriérés durant une période de 68 à 91 mois. Ils constitueront le remboursement des travaux exécutés par le conseiller en gestion de la construction, comme il est précisé dans la section 5.1 du Cadre de référence.

Les honoraires mensuels fixes comprendront :

- i. l'ensemble des coûts indirects, des coûts d'administration, des majorations et des profits découlant des activités du conseiller en gestion de la construction, notamment les frais de bureau courants comme les photocopies, le matériel informatique, Internet, les appels téléphoniques et les télécopies, les téléphones cellulaires, l'amortissement, le loyer, l'entretien des locaux à bureaux, le mobilier, les biens d'équipement et les fournitures de bureau, les frais de taxi et le stationnement;
- ii. tous les salaires, les avantages sociaux ou toute autre rémunération versée pour les activités du conseiller en gestion de la construction;
- iii. tous les frais de déplacement et d'hébergement conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte engagés dans le cadre des travaux, pendant toute la durée du contrat;
- iv. tous les autres coûts engagés par le conseiller en gestion de la construction pour fournir les services demandés.

2. Directeur des travaux – Travaux mineurs

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement et CG6.4.4 - détermination des coûts de construction – travaux mineurs, durant une période de 68 à 91 mois.
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. Les honoraires doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande. Le coût de construction comprendra la valeur des travaux de construction compris dans les lots de travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 5.2 du Cadre de référence.

OPTION 2A

1. Constructeur

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement, durant une période de 16 à 43 mois, pour les travaux décrits à la section 6 du Cadre de référence (si le contrat est modifié en vue d'exercer cette option).
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des contrats attribués à des tiers par le Canada. Les honoraires du constructeur doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande, à l'exception des travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 6 du Cadre de référence.

OPTION 2B

1. Constructeur

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement, durant une période de 44 à 67 mois, pour les travaux décrits à la section 6 du Cadre de référence (si le contrat est modifié en vue d'exercer cette option).
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des contrats attribués à des tiers par le Canada. Les honoraires du constructeur doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande, à l'exception des travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 6 du Cadre de référence.

OPTION 2C

1. Constructeur

Pourcentage

- i. Les honoraires doivent être versés en arriérés pour chaque demande de remboursement périodique conformément aux conditions CG5 – Modalités de paiement, durant une période de 68 à 91 mois, pour les travaux décrits à la section 6 du Cadre de référence (si le contrat est modifié en vue d'exercer cette option).
- ii. Le calcul des honoraires totaux tient compte de la variabilité des coûts de construction et sera fondé sur la valeur des coûts de construction engagés réellement par l'entrepreneur dans le cadre des contrats attribués à des tiers par le Canada. Les honoraires du constructeur doivent être calculés en multipliant le taux par les coûts de construction engagés par le Canada pour le projet de réhabilitation de l'édifice de l'Est au cours du mois visé par la demande, à l'exception des travaux mineurs attribués à l'entrepreneur.

Le pourcentage comprendra ce qui suit :

tous les coûts connexes requis pour effectuer les travaux, comme il est indiqué dans la section 6 du Cadre de référence.

ANNEXE D

Exigences relatives au personnel clé du conseiller en gestion de la construction (CGC)

Le présent document énonce les exigences obligatoires auxquelles le personnel clé indiqué doit satisfaire. Ces exigences s'appliquent également à toute personne désignée pour remplacer les ressources clés pendant la durée du contrat.

Personnel clé

1) Gestionnaire de projet

Le CGC doit embaucher un gestionnaire de projet expérimenté démontrant de l'expérience en gestion de projets de taille et de nature similaires au projet visé par la présente demande de propositions. Cette personne sera le chef d'équipe du CGC et coordonnera l'ensemble du personnel du CGC pendant la prestation des services, tel que décrit dans le présent contrat. Il fournira également la majorité des services consultatifs pendant la durée du contrat.

Exigences obligatoires

- a) Doit posséder au moins 15 ans d'expérience pertinente;
- b) Doit détenir une licence d'ingénieur ou d'architecte valide;
- c) Renseignements à fournir : Curriculum vitæ illustrant l'expérience requise et le titre professionnel acquis.

2) Surveillant de chantier

Le CGC doit embaucher un surveillant de chantier expérimenté démontrant de l'expérience en gestion de projets de taille et de nature similaires au projet visé par la présente demande de propositions. Cette personne devra fournir des conseils en matière de construction relativement à l'examen de la constructibilité des soumissions de l'expert-conseil en architecture et en génie, de la rétroaction sur la gestion des risques, de la rétroaction sur le plan de mise en œuvre de la construction et d'autres conseils lorsque de l'expérience directe en construction est valable.

Exigences obligatoires

- a) Doit posséder au moins 15 ans d'expérience pertinente;
- b) Doit avoir de l'expérience en tant que surveillant dans le cadre d'un projet de construction mis en œuvre dans un immeuble occupé.
- c) Renseignements à fournir : Curriculum vitæ illustrant l'expérience requise.

3) Agent d'ordonnancement

Le CGC doit embaucher un agent d'ordonnancement expérimenté qui est parfaitement au courant de tous les aspects liés à la planification de projets, à l'établissement de calendriers et à l'ordonnancement des travaux de construction. Cette personne doit déjà avoir utilisé le logiciel *Primavera*. L'agent d'ordonnancement jouera un rôle important dans l'établissement et la surveillance du calendrier principal des travaux de construction, dans la prestation de

services d'ordonnancement dès l'attribution du contrat et pendant l'élaboration de la conception, les trois sous-phases de la construction et la mise en services, jusqu'à la période postérieure à la construction. Les consultations avec TPSGC ainsi que la coordination, les examens et les approbations de l'ensemble des processus de l'équipement et des éléments de connectivité des édifices par le Ministère doivent être intégrés à tous les aspects de la planification et de l'ordonnancement.

Exigences obligatoires

- a) Doit posséder au moins 10 ans d'expérience pertinente.
- b) Renseignements à fournir : Curriculum vitae illustrant l'expérience requise.

4) Estimateur

Le CGC doit embaucher un estimateur qui est parfaitement au courant de tous les aspects liés à l'estimation des coûts de construction, qui sait comment utiliser une analyse des coûts, une analyse des risques, une analyse des coûts du cycle de vie et qui connaît les méthodes d'analyse et de gestion de la valeur. L'estimateur doit utiliser l'estimation par présentation des éléments de l'Institut canadien des économistes en construction (utilisée par l'expert-conseil de TPSGC) et l'estimation par métier, et être en mesure de rapprocher des estimations présentées dans différents formats. Il doit également connaître parfaitement les conditions du marché et de l'économie de la construction de la région où seront réalisés les travaux.

Exigences obligatoires

- a) Doit posséder au moins 10 ans d'expérience pertinente.
- b) Renseignements à fournir : Curriculum vitae illustrant l'expérience requise.



ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux Le Remplacement du barrage Latchford, Situé sur la rivière Montréal, Commune de Latchford, Latchford, Ontario	N° de contrat. EP731-150927/001/FG
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
--	-------------------	-------	----------	-------------

Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
--------------------------------	-------------------	-------	----------	-------------

Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
--

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/exc édentaire.				Par sinistre \$ \$	Global général annuel \$ \$	Global - Risque après travaux \$ \$
Assurance des chantiers / Risques d'installation				\$		
Responsabilité pollution des entreprises				\$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement		Global \$
				\$		

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A



ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 2 de 2

<p>Généralités</p> <p>Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.</p> <p>Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.</p> <p>Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.</p> <p>Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.</p>	<p>Responsabilité civile des entreprises</p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.</p> <p>La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Dynamitage. b) Battage de pieux et travaux de caisson. c) Reprise en sous-œuvre. d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré. <p>La police doit comporter:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un « Plafond par sinistre » d'au moins 5 000 000 \$; b) un « Plafond global général » d'au moins 10 000 000 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite. c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins 5 000 000 \$. <p>Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.</p>	<p>Assurance des chantiers / Risques d'installation</p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.</p> <p>Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.</p> <p>Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.</p> <p>La police doit avoir un plafond qui n'est pas inférieur à la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.</p> <p>Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2).</p>
<p>Responsabilité pollution des entreprises</p> <p>La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par incident ou par événement et suivant le plafond global.</p>		

ANNEXE F

FRAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)